

## **LISTE DES ANNEXES**

**Annexe 1 : Références cadastrales**

**Annexe 2 : Situation topographique**

**Annexe 3 : Documents justifiant l'historique**

**Annexe 4 : Plan issu de l'étude préliminaire**

**Annexe 5 : Plan de synthèse**

**Annexe 6 : Reportage photographique**

**Annexe 7 : Logs des forages**

**Annexe 8 : Certificats d'analyse**

**Annexe 9 : Géocentrique**

**Annexe 10 : Agrément du laboratoire**

**Annexe 11 : Copie des éventuelles études antérieures**

**Annexe 12 : Formulaire électronique complété**

**Annexe 13 : Résumé non technique**

**Annexe 14 : Tableau des résultats d'analyse**

**Annexe 15 : Plan des contaminations et des installations découvertes lors des travaux de terrain**

## ***ANNEXE 1 : RÉFÉRENCES CADASTRALES***



**Service Public**  
**Fédéral**  
**FINANCES**

Exp.: SERVICE EXTR.BRUX/BRAB.WAL  
BD JARD.BOTANIQUE 50 B396 1000 BRUXELLES

**Administration Générale de la**  
**DOCUMENTATION PATRIMONIALE**

**Mesures et Evaluations**

Office régional bruxellois de l'emploi - Brusselse Gewestelijke  
Boulevard Anspach, 65  
1000 Bruxelles

Votre courrier du	Vos références	Nos références	Annexe(s)
	<b>2015 _ Dem 7332</b>	<b>MEOW-2015-DD-00100869</b>	

Madame, Monsieur

Suite à votre demande du 09/03/2015, je vous prie de trouver en annexe l'information demandée.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

WATHELET MICHEL  
ASSISTANT FINANCIER

6

Pour plus d'informations sur votre dossier, veuillez prendre contact avec :

**SERVICE EXTR.BRUX/BRAB.WAL**

Tél. : 0257/71 960

Fax: 0257/96 125

E-mail: michel.wathelet@minfin.fed.be

Heures de bureau de 9h à 16h ou sur rendez-vous

.be

001 PROPRIETAIRE(S) ET DROITS

Office régional bruxellois de l'emploi - Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidbemiddeling

1000 BruxellesBoulevard Anspach 65

001 INFORMATION CADASTRALE ET PATRIMONIALE DE LA PARCELLE

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction :

Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		PART.COMM.GEN. BAT	24 A 37 CA					

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction : 0002

Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	609	
		E.SS						

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction : 0002

Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	7588	
		CRECHE.1						

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction : 0002

Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	51561	
		CO.REZ/6/						

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction : 0002

Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	2585	
		CO.REZ/5/						

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction : 0002

Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	9258	
		CO.REZ/4/						

21811 BRUXELLES 11 DIV

BD ANSPACH 65Statut : CadastreAnnée fin construction : 0002



SPF FINANCES - ADMINISTRATION GENERALE DE LA DOCUMENTATION PATRIMONIALE -  
EXTRAIT DE LA DOCUMENTATION PATRIMONIALE

Références dossier : MEOW-2015-DD-00100869

Page 2/2

001 INFORMATION CADASTRALE ET PATRIMONIALE DE LA PARCELLE								
Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	4881	
		CO.REZ/3/						
21811 BRUXELLES 11 DIV								
BD ANSPACH 65			Statut : Cadastre		Année fin construction : 0002			
Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2G	6958	
		CO.REZ/2/						
21811 BRUXELLES 11 DIV								
BD ANSPACH 65			Statut : Cadastre		Année fin construction : 0002			
Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2F	25800	
		CO.REZ/1/						
21811 BRUXELLES 11 DIV								
BD ANSPACH 65			Statut : Cadastre		Année fin construction : 0002			
Section et N° parcelle	Partition	Nature Détail	Superficie	P/W	Classement RC/ha	Code RC	RC	Fin exonération
M2624 K		ENTITÉ PRIV.#				2G	43225	
		BU.1						

RECAPITULATIF DU DOCUMENT

Information demandée : Liste Parcelles par propriétaire ; avec données fiscales et liste partielle

Motivation de la demande : Usage privé

Situation au : 01/01/2014

Coût : 5.50 €

Certifié conforme aux données extraites de la documentation patrimoniale par WATHELET MICHEL

Date : 27/03/2015

Signature



**Conformité - responsabilité de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale (AGDP)**

L'AGDP délivre l'information qu'elle détient. L'utilisateur est tenu de prendre toutes les précautions de rigueur et d'assurer seul la responsabilité d'éventuels dommages qui pourraient résulter de l'usage qu'il en fait.

L'information délivrée est considérée comme acceptée par l'utilisateur s'il n'a pas dans les 10 jours ouvrables de sa réception, communiqué par écrit à l'AGDP les incohérences qu'il constate.

Si l'information délivrée contient une faute imputable à l'AGDP, une version rectifiée est gratuitement mise à disposition du demandeur.

Pour plus d'information, voir NOTICE EXPLICATIVE en annexe.

## NOTICE EXPLICATIVE

### PROPRIETAIRE(S) ET DROITS

Identification du (des) propriétaire(s) et de leur(s) droits et, le cas échéant, la date à laquelle ces droits sont périmés. Si les époux sont propriétaires en communauté, leur noms seront reliés par le signe « & ».

Les abréviations des droits principaux sont :

PP : Pleine propriété

NP : Nue propriété

US : Usufruit

SUPERF : Superficiaire.

USA/HAB : Usage/habitation

EMPH : Emphytéote

### INFORMATIONS DE LA (DES) PARCELLE(S)

#### Section et n° de parcelle

La parcelle cadastrale est identifiée par la division cadastrale, la section, un numéro de base (appelé aussi « radical »), éventuellement un numéro bis, un exposant alphanumérique et éventuellement un exposant numérique.

Exemple : 21614 Uccle 4 DIV Section E, 262 K6, (21614 indique le numéro de la division cadastrale).

#### Partition

Si une parcelle cadastrale nécessite une identification plus précise, par exemple pour les immeubles à appartements, elle est divisée en une parcelle-plan et en une ou plusieurs parcelles cadastrales patrimoniales. Dans ce cas, par bien immobilier sur lequel un droit est exercé, on peut étendre l'identification avec un numéro de partition.

PE : 21614 Uccle 4 div section E 262 K6 P0004

Le numéro de partition n'est pas repris sur le plan cadastral.

#### Nature-détail

Il n'y a pas spécialement corrélation entre la nature cadastrale et les caractères urbanistiques d'un bien.

Le signe « # » reprend en abrégé la situation et les parties constituantes de l'entité principale.

Pe : P.IM.AP # A5/CG/C9-G9 (appartement, 5ième étage, centre gauche, cave 9, garage 9)

#### Superficie (en ha, a en ca)

Lettre « T » : La superficie est basée sur un plan de mesurage, joint à un acte

Lettre « V » : La superficie a fait l'objet d'un mesurage par l'administration.

Lettre « N » : Le revenu cadastral (RC) de cette surface est exonéré du précompte immobilier (PI)

#### P&W

Un code Px ou Wx indique que la parcelle est entièrement ou partiellement située dans un polder ou dans une wateringue ; le X est un chiffre ou une lettre qui renvoie au numéro du polder ou de la wateringue. La lettre D représente un polder abrogé et la lettre E une wateringue abrogée.

#### Classement et RC/Ha pour les parcelles non bâties

Classement de la parcelle non bâtie et son revenu cadastral à l'hectare correspondant.

#### Code RC (revenu cadastral)

Le code RC comporte deux parties :

Première position:

1. non bâti ordinaire
2. bâti ordinaire
3. non-bâti industriel (ou artisanal ou commercial) avec matériel et outillage (M&O)
4. bâti industriel (ou artisanal ou commercial) avec matériel et outillage (M&O)
5. M&O sur une parcelle non bâtie
6. M&O sur une parcelle bâtie

Seconde position:

F : RC imposable  
G,H,P,Q : RC exonéré totalement ou partiellement du Pr.I. sur base de dispositions légales  
J : RC non fixé (ou RC fixé non imposable au Pr.I. pour non-occupation ou non-location avant le 1 janvier de l'année d'imposition)  
K : RC provisoire d'un bâtiment occupé ou loué avant son complet achèvement ou loué.  
L : RC partiel provisoire d'un immeuble à appartements dont tous les appartements ne sont pas occupés ou loués.  
X : RC exonéré sur base de dispositions spéciales prises par une Région

## RC

Le montant de revenu cadastral (non indexé), exprimé en euro

## Fin Exonération

La date mentionnée est la date où l'exonération se termine.

Quand le M&O est exonéré du Pr.I. pour une période indéterminée - et ceci uniquement pour la Région Flamande - la date est reprise sous la forme « 1.1.0000 »

## Statut

Les plus fréquents sont :

- **Réservé** : parcelle patrimoniale créée lors d'une identification préalable en vue de son utilisation ultérieure dans un acte authentique ; cette parcelle n'a aucune valeur fiscale.
  - **Réservé-acté** : même principe que pour le statut « réservé » sauf que la parcelle patrimoniale est reprise dans un acte de base ou un acte de lotissement.
- **En suspens** : entité privative non encore occupée ou louée. Aucun RC n'est repris pour cette parcelle
- **Cadastré** : parcelle patrimoniale pour laquelle la documentation patrimoniale est mise à jour et les données sont complètes
- **Cadastré - non délimité** : parcelle patrimoniale comprenant une ou plusieurs parties de terrain appartenant à des propriétaires différents ; ces parties de terrain ne sont pas représentées au plan en raison de l'absence de documents et/ou d'éléments probants sur le terrain et sont reprises avec le statut « non délimité » .  
Remarque : les droits liés à une parcelle « cadastré - non délimité » ne sont pas toujours corrects ; pour les droits voir les parcelles « non délimité »
- **Non délimité** : parcelle non représentée au plan en raison de l'absence de documents et/ou d'éléments probants sur le terrain ; cette parcelle est liée à une parcelle cadastrée reprise avec le statut « cadastré - non délimité » ; les droits liés à cette parcelle sont corrects.

## Année de fin de construction

0001: avant 1850

0002: de 1850 à 1874

0003: de 1875 à 1899

0004: de 1900 à 1918

0005: de 1919 à 1930

A partir de 1931 on mentionne l'année en entier.

## M\*

Le code M\* à côté de « année fin construction », signifie que la parcelle est susceptible de comporter - ou comporte - du matériel et outillage (M&O) non imposable au Pr.I.

## SITUATION

L'extrait mentionne les données comme reprises suite à la mise à jour de la documentation.

Il est possible que ces données ne reflètent pas encore la situation actuelle du bien. Il est également possible que le RC soit en révision suite à une réclamation.



SPF Finances

Administration Générale de la Documentation Patrimoniale - Cadastre

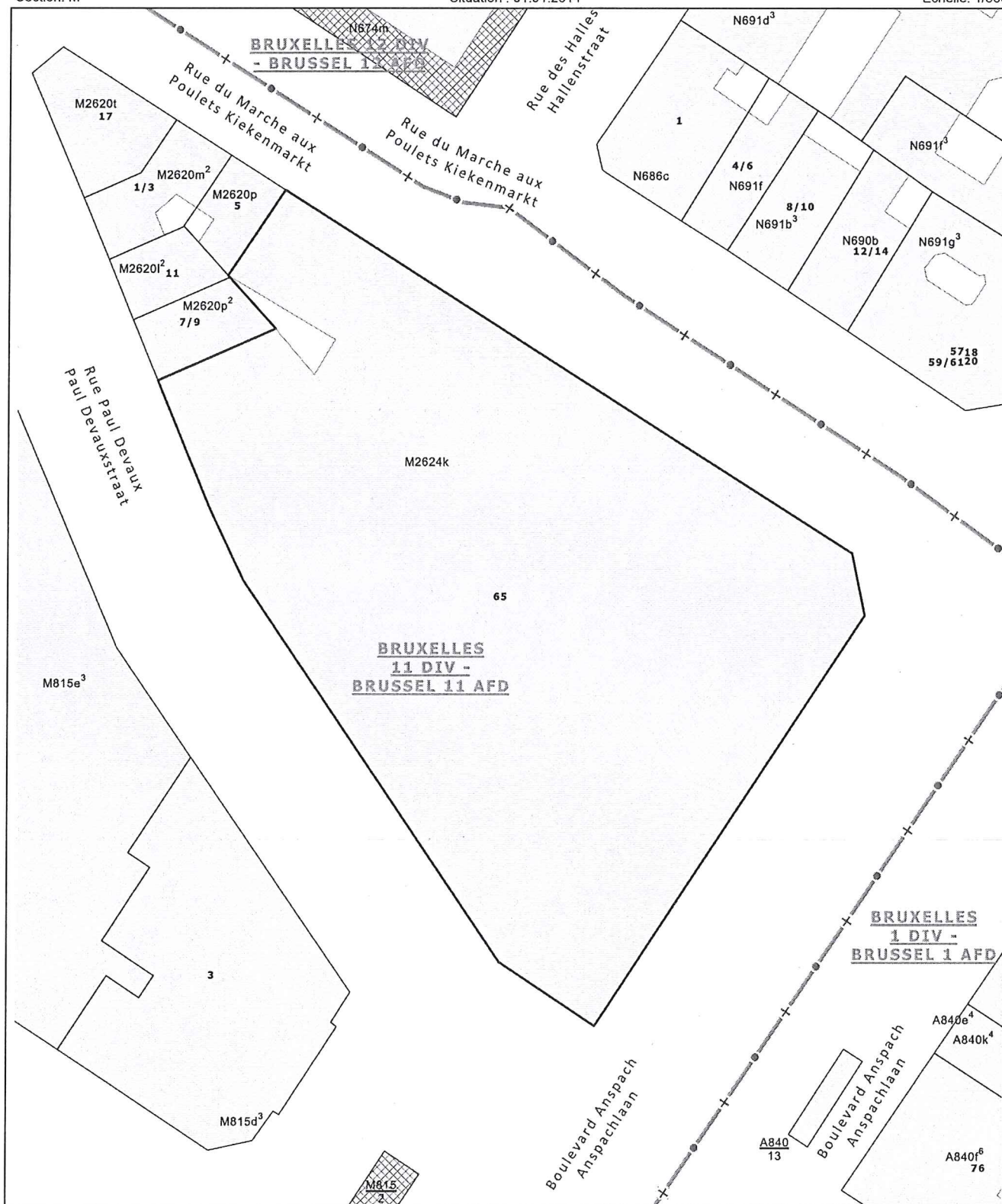
.be

Extrait du plan parcellaire cadastral: BRUXELLES 11 DIV

Section: M

Situation : 01.01.2014

Echelle: 1/500



L'Administration Générale de la Documentation patrimoniale est l'auteur du plan parcellaire cadastral et le producteur de la base de données dans laquelle ces données sont reprises, et jouit des droits de propriété intellectuelle repris dans la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Numéro de référence du demandeur: 2015 \_ Dem 7332

Numéro dossier AGDP: 2-DEM7332-20150327-143104

Coût: 11.0 €

Certifié conforme, Bruxelles, 27/03/2015

L'agent délégué,

MICHEL WATHELET



## ***ANNEXE 2 : SITUATION TOPOGRAPHIQUE***



Boulevard Anspach, 65 - 1000 Bruxelles  
Parcelle cadastrée : 21811\_M\_2624\_K\_000\_00

Site : <b>Actiris à Bruxelles</b>		Commune <b>Bruxelles</b>
N° dossier <b>D1875</b>	Type d'étude <b>RES</b>	
Annexe 2		
Titel <b>Localisation du site sur extrait de la carte topographique</b>		
Bron : <b><a href="https://dov.vlaanderen.be/">https://dov.vlaanderen.be/</a></b>		



Echelle :		
Datum : juin 2015	Format : A3	Geolys

### ***ANNEXE 3 : DOCUMENTS JUSTIFIANT L'HISTORIQUE***

GOUVERNEMENT

C<sup>o</sup> 125.

DE LA

PROVINCE DE BRABANT

3<sup>e</sup> Div. — N°

10084/20618

LA DÉPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL,

Usines et fabriques

COMMUNE

*e Brumelles*

Vu avec les plans y annexés, la requête par laquelle *la société anonyme*

*"Grand Magasin de la Province"*

demande

l'autorisation d'établir

*fourneaux à vapeur*

ANNEXES :

*plan 65 à Brumelles, d'une transformation  
statiques de 110 H. V. A. chacun et huit  
moteurs électriques*

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de *commodo et incommodo*, duquel il résulte que le projet de *la* pétitionnaire *a* rencontré *aucune* opposition ;

Ent. la

22 DEC. 1925

Expédié par

*7-1-26*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins d'*e Brumelles*  
en date du *13 octobre* 1925, favorable à la demande de

*la société précitée*

Vu le rapport de M. *Van der Linden*, inspecteur principal du  
Travail, en date du *30 novembre* 1925, n° *7321/8639*

Vu le rapport de M. \_\_\_\_\_, membre de la Députation  
permanente;

~~Considérant que, moyennant la stricte observation des conditions imposées, il sera  
obvié aux dangers et inconvénients inhérents à ce genre d'entreprise;~~

Considérant que les droits des tiers sont réservés contre les pertes, dommages ou  
dégâts que l'établissement dont il s'agit pourrait occasionner;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1923;

A Monsieur le Bourgmestre de

*Brumelles avec plan*

A Monsieur De Bruycker, Inspecteur général du Travail.

17-12-25



ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

L'autorisation demandée par *la société anonyme "Grand Magasin de*

*La Bourse* lui est accordée aux conditions suivantes :

1° De se conformer en tous points aux indications des plans ci-annexés;

*Copie le rapport de M. Van der Linden  
de A à B (p. 207)*

En ce qui concerne les  
installations électriques à  
haute tension :

1° D'amener le courant à haute tension à l'usine par câbles souterrains;

2° De loger chaque transformateur dans une caisse métallique mise à la terre, ou de l'installer dans un endroit clos dont l'accès n'est possible qu'au moyen d'une clef, laquelle doit être confiée à un agent responsable et désigné par le chef d'entreprise;

3° De disposer les installations à haute tension de telle sorte que le personnel ne puisse toucher les parties dangereuses en service normal.

Les ouvriers ne peuvent avoir accès qu'à des appareils, organes ou conducteurs spécialement protégés ou bien soumis à basse tension, de façon à éviter tout danger même en cas de contact direct et prolongé;

En conséquence, de mettre à la terre toutes les pièces métalliques faisant directement partie de l'installation à haute tension, et pouvant être exposées à un contact accidentel;

4° De mettre à la disposition de l'électricien les dispositifs de sécurité que la science et l'expérience indiquent, tels que : chaussures isolantes, gants en caoutchouc, ayant résisté à une épreuve double de la tension admise; perche avec isolateur approprié en porcelaine et fil mis à la terre, assurant un isolement certain de l'opérateur contre la haute tension;

5° De placer des écriteaux en grandes lettres, rappelant qu'il y a DANGER DE MORT à s'introduire dans les endroits prohibés, ou à toucher aux appareils et conducteurs soumis

En ce qui concerne les installations électriques à basse tension (ne dépassant pas 250 volts).

13. De n'installer que ~~dynamo génératrice à courant continu~~  
 de ~~volts~~ ampères *neuf moteurs électriques*  
*dont deux de 25 HP, un de 15 HP, deux de 10 HP, un de*  
*3,8 HP, un de 3 HP et un de 2,5 HP*
14. De se conformer aux conditions générales suivantes :

## ETABLISSEMENT DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

*Etat d'isolement.* — Maintenir sur toute installation électrique à courants intenses, un isolement approprié.

*Machines.* — Monter les machines électriques de telle sorte que toute étincelle ou tout échauffement pendant la marche ne puissent provoquer une inflammation de matières combustibles.

*Accumulateurs.* — Isoler les éléments de leur socle et ce dernier de la terre par des supports non hygroscopiques.

Dans les batteries d'accumulateurs dont la tension dépasse 16 volts, ne pas employer le celluloid en dehors de l'électrolyte, ni comme matière de récipient.

N'utiliser pour l'éclairage des salles d'accumulateurs que des lampes électriques brûlant en vase clos.

Ventiler convenablement les salles d'accumulateurs.

*Tableaux de distribution.* — Construire les tableaux de distribution en matériaux incombustibles. Ne tolérer le bois que dans les encadrements et les balustrades.

Disposer les tableaux de façon à pouvoir vérifier les connexions des câbles.

Si l'arrière des tableaux est accessible pendant le service, donner aux couloirs une largeur d'environ 1 mètre et les dépourvoir d'obstacles empêchant la liberté des mouvements.

Mettre aux sûretés et, au besoin, aux interrupteurs des tableaux, les indications permettant de reconnaître à quelle salle ou à quel groupe de récepteurs ils appartiennent.

*Appareillage.* — Adopter, pour les parties extérieures des appareils traversées par le courant, des matériaux incombustibles ou les monter sur socles incombustibles.

Proportionner les appareils de telle sorte qu'ils ne puissent jamais atteindre une température dangereuse pour le service ou pour les objets environnants, avec le courant normal le plus intense.

Etablir les appareils de façon à prévenir, en service normal, les accidents de personnes par des projections, des étincelles, des matières fondues ou par l'action du courant.

Etablir les appareils de façon à réaliser un isolement suffisant des fils de connexion vis-à-vis des parties voisines des bâtiments, des conducteurs, etc.

*Interrupteurs et commutateurs.* — Etablir des interrupteurs servant à la rupture du courant de telle façon qu'il ne subsiste aucun arc lors de leur ouverture en service normal.

Inscrire sur les interrupteurs l'intensité du courant de service et la tension normale.

Former de matières non conductrices ou revêtir d'une couche isolante durable les boîtes et poignées accessibles, si elles ne sont pas mises à la terre.

Adopter des interrupteurs de courant qui, à leur ouverture, coupent de leur circuit tous les pôles qui sont sous tension par rapport à la terre.

*Démarrateurs et résistances.* — Etablir les démarrateurs et résistances, sujets à des interruptions de courant, de façon qu'en service normal il ne puisse se produire aucun arc permanent.

*Prises de courant.* — Pour le raccordement des lignes transportables, adopter des fiches de contact qui ne puissent être introduites dans des douilles prévues pour des courants plus forts.

Indiquer le courant et la tension de régime sur la douille et sur la fiche.

Ne pas installer dans la partie mobile du circuit les sûretés pouvant être nécessaires.

*Coupe-circuits.* — Proportionner les coupe-circuits fusibles et les interrupteurs automatiques de façon que les lignes qu'ils protègent ne puissent subir aucun échauffement dangereux; les disposer ou régler de façon à couper le courant sans qu'il se produise un arc permanent.

Pour des courants faibles, adopter des fusibles qui, par leur construction même, empêchent l'emploi de bouchons pour courants trop intenses.

Inscrire sur chaque bouchon fusible le courant de régime et la tension maximum.  
Protéger les conducteurs par des sûretés ou des interrupteurs automatiques.  
Placer des sûretés à tous les endroits où il existe une diminution de section dans la direction des récepteurs.

*Observation.* — Les prescriptions concernant le montage des sûretés ne s'appliquent pas aux conducteurs placés sur les tableaux, ni aux raccordements entre machines, accumulateurs, tableaux, etc., ni aux cas où la fusion d'une sûreté constituerait un danger pour l'exploitation des installations correspondantes.

*Donnilles et lampes à incandescence.* — Monter les parties des donnilles qui se trouvent sous tension par rapport à la terre, sur socle incombustible et les protéger contre tout contact par une enveloppe incombustible, qui ne peut pas être sous tension par rapport à la terre.

Soustraire à tout contact accidentel les parties de lampes se trouvant sous tension par rapport à la terre.

Pourvoir les lampes à incandescence, situées à proximité de matières inflammables, de dispositifs empêchant tout contact des lampes avec ces matières.

*Lampes à arc.* — Faire usage de dispositifs empêchant la chute des parties incandescentes des crayons dans les endroits où cette chute pourrait constituer un danger.

Isoler les lanternes (des lampes à arc) des parties sous tension et, le cas échéant, des câbles de suspension.

Soustraire à tout effort de traction les fils de suspension servant en même temps à amener le courant aux lampes et empêcher les fils de se tordre.

*Conducteurs.* — Lorsque l'emploi de fils nus n'est pas admissible, pourvoir les conducteurs d'une couverture isolante, dont la solidité et la capacité d'isolement sont appropriées aux conditions du service qu'ils ont à fournir.

Proportionner les conducteurs de façon à présenter la résistance mécanique suffisante et à ne pas subir d'échauffement exagéré dans les conditions du service qui leur est imposé.

Protéger, par leur situation ou par un revêtement spécial, les canalisations fixes qui seraient exposées à un maniement capable de les détériorer.

Protéger contre les dégradations dues au moyen de fixation ou à une autre influence extérieure; les conducteurs mis à la terre et fixés directement aux bâtiments ou enfouis dans le sol.

Placer sur des isolateurs efficaces les conducteurs nus qui ne sont pas mis à la terre.

Éloigner les conducteurs nus l'un de l'autre, ainsi que des bâtiments, constructions en fer, etc., à moins que ces conducteurs ne forment des dérivations de même polarité non sectionnables.

Faire dépendre la distance de la portée, de la section du fil et de la tension.

Fixer les conducteurs isolés sur isolateurs appropriés ou les poser dans des tuyaux.

Faire le raccordement des conducteurs entre eux, ainsi que leurs dérivations, par soudures, vis de serrage ou autres moyens équivalents. La jonction doit présenter un isolement équivalent à celui des conducteurs.

Relier, par des connexions démontables, les conducteurs transportables aux canalisations fixes.

Ne raccorder qu'un seul conducteur transportable à une prise de courant. Les branchements et les prolongements des conduites transportables ne peuvent être effectués qu'au moyen de prises de courant.

Faire les croisements des conducteurs sous courant, entre eux et avec des parties métalliques, de façon à empêcher tout contact.

Prendre les mesures pour empêcher que les conducteurs traversés par un courant faible puissent être compromis par des conducteurs à courant intense.

Ne pas établir, à l'intérieur des bâtiments, des conducteurs nus, non mis à la terre.

*Lignes aériennes.* — Ne poser les lignes aériennes, qui ne sont pas mises à la terre, que sur cloches en porcelaine, isolateurs à roulettes ou appareils isolants équivalents.

Poser les lignes aériennes et les appareils qu'elles comportent de façon qu'elles ne puissent être touchées, sans moyens spéciaux, du sol ou d'autres endroits accessibles. Les établir à une hauteur convenable au-dessus de la voie publique et les soustraire aux contacts par des dispositifs de protection appropriés.

Ne placer les circuits en plein air que pour autant qu'ils puissent être interrompus et ne pas installer les conducteurs à fils multiples fixés à demeure.

Installer les lignes, filets de garde et supports de façon qu'ils présentent une résistance suffisante, en tenant compte de la pression du vent et de la charge de la neige.

Protéger, au besoin, les lignes aériennes par des parafoudres bien conditionnés et restant efficaces, même après des décharges répétées.

Quand plusieurs lignes aériennes cheminent parallèlement ou se croisent, prendre les mesures pour empêcher tout contact entre deux espèces de conducteurs, même en cas de rupture d'un fil, ou bien rendre le contact inoffensif, ou bien exécuter les parties de l'installation situées dans la zone intéressée avec un degré de sécurité plus élevé.

Aux points de départ des dérivations, tenir compte des efforts de traction par des dispositifs appropriés.

À la traversée des murs, toits et planchers, protéger les conducteurs contre l'humidité, les détériorations d'ordre chimique ou mécanique, ainsi que contre les dérivations superficielles.

*Isolateurs et matériel de fixation.* — Ne pas admettre les moulures en bois comme isolateurs ou moyens de fixation.

N'admettre les crampons que pour la fixation des conducteurs mis normalement à la terre et pour autant qu'ils ne puissent endommager le conducteur, ni chimiquement ni mécaniquement.

Adopter la porcelaine, le verre ou toute autre matière équivalente pour les isolateurs à cloches ou à roulettes, les anneaux et les pinces isolantes (à l'exception des pinces pour câbles).

Disposer les cloches de façon que l'eau ne puisse s'y accumuler.

Placer les cloches, roulettes, anneaux et pinces de façon à maintenir les lignes convenablement écartées l'une de l'autre, ainsi que des bâtiments, charpentes en fer, etc.

*Tubes.* — Pourvoir les tubes en papier d'une couverture métallique.

Ne réunir dans un seul et même tube que des conducteurs appartenant au même circuit.

Interdire les liaisons de fils dans les tubes.

*Endroits humides.* — Disposer de façon à pouvoir être coupés sur tous les pôles, les conducteurs qui ne sont pas mis à la terre et qui pénètrent dans des endroits humides.

Pourvoir les conducteurs isolés d'une couverture isolante imperméable d'une épaisseur en rapport avec la tension employée.

Ne pas fixer à demeure des conducteurs multiples.

Protéger spécialement, par une couverture souple, les conducteurs transportables contre les dégradations.

Placer des écriteaux mettant le personnel en garde contre tout contact avec les conducteurs et engager le personnel à manier avec prudence les appareils électriques.

Ne pas employer des douilles à clef.

Rendre inaccessibles les lampes à arc, en service, et les faire dépendre d'interrupteurs permettant de couper le courant.

*Endroits exposés à des vapeurs corrosives.* — Protéger le plus efficacement possible contre les détériorations chimiques les conducteurs fixés dans des endroits exposés à des vapeurs corrosives.

N'admettre les conducteurs pour lampes amovibles qu'avec un revêtement isolant imperméable et une enveloppe protectrice spéciale contre les influences chimiques.

*Locaux présentant des dangers d'incendie.* — Ne pas déposer des substances inflammables dans le voisinage des dynamos, moteurs, résistances, etc.

Protéger par un couvercle incombustible les sûretés, interrupteurs et autres appareils, en service, servant à la rupture du courant.

Exclure les conducteurs nus et pourvoir les conducteurs isolés d'une couverture isolante imperméable.

*Locaux présentant des dangers d'explosion.* — Ne pas utiliser les dynamos, moteurs, résistances, interrupteurs, sûretés et appareils servant à la rupture du courant, dans les locaux présentant des dangers d'explosion, à moins que, par leur construction, ces machines et appareils ne présentent une sûreté complète contre les explosions.

Pourvoir les conducteurs d'une couverture isolante et imperméable appropriée à la tension; ne les tolérer que sous tubes ou sous forme de câbles et prohiber l'emploi des conducteurs multiples.

N'admettre que des lampes à incandescence dans le vide et les munir d'un globe protecteur à fermeture hermétique enveloppant également la douille.

N'employer que des courants à basse tension.

Rendre accessibles pour le service les machines, appareils, tableaux de connexion et de distribution.

Maintenir en bon état de fonctionnement toutes les parties de l'installation.

Conserver en parfait état de service les dispositifs de sécurité et appareils de protection de toute nature.

Maintenir constamment lisibles les écriteaux-avis et les prescriptions affichées.

Obliger le personnel occupé au service électrique à prendre connaissance de toutes les prescriptions qui le concernent et de les observer en tous points, notamment à faire usage des moyens de protection mis à sa disposition.

Imposer, à quiconque est occupé au service électrique, de signaler tout fait ou tout état de choses qui pourrait avoir comme conséquence un danger pour les personnes ou pour l'installation.

Disposer d'un éclairage de secours toujours prêt dans les endroits où l'extinction de la lumière électrique crée un danger d'accident.

Observer les mesures de prudence spéciales pour le nettoyage ou l'utilisation des engins sous tension.

Lorsque des travaux doivent être exécutés en service à des appareils sous tension, ne pas toucher en même temps des polarités différentes, se placer dans une position stable sur une base isolante et éviter le contact des personnes non isolées ou des objets conducteurs.

S'assurer du bon état de toutes les installations avant leur mise en marche et avant chaque agrandissement notable.

Renouveler la visite à des intervalles convenables.

Corriger le plus tôt possible les défauts découverts.

Ne laisser exécuter les travaux d'entretien et de réparation que par un personnel compétent et avec un éclairage suffisant; ne pas faire sous tension ces mêmes travaux dans les locaux présentant des dangers d'explosion.

Lorsque les machines sont installées dans des locaux non affectés au travail, interdire l'accès de ces locaux aux personnes qui n'y sont pas appelées par leur service.

Ne pas déposer des matières combustibles, inflammables ou explosives à proximité des machines électriques et des appareils qui en dépendent

Ventiler énergiquement les salles d'accumulateurs pendant la charge.

Ne pas employer dans ces salles des feux nus ou des corps incandescents.

Protéger contre l'action nuisible de l'acide les constructions, engins conducteurs, couloirs de service isolants, etc. Vérifier de temps en temps leur état de conservation.

Rendre immédiatement inoffensif l'acide répandu accidentellement.

Défendre de fumer, manger ou boire dans les salles d'accumulateurs.

Mettre à la disposition des ouvriers occupés dans ces salles, des moyens de protection appropriés, des ustensiles et des moyens de lavage à suffisance; exiger que ces ouvriers soient propres et les rendre attentifs aux dangers résultant des manipulations des acides et des sels de plomb.

Ne confier le service des installations électriques, quelles qu'elles soient, qu'à des agents expérimentés offrant toute garantie.

Afficher les règles spéciales en vue de la sécurité et les indications concernant les premiers soins à donner en cas d'accident. Le cas échéant, placer des écriteaux fixant l'attention sur les dangers des contacts.

15. De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 28 février 1919, réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 1905, prescrivant les mesures à observer en vue de protéger la santé et la sécurité des ouvriers;
16. De prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'établissement ne devienne une cause de danger, d'incommodité ou d'insalubrité, non seulement pour les ouvriers qui y seront employés, mais aussi pour toutes autres personnes;
- ~~D'avoir terminé les travaux d'établissement et mis l'établissement en activité dans le délai de \_\_\_\_\_ mois, à partir de la date de la présente autorisation;~~
17. De rester responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que cet établissement pourrait occasionner;
18. De ne pas se prévaloir de la présente ordonnance pour fabriquer d'autres produits, exécuter d'autres travaux que ceux explicitement autorisés;
19. De conserver toujours en bon état et de manière à pouvoir remplir leur destination tous les appareils et toutes les dépendances de l'établissement.

#### ARTICLE 2.

Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté royal du 15 mai 1923, l'établissement peut être mis en exploitation sans qu'il soit dressé procès-verbal constatant que l'installation satisfait entièrement aux conditions du présent arrêté et aux prescriptions réglementaires générales.

#### ARTICLE

La présente autorisation est accordée pour un terme expirant en même temps que celui fixé par l'arrêté de la députation permanente, en date du 192... n°...

#### ARTICLE 3

La présente autorisation est accordée pour *trois* ans, à partir de la date de l'affichage prescrit par l'article 15 de l'arrêté royal du 15 mai 1923. Elle sera renouvelée, s'il y a lieu, à l'expiration de ce terme.

#### ARTICLE 4.

Le concessionnaire sera tenu de se conformer à toutes les mesures de précaution et dispositions que l'administration jugerait utile de prescrire par la suite.

#### ARTICLE 5.

*Elle* laissera visiter en tout temps son établissement par les membres ou par les agents de l'administration communale de *Sunnelle* et par tout délégué de l'administration provinciale ou de l'autorité supérieure.

#### ARTICLE 6.

Toute contravention à la présente ordonnance sera poursuivie conformément aux lois et à l'arrêté royal du 15 mai 1923.

#### ARTICLE 7.

La présente autorisation pourra être retirée, si l'impétrant ne se conforme pas aux conditions qui précèdent ou s'il refuse de se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront être imposées si l'expérience en démontre la nécessité.

#### ARTICLE 8.

Une permission nouvelle sera nécessaire : 1° si l'établissement n'a pas été mis en activité dans le délai fixé par la § de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus; 2° si l'établissement a chômé pendant deux années consécutives 3° s'il a été détruit ou momentanément mis hors d'usage par un accident quelconque résultant de l'exploitation.

ARTICLE 9.

Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. le Bourgmestre  
d<sup>r</sup> *Bruxelles*, lequel est chargé de la notifier,  
*in extenso*, à ~~le~~ permissionnaire, et de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Un avis faisant connaître la décision ci-dessus et la date à laquelle elle est inter-  
venue, sera affiché, pendant dix jours, à la maison communale et au siège de l'établis-  
sement.

Bruxelles, le *16 décembre* 192*7*

Présents: MM. E. Beco, *président*; Richard, ~~Raeymaeckers~~, Gheude, ~~De Winde~~,  
Renard ~~et~~ Defrenne, *membres*; Heyvaert, greffier provincial.

Par ordonnance :

Le Greffier provincial,

(S.) ~~HEYVAERT.~~

Le Président,

(S.) ~~E. BECO.~~

Pour expédition conforme:

Le Greffier provincial,

*3 plans à signer*

3<sup>e</sup> J<sup>er</sup> no 811-70618

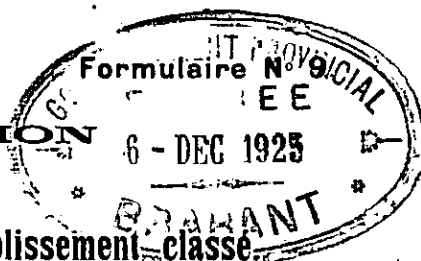
MINISTÈRE  
DE  
L'INDUSTRIE et du TRAVAIL

Inspection du Travail  
et des  
Etablissements dangereux,  
insalubres ou incommodes.

INSTRUCTION

D'UNE

demande en autorisation d'établissement classe



RAPPORT du 30 Novembre 1925, N° 7371/8639, faisant  
suite à la dépêche de M. le Gouverneur du Brabant  
du 21 Octobre 1925 N° 99968/70618

Vve De Clercq — 324

Nature de l'établissement en projet.	
Rubriques applicables de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.	Electricité, dynamo, transformateur, moteur ..... de plus de 8 kw
Commune où l'établissement serait situé. Adresse.	Bruxelles. Boulevard Anspach 65
Nom, prénoms et adresse de l'auteur de la demande.	Sté Ame "Grands Magasins de la Bourse" Boulevard Anspach 65 Bruxelles
Résumé indiquant l'objet de l'exploitation, les appareils et procédés à mettre en œuvre, les quantités approximatives à fabriquer et à emmagasiner.	Objet de la requête: Installation de deux transformateurs statiques de 110 K.V.A. débitant à 200 volts le courant alternatif triphasé fourni à 5.000 volts par la Ville de Bruxelles Le courant électrique alimenterait 8 moteurs électriques, savoir : deux moteurs de 10 HP (7,35 KVA) actionnant respectivement un ascenseur deux " " 25 HP (18,4 KVA) " " un moteur de 15 HP (11 KVA) act. un monte-charges " " 3 HP (2,2 KVA) " " " un " 3,8HP (2,8KVA) " un aspirateur utilisé pour le nettoyage par le vide un " 2,5 HP (1,8KVA) " une sorbetière



Indication des précautions qui, d'après le dossier et les renseignements complémentaires pris par l'inspecteur, seraient appliquées dans l'intérêt du voisinage et du personnel.

Résultats de l'enquête de commodo et incommodo.

**aucune opposition**

Avis des services publics chargés de l'administration d'une voie de communication, d'un cours d'eau ou d'un établissement quelconque, situés dans le rayon de l'enquête.

<p>Avis du Collège échevinal.</p>	<p><b>favorable</b></p>
<p>Discussion des résultats de l'enquête de commodo et incommodo.</p> <p>Y a-t-il lieu d'accueillir la demande, ou de refuser l'autorisation.</p> <p>Pour quels motifs ?</p> <p>Dans le cas où il y a lieu d'accueillir la demande, énumérer à la page suivante les conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement, indépendamment de celles qui sont prescrites par des règlements généraux.</p>	<p><b>Accueillir</b></p> <p>Parce qu'il n'y a pas d'opposition et que moyennant la stricte observation des conditions proposées, il sera obvié dans une mesure convenable aux dangers et inconvénients inhérents à l'exploitation</p>
<p>Durée à laquelle il conviendrait de limiter l'autorisation.</p>	<p><b>Trente ans</b></p>
<p>Délai dans lequel l'établissement devrait être mis en exploitation.</p>	<p><b>est en exploitation</b></p>
<p>Y a-t-il lieu de subordonner la mise en exploitation à la constatation par l'Inspection du Travail que les conditions prescrites sont observées ? (Art. 12 de l'arrêté royal du 15 mai 1923).</p>	<p><b>Non</b></p>

Énumération des conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement, indépendamment de celles qui sont réglementairement prescrites ?

**Conditions ordinaires pour l'installation électrique**

**A 2 De** Prendre les mesures voulues pour que les machines, les appareils ou les procédés de travail ne causent du bruit, des chocs ou des vibrations de nature à incommoder les voisins ou à nuire à la stabilité des constructions. A cet effet, placer les machines, mécanismes et transmissions de mouvement à une distance suffisante des murs mitoyens ou appartenant aux voisins.

**3 De** Faire usage au besoin de matières antiacoustiques ou antivibrantes et exécuter des travaux d'isolation, des contre-murs, doubles parois, tranchées ou autres ouvrages efficaces indiqués par les circonstances.

**4 De** Soustraire les ouvriers à l'action des buées, gaz, vapeurs, fumées ou poussières nuisibles, installer au besoin des cheminées d'évacuation, des aspirateurs ou ventilateurs mécaniques, le tout de façon à ne pas incommoder les voisins.

**5 De** Mettre à la disposition des ouvriers un lavoir-vestiaire bien arrangé.

**6 De** Les couloirs, les portes de sorties et les cages d'escaliers desservant des locaux ou magasins accessibles au public ~~présenteront~~ présenteront une largeur proportionnée au nombre de personnes qui peuvent être appelées à y passer. Cette largeur sera d'au moins 0,01 par personne pour les couloirs et de ~~0,0125~~ 0,0125 par personne pour les escaliers.

**7 De** Limiter en conséquence le nombre de personnes admises dans les locaux ou magasins. Les issues ne pourront jamais être encombrées de marchandises en dépôt ni d'objets quelconques. **B**

l'Ingénieur - Inspecteur Principal du Travail,

*H. van Drooghenbroeck*

Usines et fabriques

COMMUNE

d e Bruxelles

demande

l'autorisation d'établir

ANNEXES :

Vu avec les plans y annexés, la requête par laquelle la société anonyme  
"Les Grands Magasins de la Bourse"  
demande l'autorisation d'établir dans son  
établissement existant antérieurement  
sur l'Anvers 65, à Bruxelles, un atelier  
pour la fabrication en grand du café-limon  
portant un moteur électrique de 3 CV et un brûleur  
chauffé au gaz,

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la  
demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, duquel il résulte que le  
projet de la pétitionnaire a rencontré aucune opposition ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins d  
en date du 14 septembre 1928, favorable à la demande de la firme  
précitée ;

Vu le rapport de M. *de Tint*, inspecteur principal du  
Travail, en date du 15 octobre 1928, n° 241/28  
2485

Vu le rapport de M. *de Tint*, membre de la Députation  
permanente ;

Considérant que, moyennant la stricte observation des conditions imposées, il sera  
obvié d'une manière satisfaisante aux dangers et inconvénients inhérents à ce genre  
d'entreprise ;

Considérant que les droits des tiers sont réservés contre les pertes, dommages ou  
dégâts que l'établissement dont il s'agit pourrait occasionner ;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1923 ;

A Monsieur le Bourgmestre de Bruxelles avec plans

A Monsieur *de Brugker*, Inspecteur général du Travail.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'autorisation demandée par

lui  
leur

est accordée aux conditions suivantes :

1° De se conformer en tous points aux indications des plans ci-annexés;

2° De prendre les mesures voulues pour que les machines, les appareils ou les procédés de travail ne causent du bruit ou des trépidations de nature à incommoder les voisins ou à nuire à la stabilité des constructions. A cet effet, de placer les machines et appareils à une distance suffisante des murs mitoyens ou appartenant aux voisins;

3° De faire usage, au besoin, de matières antiacoustiques ou antivibrantes, contre-murs, tranchées, ou d'exécuter des ouvrages d'isolement ou autres efficaces;

4° De soustraire les ouvriers à l'action des buées, gaz, vapeurs, fumées ou poussières nuisibles; d'installer, au besoin, des hottes avec cheminées d'évacuation, des aspirateurs ou ventilateurs mécaniques, le tout disposé de façon à ne pas incommoder les voisins;

5° De mettre à la disposition des ouvriers un lavoir-vestiaire bien aménagé;

6° De tenir en état de propreté l'outillage et les locaux;

7° D'enlever quotidiennement les déchets, résidus, détrit, balayures, etc., pouvant constituer une cause de nuisance;

8° De prendre les meilleures précautions contre l'incendie: adopter pour le chauffage et l'éclairage les systèmes présentant toutes les garanties;

9. Et donner à la cheminée une hauteur suffisante pour ne pas incommoder les voisins par la fumée et de prendre, si besoin, les mesures pour empêcher l'échappement des flammes, particules, suie ou poussière.

10. D'installer l'appareil de torréfaction chauffé par brûleur à gaz dans un local sous le sol et les parois seront à l'abri du feu. L'établissement à une distance suffisante et de telle façon qu'il ne puisse chauffer aucun des objets appartenant aux voisins. Au besoin de construire un contre-mur.

On a qui concerne le moteur électrique etc 3 L.P.

11. De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 10 février 1927 relatives aux installations électriques à basse tension.

12. De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 28 février 1919, réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, ainsi qu'aux dispositions des arrêtés royaux des 30 mars 1905 et 20 mars 1926, prescrivant les mesures à observer en vue de protéger la santé et la sécurité des ouvriers;

13. De prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'établissement ne devienne une cause de danger, d'inconfort ou d'insalubrité, non seulement pour les ouvriers qui y seront employés, mais aussi pour toutes autres personnes;

~~D'avoir terminé les travaux d'établissement et mis l'établissement en activité dans le délai d \_\_\_\_\_ mois, à partir de la date de la présente autorisation;~~

14. De rester responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que cet établissement pourrait occasionner;

15. De ne pas se prévaloir de la présente ordonnance pour fabriquer d'autres produits, exécuter d'autres travaux que ceux explicitement autorisés;

16. De conserver toujours en bon état et de manière à pouvoir remplir leur destination tous les appareils et toutes les dépendances de l'établissement;

#### ARTICLE 2.

Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté royal du 15 mai 1923, l'établissement peut être mis en exploitation sans qu'il soit dressé procès-verbal constatant que l'installation satisfait entièrement aux conditions du présent arrêté et aux prescriptions réglementaires générales.

#### ARTICLE 3.

La présente autorisation est accordée pour un terme expirant en même temps que celui fixé par l'arrêté de la députation permanente, en date du *16 décembre 1925*, n° *3250 10084/2068*.

#### ARTICLE 3.

La présente autorisation est accordée pour \_\_\_\_\_ ans, à partir de la date de l'affichage prescrit par l'article 15 de l'arrêté royal du 15 mai 1923. Elle sera renouvelée, s'il y a lieu, à l'expiration de ce terme.

#### ARTICLE 4.

Le concessionnaire sera tenu de se conformer à toutes les mesures de précaution et dispositions que l'administration jugerait utile de prescrire par la suite.

#### ARTICLE 5.

*Je* laisser \_\_\_\_\_ visiter en tout temps \_\_\_\_\_ établissement par les membres ou par les agents de l'administration communale de *Brussels* et par tout délégué de l'administration provinciale ou de l'autorité supérieure.

#### ARTICLE 6.

Toute contravention à la présente ordonnance sera poursuivie conformément aux lois et à l'arrêté royal du 15 mai 1923.

#### ARTICLE 7.

La présente autorisation pourra être retirée, si l'impétrant ne se conforme pas aux conditions qui précèdent ou s'il refuse de se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront être imposées si l'expérience en démontre la nécessité.

#### ARTICLE 8.

Une permission nouvelle sera nécessaire : 1° si l'établissement n'a pas été mis en activité dans le délai fixé par le § \_\_\_\_\_ de l'article 1° ci-dessus; 2° si l'établissement a chômé pendant deux années consécutives; 3° s'il a été détruit ou momentanément mis hors d'usage par un accident quelconque résultant de l'exploitation.

ARTICLE 9.

Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. le Bourgmestre de *Bruxelles*, lequel est chargé de la notifier, in extenso, à *la* permissionnaire, et de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Un avis faisant connaître la décision ci-dessus et la date à laquelle elle est intervenue, sera affiché, pendant dix jours, à la maison communale et au siège de l'établissement.

*3 plans à signer*  
Bruxelles, le *31 octobre* 1928.

*Richard*  
Présents : MM. ~~E. Beco~~, président; ~~Richard~~, ~~Raeymaeckers~~, Gheude, Renard, Defrenne et Tielemans, membres; ~~Heyvaert~~, greffier provincial.

*By Edmond Beco*  
Par ordonnance  
du Greffier provincial,  
(S.) HEYVAERT.

Le Président,  
(S.) E. BECO.

*Richard*  
Pour expédition conforme  
Le Greffier provincial

*Richard*

MINISTÈRE  
DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET  
DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Inspection du Travail

et des

Etablissements dangereux,

insalubres ou incommodes.

INSTRUCTION  
D'UNE



demande en autorisation d'établissement classé \*

RAPPORT du 15 Octobre 1928, N° 241/05, faisant  
suite à la dépêche de M. le Gouverneur du Brabant  
du 22 Septembre 1928 N° 118882/70618

Imp. J. De Clercq, Jette. — 2024

Nature de l'établissement en  
projet.

Atelier de fabrication de café installé dans un  
établissement de 1<sup>re</sup> classe dûment autorisé

Rubriques applicables de la no-  
menclature des établissements  
dangereux, insalubres ou incom-  
modes

Electrique. Moteur d'une puissance effective  
de 1 à 8 kW.  
Café (boisson en grande)

Commune où l'établissement  
serait situé.

Bruxelles

Adresse.

Boulevard Anspach 65

Nom, prénoms et adresse de  
l'auteur de la demande.

S<sup>r</sup> A<sup>me</sup> des Grands Magasins de la Barre  
Boulevard Anspach 65 - Bruxelles

Résumé indiquant l'objet de  
l'exploitation, les appareils et pro-  
cédés à mettre en œuvre, les quan-  
tités approximatives à fabriquer et  
à emmagasiner.

Objet.

Installation dans un établissement de 1<sup>re</sup> classe  
dûment autorisé d'un atelier pour la fabrication  
du café (50 kg par semaine) comportant  
un moteur électrique de 3 HP et un fourneau  
chauffé au gaz.



Indication des précautions qui, d'après le dossier et les renseignements complémentaires pris par l'inspecteur, seraient appliquées dans l'intérêt du voisinage et du personnel.

Résultats de l'enquête de commodo et incommodo

*Aucune opposition*

Avis des services publics chargés de l'administration d'une voie de communication, d'un cours d'eau ou d'un établissement quelconque, situés dans le rayon de l'enquête.

Avis du Collège échevinal.

Favorable

Discussion des résultats de l'enquête de commodo et incommodo.

Y a-t-il lieu d'accueillir la demande, ou de refuser l'autorisation.

Accueillir

Pour quels motifs ?

Dans le cas où il y a lieu d'accueillir la demande, énumérer à la page suivante les conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement, indépendamment de celles qui sont prescrites par des règlements généraux.

Pourvu qu'il n'y a pas d'opposition et pourvu que moyennant la stricte observation des conditions proposées il sera obvié convenablement aux charges et inconvénients inhérents à l'exploitation.

Durée à laquelle il conviendrait de limiter l'autorisation.

Jusqu'à expiration du terme stipulé dans l'Arrêté de l'autorisation principale de l'établissement

Délai dans lequel l'établissement devrait être mis en exploitation.

Est en exploitation

Y a-t-il lieu de subordonner la mise en exploitation à la constatation par l'Inspection du Travail que les conditions prescrites sont observées ? (Art. 12 de l'arrêté royal du 15 mai 1923).

Non

Enumération des conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement, indépendamment de celles qui sont réglementairement prescrites ?

*Conditions générales ordinaires en ce qui concerne l'installation  
électrique et les ateliers pour la fonction du café*

L'ingénieur Inspecteur du Travail

Vu et approuvé,  
L'INSPECTEUR PRINCIPAL du TRAVAIL

*de J. J. J.*

*[Signature]*

du  
**BRABANT**N° 190163 - 3<sup>e</sup> Div. 70618

USINES ET FABRIQUES

*Bruxelles*

Annexes :

Plans

**La Députation Permanente  
du Conseil Provincial**

*La lettre en date du 25 mars 1939, par laquelle  
Vu, avec les plans y annexés, la requête par laquelle M.  
la S<sup>r</sup> A. M. Grando Majorsins de la Bourse, soumet  
au visa de la S. P. les plans relatifs à  
demande l'autorisation  
l'exploitation, B<sup>t</sup> Auspach, n° 65, à Bruxelles,  
et un magasin où sont occupés aux Comptoirs  
et une plus de dix personnes;*

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée  
à la demande :

Vu le procès verbal de l'enquête de commodo et incommodo, duquel il résulte  
que le projet du pétitionnaire n'a rencontré aucune opposition :

Vu l'avis favorable du Collège des Bourgmestre et Echevins :

Vu le rapport de M. l'Inspecteur en chef directeur du travail, en date du  
11 mai 1939. n° 150 SW.

Vu le rapport de M. ————, membre de la Députation  
permanente ————

Considérant que la stricte observation des conditions imposées est de nature à  
obvier dans une mesure convenable aux dangers et inconvénients inhérents à ce genre  
d'entreprise :

Considérant que les droits des tiers sont réservés contre les pertes, dommages ou  
dégâts que l'établissement dont il s'agit pourrait occasionner :

Vu l'arrêté royal du 10 août 1933 notamment l'article 18.  
Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1933.

ARRETE :

## ARTICLE PREMIER.

L'autorisation sollicitée est accordée aux conditions suivantes.

*Sont visés plans, exploitation, et exploitation de  
magasin du B<sup>t</sup> Auspach, n° 65, à Bruxelles.*

A Monsieur le Bourgmestre de *Bruxelles* (avec plan ).  
A Monsieur Van Droogenbroeck, Inspecteur en chef, Directeur du Travail. avec plan ).

*Ministres*  
8-5-39  
C. Dupré

~~1° De se conformer en tous points aux indications du plan ci-annexé ?~~

les plans fournis pour les 1. et 2. Grands  
magasins de la Bourse.

Ensuite, l'exploitant de cet établissement  
~~projeté en continuation de l'observation~~  
~~de confirmation aux~~  
des conditions suivantes :

Copier le rapport de M. Demare de A à B, n° 1 à 5

## EN CE QUI CONCERNE LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES :

De se conformer aux prescriptions de l'Arrêté royal du 28 décembre 1931 relatives aux installations électriques à haute et basse tension.

6 De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 28 février 1919 réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, ainsi qu'aux dispositions et arrêtés royaux des 30 mars 1905, 20 mars 1926 et 28 juin 1929, prescrivant les mesures de propreté à observer en vue de protéger la santé et la sécurité des ouvriers ;

7. De prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'établissement ne devienne une cause de danger, d'inconfort ou d'insalubrité, non seulement pour les ouvriers qui y sont employés, mais aussi pour toutes autres personnes ;

~~D'avoir terminé les travaux d'établissement et mis cet établissement en activité, dans le délai de six mois, à partir de la date de la présente autorisation.~~

8 De rester responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que cet établissement pourrait occasionner ;

~~De ne pas se prévaloir de la présente ordonnance pour fabriquer d'autres produits, exécuter d'autres travaux que ceux explicitement autorisés ;~~

9. De conserver toujours en bon état, et de manière à pouvoir remplir leur destination, tous les appareils et toutes les dépendances de l'établissement.

## ARTICLE 2

L'établissement ne pourra être mis en exploitation qu'après qu'il aura été constaté, par procès-verbal dressé par le fonctionnaire chargé de la surveillance, que l'installation satisfait entièrement aux conditions du présent arrêté et aux prescriptions réglementaires générales.

## ARTICLE 2

Par dérogation à l'article 13 de l'Arrêté royal du 10 août 1933, l'établissement peut être mis en exploitation sans qu'il soit dressé procès-verbal constatant que l'installation satisfait entièrement aux conditions du présent arrêté et aux prescriptions réglementaires générales.

### ARTICLE 3.

La date de la mise en exploitation de l'établissement sera portée immédiatement, par lettre recommandée à la poste, à la connaissance du fonctionnaire chargé de la surveillance, en vue de l'application des prescriptions de l'article 13 alinéa 3 de l'Arrêté royal du 10 août 1933.

### ARTICLE 4.

La présente autorisation est accordée pour un terme expirant en même temps que celui fixé par l'arrêté de la Députation permanente en date du *16 décembre 1925*, n° *100 811 - 70 618*.

### ARTICLE 5.

La présente autorisation est accordée pour \_\_\_\_\_ ans, à partir de la date du présent arrêté. Elle sera renouvelée, s'il y a lieu, à l'expiration de ce terme.

### ARTICLE 6.

La présente autorisation est accordée à condition aussi de se conformer à toutes les mesures et dispositions que l'administration jugerait utile de prescrire par la suite.

### ARTICLE 7.

L'établissement sera ouvert en tous temps aux membres ou aux agents de l'administration communale ainsi qu'à tout délégué de l'administration provinciale ou de l'autorité supérieure et il sera tenu à leur disposition :

- 1) Un registre destiné à recevoir leurs observations ;
- 2) Les plans officiels de l'établissement ;
- 3) Les divers arrêtés réglementant l'exploitation.

### ARTICLE 8.

Toute contravention à la présente ordonnance sera poursuivie conformément aux lois et à l'Arrêté royal du 10 août 1933.

### ARTICLE 9.

La présente autorisation pourra être retirée ou suspendue si les conditions qui précèdent ou les obligations nouvelles, qui pourront être imposées si l'expérience en démontre la nécessité, ne sont pas observées.

### ARTICLE 10.

Une permission nouvelle sera nécessaire : 1° si l'établissement n'a pas été mis en activité dans un délai fixé à l'article premier ci-dessus ; 2° si l'établissement a chômé pendant deux années consécutives ; 3° s'il a été détruit ou momentanément mis hors d'usage par une cause quelconque résultant de l'exploitation.

### ARTICLE 11.

Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. le Bourgmestre de la commune siège de l'établissement, lequel est chargé de la notifier, *in extenso*, à l'impétrant et de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Un avis faisant connaître la décision ci-dessus et la date à laquelle elle est intervenue sera affiché, dans les cinq jours de la réception du présent arrêté et ce pendant quinze jours, à la maison communale et au siège de l'établissement, et adressé aux administrations publiques que la décision peut intéresser, conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'Arrêté royal du 10 août 1933.

Bruxelles, le *10 mai 1939*.

PRESENTS : MM. le Baron Albert HOUTART, président ; GHEUDE, HANSEZ, GRYSON, VANDEVELDE, HAUWAERT et RUTTEAU, membres ; GYBELS, Greffier provincial.

Par ordonnance :  
Le Greffier provincial,  
(s) GYBELS.

Le Président,  
(s) Baron Albert HOUTART.

Pour expédition conforme :  
Le Greffier provincial.

✓ 190.162 / 20618  
1 MAI 1939

INSTRUCTION

d'une demande en autorisation d'établissement classé

RAPPORT du 29. 4. 39 N° 750-24 faisant

suite à la dépêche de M. le Gouverneur du Brabant

du 21. 4. 39 N° 189948-70618

Tychon Eterb. bon 8A. Lot 1, 10000 ex.

Nature de l'établissement en  
projet.

Grand Magasin.

Rubriques applicables de la  
nomenclature des établissements  
dangereux, insalubres ou incom-  
modes.

Magasin pour la vente au détail, et  
au dixième personne, au sein, sont  
occupées avec comptoirs de vente (A.R. 27.12.38)

L'établissement dont il s'agit a fait  
l'objet d'une autorisation de la D.P. en date du  
21. 10. 1918, n° 114 418/70.618.

Commune où l'établissement  
serait situé.

Muselle

Adresse :

N° 100/100 65

Nom, prénoms et adresse de  
l'auteur de la demande.

S.D. "Grand Magasin de la Source."  
N° 100/100 65  
Muselle

Résumé indiquant l'objet de  
l'exploitation, les appareils et  
procédés à mettre en œuvre, les  
quantités approximatives à fabri-  
quer et à emmagasiner.

Le S.D. "Grand Magasin de la Source."  
signale l'existence de ses installations  
(Art. 18. A.R. du 10.8.33)

Nombre de personnes occupées avec comptoirs  
de vente : plusieurs personnes.

Cette peut être donnée de cette déclaration  
il y auroit lieu de subordonner l'autori-  
sation aux conditions suivantes :

A 1)

"Les locaux de chauffage, de réception, d'ex-  
position et de réserve, sont réparés et  
autres locaux en sous-sol par des murs en  
maçonnerie d'une épaisseur minimum  
de 18 cm. et des portes métalliques. Dans ces  
locaux, les escaliers et les cages d'ascenseurs sont



isoli par des murs en maçonnerie et des portes métalliques.

2°) Les boîtes, récipients, etc., seront construits, disposés <sup>pendant</sup> au moyen de manières à diminuer, autant que possible, leur combustibilité. À cet effet, le meilleur procédé connu.

3°) Toutes les portes devront s'ouvrir vers l'extérieur ou vers les deux sens. Les portes extérieures donnant sur la voie publique pourront seule s'ouvrir vers l'intérieur à condition de se rebattre entièrement contre une partie fixe du bâtiment et d'y être solidement fixées pendant toute la durée d'ouverture de l'ouvrage. L'usage de tambours est interdit.

Les escaliers seront munis de chaque côté de fortes mains-courantes. Si leur largeur dépasse 1,80 m, une main-courante les divisera, en outre, en deux parties. Si leur largeur dépasse 3 m, la division sera faite par deux mains-courantes.

4°) L'éclairage des locaux à l'électricité. L'effluet deux sources entièrement distinctes de lumière. De sorte qu'en aucun cas la suppression complète de l'une des deux sources ne puisse provoquer dans l'établissement une obscurité telle que la sortie rapide du

Résultats de l'enquête de commodo et incommodo.

publie ou du personnel soit enlevé.  
5°) Défense de fumer dans les magazines et dépendances et afficher cette défense en lettres très apparentes. B

Services consultés.  
(Art. 8 et 9 de l'arrêté royal du 10 août 1933.)  
Avis des fonctionnaires techniques et date de ces avis.

Chrisconfane  
L'Ing<sup>r</sup> en chef Directeur  
pour la Protection du Travail

L. hy. W.  
J. De Waal

Avis des services publics chargés de l'administration d'une voie de communication, d'un cours d'eau ou d'un établissement quelconque, situés dans le rayon de l'enquête.

Avis du Collège échevinal.

Discussion des résultats de l'enquête de commodo et incommodo.

Y a-t-il lieu d'accueillir la demande ou de refuser l'autorisation ?

Pour quels motifs ?

Durée à laquelle il conviendrait de limiter l'autorisation.

Délai dans lequel l'établissement devrait être mis en exploitation.

Y a-t-il lieu de subordonner la mise en exploitation à la constatation par le Service Technique pour la Protection du Travail que les conditions prescrites sont observées ? (Art. 13 de l'arrêté royal du 10 août 1933.)

---

Enumération des conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement indépendamment de celles qui sont réglementairement prescrites.

N° 171 812 - 3<sup>e</sup> Div. 9591

USINES ET FABRIQUES

ANNEXES :  
1 plan

LA DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL,

*Bruxelles*  
Vu, avec les plans y annexés, la requête par laquelle *M. le Sté A. -*  
*Grands Magasins de la Bourse*  
demande l'autorisation d'établir *un St. Marché*  
*aux Polets, 7, à Bruxelles, dans un établissement*  
*surtout, un garage pour automobiles.*

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, duquel il résulte que le projet du <sup>pro</sup> pétitionnaire n'a rencontré aucune opposition ;

Vu l'avis favorable du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en chef directeur pour la Protection du Travail, en date du *8 août 1939*, n° *228 su.*

Vu le rapport de M. *membre de la Députation*  
*permanente* ;

Considérant que la stricte observation des conditions imposées est de nature à obvier dans une mesure convenable aux dangers et inconvénients inhérents à ce genre d'entreprise ;

Considérant que les droits des tiers sont réservés contre les pertes, dommages ou dégâts que l'établissement dont il s'agit pourrait occasionner ;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1933 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

L'autorisation sollicitée est accordée aux conditions suivantes.

A Monsieur le Bourgmestre de *Bruxelles* ( avec 1 plan ).  
A Monsieur l'Ingénieur en chef, Directeur pour la Protection du Travail, ( avec 1 plan ).

*Minute*  
*25-8-39*  
*c. Dupuis*

1° De se conformer en tous points aux indications du plan ci-annexé :

2° En ce qui concerne le garage pour automobiles.

a/ De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 22 juillet 1925 prescrivant les mesures propres à assurer la sécurité du voisinage, ainsi que la santé et la sécurité des ouvriers occupés dans les garages d'automobiles.

b) Blier des le plafond du garage et plaques en matériaux résistant au feu (plaques de ciment etc...)

c) Blier des et munir d'une fermeture automatique des portes intérieures du garage.

## EN CE QUI CONCERNE LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES :

De se conformer aux prescriptions de l'Arrêté royal du 28 décembre 1931 relatives aux installations électriques à haute et basse tension.

3° De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 28 février 1919 réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, ainsi qu'aux dispositions et arrêtés royaux des 30 mars 1905, 20 mars 1926 et 28 juin 1929, prescrivant les mesures de propreté à observer en vue de protéger la santé et la sécurité des ouvriers ;

4° De prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'établissement ne devienne une cause de danger, d'incommodité ou d'insalubrité, non seulement pour les ouvriers qui y sont employés, mais aussi pour toutes autres personnes ;

5° D'avoir terminé les travaux d'établissement et mis cet établissement en activité, dans le délai de six mois, à partir de la date de la présente autorisation.

6° De rester responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que cet établissement pourrait occasionner ;

7° De ne pas se prévaloir de la présente ordonnance pour fabriquer d'autres produits, exécuter d'autres travaux que ceux explicitement autorisés ;

8° De conserver toujours en bon état, et de manière à pouvoir remplir leur destination, tous les appareils et toutes les dépendances de l'établissement.

### ARTICLE 2.

L'établissement ne pourra être mis en exploitation qu'après qu'il aura été constaté, par procès-verbal dressé par le fonctionnaire chargé de la surveillance, que l'installation satisfait entièrement aux conditions du présent arrêté et aux prescriptions réglementaires générales.

### ARTICLE 2.

Par dérogation à l'article 13 de l'Arrêté royal du 10 août 1933, l'établissement peut être mis en exploitation sans qu'il soit dressé procès-verbal constatant que l'installation satisfait entièrement aux conditions du présent arrêté et aux prescriptions réglementaires générales.

### ARTICLE 3.

La date de la mise en exploitation de l'établissement sera portée immédiatement, par lettre recommandée à la poste, à la connaissance du fonctionnaire chargé de la surveillance, en vue de l'application des prescriptions de l'article 13 alinéa 3 de l'Arrêté royal du 10 août 1933.

### ARTICLE 4.

La présente autorisation est accordée pour un terme expirant en même temps que celui fixé par l'arrêté de la Députation permanente en date du 16 ~~decembre 1925, n° 108811-70618.~~

### ARTICLE 4.

La présente autorisation est accordée pour \_\_\_\_\_ ans, à partir de la date du présent arrêté. Elle sera renouvelée, s'il y a lieu, à l'expiration de ce terme.

### ARTICLE 5.

La présente autorisation est accordée à condition aussi de se conformer à toutes les mesures et dispositions que l'administration jugerait utile de prescrire par la suite.

### ARTICLE 6.

L'établissement sera ouvert en tous temps aux membres ou aux agents de l'administration communale ainsi qu'à tout délégué de l'administration provinciale ou de l'autorité supérieure et il sera tenu à leur disposition :

- 1) Un registre destiné à recevoir leurs observations ;
- 2) Les plans officiels de l'établissement ;
- 3) Les divers arrêtés réglementant l'exploitation.

### ARTICLE 7.

Toute contravention à la présente ordonnance sera poursuivie conformément aux lois et à l'Arrêté royal du 10 août 1933.

### ARTICLE 8.

La présente autorisation pourra être retirée ou suspendue si les conditions qui précèdent ou les dispositions nouvelles, qui pourront être imposées si l'expérience en démontre la nécessité, ne sont pas observées.

### ARTICLE 9.

Une permission nouvelle sera nécessaire 1° si l'établissement n'a pas été mis en activité dans le délai fixé à l'article premier ci-dessus ; 2° si l'établissement a chômé pendant deux années consécutives ; 3° s'il a été détruit ou momentanément mis hors d'usage par une cause quelconque résultant de l'exploitation.

### ARTICLE 10.

Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. le Bourgmestre de la commune siège de l'établissement, lequel est chargé de la notifier, in **extenso**, à l'impétrant, et de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Un avis faisant connaître la décision ci-dessus et la date à laquelle elle est intervenue, sera affiché, dans les cinq jours de la réception du présent arrêté et ce pendant 10 jours, à la maison communale et au siège de l'établissement, et adressé aux administrations publiques que la décision peut intéresser, conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'Arrêté royal du 10 août 1933.

Bruxelles, le 30 août 1939.

PRESENTS : MM. le Baron Albert HOUTART, président ; GHEUDE, HANSEZ, GRYSON, VANDEVELDE, HAUWAERT et RUTTEAU, membres ; GYBELS, Greffier provincial.

Par ordonnance :

Le Greffier provincial,

(s) GYBELS

Le Président,

(s) Baron Albert HOUTART.

Pour expédition conforme :

Le Greffier provincial,

EXPÉDITION

Entrée le 2 SEP 1939

6-9-39

MINISTÈRE DU TRAVAIL  
et de la  
PRÉVOYANCE SOCIALE

Direction Générale pour la  
protection du travail

SERVICE TECHNIQUE

INSTRUCTION

d'une demande en autorisation d'établissement classé

RAPPORT du 4. 8. 39, N° 278, faisant

suite à la dépêche de M. le Gouverneur du Jura

du 28. 7. 39 N° 191598-95-91.

Tychon, Etterb. bon. 17A lot 1, 1937, 5000 ex.

Nature de l'établissement en projet.	Garage d'automobiles
Rubriques applicables de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.	Automobiles (garage 2°) en la quantité de 25 et de 50 vol.
Commune où l'établissement serait situé.  Adresse :	Murillo rue du Marché aux Fruits 4
Nom, prénoms et adresse de l'auteur de la demande.	S. A. Grand Magasin de la Peau. R. Ampach 65 Murillo
Résumé indiquant l'objet de l'exploitation, les appareils et procédés à mettre en œuvre, les quantités approximatives à fabriquer et à emmagasiner.	Demande tendant à faire adjoindre un garage pour une automobile (capacité de recevoir 60 vol.) à un établ. autorisé.



Résultats de l'enquête de com-  
modo et incommodo.

*Aucune opposition*

Services consultés.  
(Art. 8 et 9 de l'arrêté royal  
du 10 août 1933.)

Avis des fonctionnaires techni-  
ques et date de ces avis.

Avis des services publics char-  
gés de l'administration d'une  
voie de communication, d'un  
cours d'eau ou d'un établis-  
sement quelconque, situés dans le  
rayon de l'enquête.

Avis du Collège échevinal.	Favorable
Discussion des résultats de l'enquête de commodo et incommodo.	
Y a-t-il lieu d'accueillir la demande ou de refuser l'autorisation ?	Accueilli
Pour quels motifs ?	Parce que...
Durée à laquelle il conviendrait de limiter l'autorisation.	Faire un terme expirant au même temps que celui fixé par l'arrêté du D. P. en date du 31.10.1928.
Délai dans lequel l'établissement devrait être mis en exploitation.	Trois mois
Y a-t-il lieu de subordonner la mise en exploitation à la constatation par le service Technique pour la Protection du Travail que les conditions prescrites sont observées ? (Art. 13 de l'arrêté royal du 10 août 1933.)	Non, uniquement le p. v. prévu au § 3, art. 13 de l'arrêté précité

Enumération des conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement indépendamment de celles qui sont réglementairement prescrites.

Cond. spé. pour le garage d'automobiles (A. R. 22.7.25)

Blindage le plus profond du garage et plaque en matériaux  
résistant au feu (plaque en ciment, etc.)

Blindage et muni d'une fermeture automatique de  
porte intérieure du garage.

L. Hyg. : M.  
A. D. Wael

Ours soufoune

L'Ing<sup>r</sup> en chef Directeur  
pour la Protection du Travail

J. H. H. H. H.

Obusiers & Talipus Remise en arreté du 10 mai 1939,  
n° 170.163-70.618 relatif à l'habillage des 2<sup>es</sup> Grands  
Magasins de la Bourse, B<sup>te</sup> d'impact n° 65, à Bruxelles.  
Vu la lettre en date du 15 juillet 1939.

proposant la soumission préalable d'une désignation  
avec prescriptions de l'article I, paragraphe  
A. 1<sup>er</sup> de l'arrêté susvisé.

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en chef,  
Directeur du Travail, en date du 30 août 1939, n° 26834.

Vu l'arrêté royal du 10 août 1933,

arrête :

Article I. - La désignation sollicitée par la 2<sup>e</sup> Grands  
Magasins de la Bourse, lui est accordée.

Le paragraphe A. 1<sup>er</sup> de l'article I de l'arrêté de la 2<sup>e</sup>  
du 10 mai 1939 est modifié comme suit : "Les locaux  
de chauffage, de réception, d'exposition et de réserves  
seront séparés des autres locaux en tous sens par des  
murs en maçonnerie d'une épaisseur minimum  
de 18 cm. ou en béton armé d'une épaisseur  
minimum de 9 cm. <sup>et des portes métalliques</sup> dans les locaux les escaliers  
et les cages d'ascenseurs seront isolés par des murs  
en maçonnerie et des portes métalliques."

Article II. -

Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. le Bourgmestre  
de la commune siège de l'établissement, lequel est chargé de la notifier, in  
extenso, à l'impétrant et de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Un avis faisant connaître la décision ci-dessus et la date à laquelle elle  
est intervenue, sera affiché, dans les cinq jours de la réception du présent  
arrêté et ce pendant 10 jours, à la maison communale et au siège de l'établis-  
sement, et adressé aux administrations publiques que la décision peut intéres-  
ser, conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'Arrêté royal du 10  
août 1933.

Bruxelles, le 15 septembre 1939.

PRESENTS : MM. le Baron Albert HOUTART, président ; GHEUDE,  
HANSEZ, GRYSON, VANDEVELDE, HAUWAERT et RUTTEAU,  
membres ; GYBELS, Greffier provincial.

Par ordonnance :  
Le Greffier provincial,

Le Président,

1. à M. le Bourgmestre de Bruxelles.

2. à M. l'Ingénieur en chef, Directeur du Travail.

EXPÉDITION

Entrée le 16 SEP 1939

17.9.39

ETABLISSEMENTS CLASSES  
COMME DANGEREUX  
INSALUBRES OU INCOMMUNES

ANNEXE

1 plan  
Bruxelles

Vu, avec les plans y annexés, la requête par laquelle M. la S.A.  
des Grands Magasins de la Bourse

demande l'autorisation d'adjoindre à un établissement  
autorisé situé rue Paul Devaux, rue du Marché-aux-Polets,  
et 65, boulevard Anspach, à Bruxelles, 2 transformateurs  
statiques de 100 kva; 73 moteurs électriques de moins 1 à  
27 HP actionnant des ascenseurs, ventilateurs, compresseurs  
pour installation de réfrigération, batteuses, machines à  
couper... scies à bois, raboteuse...; un atelier de pâtis-  
serie avec fours électriques et un atelier de menuiserie  
mécanique;

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée  
à la demande;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, duquel il  
résulte que le projet de la pétitionnaire n'a rencontré aucune  
opposition;

Vu l'avis favorable du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en chef, Directeur du Service technique  
pour la Protection du Travail, en date du 15.9.48, n<sup>o</sup> 614/M;  
8361

Vu le rapport de M. membre de la Députation  
permanente; x

Considérant que la stricte observation des conditions imposées est de  
nature à obvier dans une mesure convenable aux dangers et inconvénients  
inhérents à ce genre d'entreprises;

Considérant que les droits des tiers sont réservés contre les pertes, dom-  
mages ou dégâts que l'établissement dont il s'agit pourrait occasionner.

Vu la loi du 5 mai 1888;

Vu le Titre I du Règlement Général pour la Protection du Travail  
approuvé par l'arrêté du Régent en date du 11 février 1946;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER

L'autorisation sollicitée est accordée aux conditions suivantes:

Au Collège des Bourgmestre et Echevins de Bruxelles (avec 1 plan)  
A Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur du service technique pour la (avec 1 plan)  
Protection du Travail  
A la Direction Provinciale de l'Administration de l'Urbanisme

1° De se conformer en tous points aux indications du plan ci-annexé :

2° De se conformer aux prescriptions des titres III, IV et V du règlement général pour la protection du travail approuvés par Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, modifié par arrêté du Régent du 17.8.48 (moniteur du 25.8.48)

3° De se conformer en outre aux conditions spéciales ci-après :

Copier le formulaire ci-joint de a) à f)

g. En ce qui concerne les appareils de réfrigération :

1) On prendra les mesures voulues pour que les machines, les appareils ou les procédés de travail ne causent ni bruit ni trépidations de nature à incommoder les voisins ou à nuire à la stabilité des constructions. A cet effet, on placera les machines et les appareils à une distance suffisante des murs mitoyens ou des habitations voisines. On fera usage, au besoin, de matières antiacoustiques ou antivibrantes, de contremurs ou de tranchées, ou bien on exécutera des ouvrages d'isolement efficaces.

2) On fera subir aux appareils de fabrication dans lesquels les gaz ou les vapeurs peuvent atteindre une pression supérieure à la pression atmosphérique une épreuve d'étanchéité et de résistance à une pression égale à 1 1/2 fois celle de marche normale.

3) On mettra à la disposition des ouvriers un appareil respiratoire en parfait état.

4) On établira sur les appareils et les canalisations contenant de l'ammoniaque, des valves et des robinets de sûreté en nombre suffisant pour permettre une intervention efficace en cas de fuite.

5) On assurera l'étanchéité absolue de l'ensemble de l'installation.

6) Les ateliers seront ventilés d'une manière active et permanente, au besoin à l'aide de cheminées d'appel ou de ventilateurs mécaniques.

7) Les portes s'ouvriront vers l'extérieur.

2. — Les copeaux et les sciures devront être régulièrement enlevés, les ateliers seront balayés et nettoyés à fond au moins une fois par semaine.

3. — Le chauffage des locaux sera assuré par des appareils présentant toutes garanties contre le danger d'incendie. S'il est fait usage de poêles, ceux-ci seront installés sur une aire en matériaux incombustibles, pourvue de rebords d'une hauteur convenable pour retenir les cendres et les charbons incandescents.

4. — L'éclairage artificiel des locaux sera assuré exclusivement au moyen de l'électricité.

5. — S'il n'existe pas de réseau d'électricité, l'éclairage pourra être assuré au moyen de lampes de sûreté.

6. — Les machines, transmissions, moteurs, etc., devront être établis de manière à fonctionner sans bruit et sans provoquer de trépidations de nature à incommoder le voisinage ou à nuire à la stabilité des constructions. S'il y a lieu, il sera fait usage de matières antiacoustiques et antivibrantes, de doubles parois, contremurs, tranchées, etc.

7. — Pendant le fonctionnement des machines, les portes et fenêtres des ateliers seront tenues fermées; néanmoins, la ventilation des locaux devra être efficace. Au besoin, il sera fait usage, soit de cheminée d'appel, soit de ventilateurs mécaniques, soit de tout autre dispositif n'incommodant pas les voisins.

8. — Dans les ateliers où l'on travaille le bois, il est interdit :

a) de fumer;

b) d'introduire des matières facilement inflammables;

c) d'emmagasiner une quantité de bois supérieure à ..... 5 ..... m3.

2. De tenir fermées les portes et fenêtres des ateliers pendant les heures de travail et d'assurer, néanmoins, une ventilation efficace soit à l'aide de cheminées d'appel ou de ventilateurs mécaniques, soit par tout autre système n'incommodant pas les voisins ni les ouvriers;

3. De ne pas effectuer avant 6 heures du matin ou après 8 heures du soir un travail de nature à troubler le repos des voisins;

a) 4. De prendre les mesures voulues pour que les machines, transmissions, moteurs ou procédés de travail ne causent du bruit ou des vibrations de nature à incommoder le voisinage ou à nuire à la stabilité des constructions. De faire usage au besoin de matières antiacoustiques ou antivibratoires, contremurs ou tranchées;

5. De soustraire les ouvriers à l'action des buées, gaz, vapeurs, fumées ou poussières nuisibles; d'installer, au besoin, des hottes avec cheminées d'évacuation, des aspirateurs mécaniques, le tout disposé, de façon à ne pas incommoder les voisins;

6. De rendre le sol imperméable partout où il est en contact avec des liquides et de le disposer de manière à éviter toute stagnation d'eaux;

7. D'empêcher toute infiltration vers le sous-sol;

8. D'appliquer aux murs un revêtement imperméable sur une hauteur de 1 m. 50 dans les locaux où des liquides sont répandus, dans les locaux de travail ou dans le dépôt;

9. De ne pas écouler les eaux résiduaires ou de lavage à ciel ouvert, mais de les évacuer souterrainement à l'égout public; en cas d'évacuation à l'égout, de construire un embranchement muni d'un coupe-air à immersion permanente de 6 centimètres au minimum;

10. De ne jeter ou de laisser écouler dans les cours d'eau publics aucune matière pouvant corrompre les eaux;

11. De rendre les eaux résiduaires claires et inoffensives avant leur sortie de l'établissement; elles présenteront une réaction neutre ou légèrement alcaline;

12. De rendre étanches les conduites, puits, bassins ou réservoirs souterrains;

13. De tenir en état de propreté l'outillage et les locaux;

14. D'enlever quotidiennement les déchets, résidus, détritus, balayures, etc., pouvant constituer une cause de nuisance;

15. De faire usage de désinfectants efficaces et d'en avoir toujours en réserve;

16. De condenser, absorber ou détruire les gaz et, en général, toutes les substances volatiles pouvant incommoder les voisins ou nuire à la végétation;

b) 17. De faire subir aux appareils de fabrication dans lesquelles les gaz ou les vapeurs peuvent atteindre une pression supérieure à celle atmosphérique, une pression d'épreuve hydraulique de 1 1/2 celle de marche normale;

18. De ventiler les ateliers d'une manière active et permanente, au besoin à l'aide de cheminées d'appel ou de ventilateurs mécaniques;

19. D'aspirer au moyen de ventilateurs mécaniques toutes les poussières produites dans les locaux de travail; de placer des bouches d'aspiration aussi près des appareils que le permet l'exécution du travail.

20. De recueillir les poussières dans une chambre de dépôt ou tout autre dispositif bien conditionné de façon à ne pas incommoder les voisins ou les ouvriers;

21. De mettre à la disposition des ouvriers un appareil respiratoire en parfait état;

22. De ne pas brûler dans les foyers de l'établissement des balayures d'atelier, résidus de fabrication, déchets de matières, débris de tonneaux ou de caisses d'emballage, ni, en général, aucune substance pouvant occasionner une nuisance pour le voisinage;

23. De donner à la cheminée une hauteur suffisante pour ne pas incommoder les voisins par la fumée. Cette cheminée dépassera de ..... mètres le faite du toit de la plus haute maison située dans un rayon de ..... mètres;

24. De munir la cheminée d'une mitre en treillis à maille serrée ou d'un autre dispositif empêchant l'échappement d'étincelles, de flammèches ou de suie;

25. De faire usage de combustibles ne produisant pas de fumée noire, tels que les houilles maigres, l'anthracite, le coke. L'emploi de charbon gras, d'agglomérés de houille, de briquettes, de déchets de bois est interdit;

26. D'adapter à la cheminée ou sur les carreaux d'évacuation, en un endroit facilement accessible, un dispositif permettant de faire des prises de gaz en vue d'analyse;

c) 27. De prendre les meilleures précautions contre l'incendie;

28. De ne faire aucun dépôt de matières combustibles à proximité de foyers;

29. De construire les séchoirs, fours, étuves en matériaux incombustibles; de les établir à une distance suffisante et de telle façon qu'ils ne puissent chauffer aucun mur mitoyen ou appartenant aux voisins;

30. De défendre de fumer dans l'établissement et d'afficher cette défense à un endroit très apparent;

d) 31. De disposer d'escaliers et d'issues de secours pour le sauvetage des ouvriers en cas d'incendie;

e) 32. D'installer une ou plusieurs bouches d'eau, armées à demeure d'un tuyau à lance, en des endroits bien choisis et toujours accessibles, de façon à pouvoir atteindre par le jet d'eau toutes les parties de l'établissement;

f) 33. De disposer, dans les locaux, soit de plusieurs seaux remplis d'eau, soit d'appareils extincteurs maintenus toujours prêts à fonctionner immédiatement et efficacement;

34. D'éclairer les locaux à l'électricité;

35. De chauffer les locaux à l'eau chaude ou à la vapeur.

4 De se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal du 28 février 1919 réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, ainsi qu'aux dispositions du titre II du Règlement général pour la protection du Travail approuvé par l'arrêté du Prince Régent du 11 février 1946.

5 De prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'établissement (l'extension) ne devienne une cause de danger, d'incommodité ou d'insalubrité, non seulement pour les ouvriers qui y sont employés, mais aussi pour toutes autres personnes;

6 D'avoir terminé les travaux d'établissement et mis cet établissement (l'extension) en activité, dans le délai de 24 mois, à partir de la date de la présente autorisation ;

7 De rester responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que cet établissement pourrait occasionner ;

8 De ne pas se prévaloir de la présente ordonnance pour fabriquer d'autres produits, exécuter d'autres travaux que ceux explicitement autorisés ;

9 De conserver toujours en bon état, et de manière à pouvoir remplir leur destination tous les appareils et toutes les dépendances de l'établissement.

## ARTICLE 2

L'établissement (l'extension) ne pourra être mise en exploitation qu'après qu'il aura été constaté, par procès-verbal dressé par le fonctionnaire chargé de la haute surveillance, que l'installation satisfait entièrement aux prescriptions réglementaires générales et aux conditions spéciales imposées par le présent arrêté.



La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'introduire une demande en autorisation de bâtir auprès de l'Administration communale de la situation de l'établissement et simultanément, lorsque la dite commune est soumise au régime Urbanistique, auprès de la Direction provinciale de l'Urbanisme par l'intermédiaire de l'Administration communale, lorsque des travaux de construction, de reconstruction, de transformation, d'aménagements, etc., sont nécessaires.

### ARTICLE 3.

La présente autorisation est accordée pour un terme expirant en même temps que celui fixé par l'arrêté de la Députation permanente en date du 16.12.1925-

31. 710 n° 100.811 70 6 18

### ARTICLE 3.

La présente autorisation est accordée pour ..... ans, à partir de la date du présent arrêté. Elle sera renouvelée, s'il y a lieu, à l'expiration de ce terme.

### ARTICLE 4.

La présente autorisation est accordée à condition aussi de se conformer à toutes les mesures et dispositions que l'Administration jugerait utile de prescrire par la suite.

### ARTICLE 5.

Toute contravention à la présente ordonnance sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 6.

La présente autorisation pourra être retirée ou suspendue si les prescriptions et conditions qui précèdent ne sont pas observées ou lorsque l'exploitant refuse de se soumettre aux dispositions nouvelles, qui pourront lui être imposées si l'expérience en démontre la nécessité.

### ARTICLE 7.

Une permission nouvelle sera nécessaire : 1° si l'établissement (l'extension) n'a pas été mise en activité dans le délai fixé à l'article premier ci-dessus; 2° si l'établissement a chômé pendant deux années consécutives; 3° s'il a été détruit ou momentanément mis hors d'usage par une cause quelconque résultant de l'exploitation.

### ARTICLE 8.

Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. l'Ingénieur en Chef, Directeur du Service Technique pour la Protection du Travail.

Semblable expédition sera adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune, siège de l'établissement, lequel est chargé de la notifier sans retard « in extenso » à l'impétrant, de l'afficher conformément aux dispositions de l'art. 12, Chapitre I, Titre I du Règlement général pour la Protection du Travail et de porter la décision à la connaissance des administrations publiques intéressées.

Bruxelles, le 28 SEP 1948

Présents : MM. F. DEMETS, Président; GRYSON, VANDEVELDE, HUDSENS, COSSE, CANTILLON et MATTON, membres; G. KESTELIN, Greffier Provincial.

Par ordonnance :  
Le Greffier Provincial,  
(s) KESTELIN.

Le Président,  
(s) DEMETS.

Pour expédition conforme :  
Le Greffier Provincial,

EXPÉDITION

Entré le 30 SEP 1948

Expédié par

Le 30/9/48

28 SEP 1948

Le Chef. Col. lw.

RAPPORT du 13-1-1988, N° 649/M, faisant

suite à la dépêche de M. le Gouverneur d*u* Brabant

du 21 août 1948 N° 4601-9591

Mod. 88. — 1946. — Bon 110. — Clar. Denis, Bruxelles.

<p>Nature de l'établissement en projet.</p> <p>Rubriques applicables de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.</p>	<p>Adjonction de 2 transformateurs statiques de 100 K.V.A. de 43 moteurs électriques de 1/8 à 24 CV., d'une menuiserie mécanique --- à un établissement existant.</p> <p>Electricité: mach. gén. receptr. d'une puis. eff. de 1 à 10 kw. 2          id. sup. à 10 kw. 1          chauff. stat. d'une puis. eff. sup. à 50 K.V.A. 1          Bois (boiseries ---) l. la f. m. eff. est sup. à 2 kw. 1          Emploi d'aff. de réfrig. d'une puis. eff. de 1 à 8 kw. 2          Boulang. et pâtis 2          Proc. de lav. au mach. 2</p>
<p>Commune où l'établissement serait situé.</p> <p>Adresse :</p>	<p>Bruxelles          rue Paul Leveau          rue du Marché aux Poulets          Boulevard Ansbach 65</p>
<p>Nom, prénoms et adresse de l'auteur de la demande.</p>	<p>S. A. des Grands Magasins de la Bouch          Boulevard Ansbach 65 Bruxelles</p>
<p>Résumé indiquant l'objet de l'exploitation, les appareils et procédés à mettre en œuvre, les quantités approximatives à fabriquer et à emmagasiner.</p> <p>née du 28. 3. 1948</p> <p>Tourier - 3<sup>e</sup> Div. 100811-70618          16. 12. 1925          30 ans          jusqu'en 1955          N° 1</p>	<p>Adjonction à un établissement existant (par arrêté de la D.P. du 15-12-1925 n° 100811-70618- durée: 30 ans - de).</p> <p>2 transformateurs statiques de 100 K.V.A.          8 moteurs électriques de 24 H.P.          1 id. 15 H.P.          1 id. 14 H.P.          1 id. 10 H.P.          1 id. 8 H.P.          1 id. 3 H.P.          10 id. 2 H.P.</p> <p>Déclaration con formée</p>

1 moteur électrique de 1 1/2 H.P.

1 ω 1 kw.

1 ω 1,35 H.P.

20 ω 1 H.P.

24 ω de moins de 1 H.P. } moins 1 à 27 HP actionnant

73 des ascenseurs, ventilateurs, compresseurs pour  
installations de réfrigération, batteries, machines à  
couper ---- scies à bois, raboteuse ----

un atelier de pâtisserie avec four électrique  
X ω menuiserie mécanique

Résultats de l'enquête de com-  
modo et incommodo.

Aucune opposition.

Services consultés.

(Art. 7 du Règlement géné-  
ral pour la Protection du tra-  
vail.)

Avis des fonctionnaires tech-  
niques et date de ces avis.

Avis des services publics char-  
gés de l'administration d'une  
voie de communication d'un  
cours d'eau ou d'un établisse-  
ment quelconque, situés dans le  
rayon de l'enquête.

Avis du Collège échevinal.

Favorable

Discussion des résultats de l'enquête de commodo et incommodo.

Y a-t-il lieu d'accueillir la demande ou de refuser l'autorisation ?

Accueillir

Pour quels motifs ?

Parceque ---

Durée --- limite  
l'autorisation

Pour un terme expirant en même temps que celui  
fixé par l'arrêté de la D.P. du 15-12-1925

Délai dans lequel l'établissement devrait être mis en exploitation.

Deux ans

P. V.

Qui

Énumération des conditions spéciales auxquelles il convient de subordonner l'exploitation de l'établissement indépendamment de celles qui sont réglementairement prescrites.

Conditions mentionnées de la note ci-jointe

En ce qui concerne : les installations de réfrigération :

Conditions ordinaires imposées

à

la menuiserie mécanique

Conditions ordinaires imposées

Limiter le dépôt de bois à 5 m<sup>3</sup>.

Prescriptions de l'A. du R. du 24-9-1944 relatives aux installations électriques, aux appareils de levage et aux boulangeries-pâtisseries.

L'Inspecteur - Ingénieur J. L.

*[Signature]*

*[Signature]*

L'INGÉNIEUR EN CHEF - AGENT

CHEF DE DISTRICT.

*[Signature]*

Commune Bruxelles — Etablissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

LA DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL DU BRABANT

Vu, avec les plans y annexés, la requête par laquelle la S.A. "Town & City de la Bourse sollicite l'autorisation d'établir un magasin pour la vente au détail etc. à Bruxelles, Boulevard Anspach, 65 ;

Vu la loi du 5 mai 1888 ;

Vu le Règlement Général pour la Protection du Travail ;

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, duquel il résulte que l'installation projetée n'a rencontré aucune opposition ;

Vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu l'avis de M. le Directeur provincial de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire ; 43/EC/2140

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en chef, Directeur de l'Inspection Technique du Travail ;

Vu le rapport de M. ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~, membre de la Députation Permanente ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~

Considérant que l'observation des prescriptions du Règlement Général pour la Protection du Travail et des conditions imposées ci-après est de nature à obvier aux dangers et inconvénients inhérents aux installations en cause ;

ARRETE :

ARTICLE 1<sup>er</sup> A. L'autorisation est accordée pour les installations suivantes sises à l'adresse susmentionnée :

Etablir dans un immeuble à usage de bureaux  
- au rez de chaussée, et au 1<sup>er</sup> étage un magasin pour la vente au détail dont les locaux de vente et les locaux attenants à ceux-ci et servant de dépôt de marchandises ont une surface supérieure à 2000 m<sup>2</sup>

- au sous-sol : - un garage pour 39 véhicules automobiles  
- un dépôt de 40.000 l de mazout en 2 réservoirs métalliques placés dans un local  
- 2 transformateurs statiques de 1000 kVA  
- 2 mot. élect. de 150 kW actionnant 2 compresseurs frigorifiques  
- 2 mot. élect. de 1,1 kW actionnant 2 compresseurs d'air.

ns suivantes

Au Collège des Bourgmestre et Echevins de 1000 Bruxelles (avec 3 plans)

A Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur de l'Inspection Technique du Travail (en double) (Dir. Bruxelles - Brabant) (avec 3 plans).

A la Direction Provinciale de l'Administration de l'Urbanisme

A Monsieur le Vice-Gouverneur du Brabant

Au Collège de l'Agglomération de Bruxelles

3°) Aucun véhicule ne peut être mis en stationnement à proximité des panneaux de signalisation et des moyens d'extinction prévu par l'article 57<sup>bis</sup> du Règlement Général pour la Protection du Travail.

4°) A tous les niveaux, des portes qui ont un degré de résistance au feu d'une ½ heure sont installées dans les ouvertures de portes des murs ou cloisons donnant accès aux cages d'escaliers intérieures, les portes se ferment automatiquement. Il est interdit de les maintenir en position ouverte.

a  
/

MAGASINS POUR LA VENTE AU DETAIL DONT LES LOCAUX DE VENTE ET LES LOCAUX ATTENANT A CEUX-CI ET SERVANT DE DEPOT DE MARCHANDISES, ONT UNE SURFACE TOTALE EGALE OU SUPERIEURE A 2.000 m<sup>2</sup>, Y COMPRIS LA SURFACE OCCUPEE PAR LES COMPTOIRS ET AUTRES MEUBLES.

Construction.

1. Les emplacements réservés à la vente sont séparés des dépôts de marchandises, non accessibles au public, par des murs, cloisons, planchers, plafonds, ne comportant que les ouvertures indispensables pour l'exploitation et la sécurité et ayant un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure (construits en maçonnerie, en béton ou d'autres matériaux incombustibles). (x)

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépôts de marchandises dont la surface est inférieure à 50 m<sup>2</sup> et dont l'implantation et l'aménagement permettent une surveillance aisée depuis les emplacements réservés à la vente.

2. Les éléments de construction qui séparent tout local habité, des locaux de vente et des locaux servant de dépôt de marchandises, sont constitués par des murs, cloisons, plafonds et planchers d'un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure, sans aucune ouverture.

Les locaux habités comportent au moins un accès indépendant des locaux de vente et des locaux servant de dépôt de marchandises.

3. La réserve d'allumettes, la réserve de matières inflammables et les dépôts de déchets sont établis dans des locaux spéciaux exclusivement réservés à cet usage.

Ces locaux répondent aux mêmes prescriptions de construction que les locaux du 1er groupe classés dans le cadre de l'article 52.

./...

- (x) A adapter éventuellement selon qu'il s'agit de bâtiments dont la construction a été entamée après le 1er juin 1972 ou de bâtiments existants ou en construction à la date du 1er juin 1972.



### Dégagement et évacuation.

4. A chaque étage, la surface des couloirs de circulation est au moins égale à un tiers de la surface totale de vente.
5. Aux abords de chaque sortie et de chaque porte d'accès à une cage d'escalier est aménagée une zone de circulation entièrement libre, dont la largeur et la profondeur sont au moins égales à la largeur de la sortie ou de la porte d'accès, sans que cette profondeur puisse être inférieure à trois mètres.
6. Les escaliers n'ont pas de partie tournante; les volées sont droites et coupées de paliers d'au moins un mètre de longueur. Les escaliers sont munis de chaque côté de mains courantes. Si la largeur des escaliers est supérieure à 2 m 40, une main courante les divise en deux parties égales; si leur largeur excède 3 m 60, deux mains courantes les divisent en trois parties égales. Les escaliers ont des contremarches pleines. Chaque marche a une hauteur maximum de 17 cm, une largeur minimum de 30 cm et fait saillie de 5 cm au maximum sur la marche suivante.
7. Les escaliers, les dégagements aboutissant aux sorties, les sorties de secours et les dégagements conduisant à celles-ci offrent un passage d'au moins 2 m de hauteur. Le bord inférieur des objets et panneaux publicitaires suspendus se trouve à au moins 2 m du sol.
8. Pendant les heures d'ouverture du magasin il est interdit de bloquer en position de fermeture, toute porte prévue pour l'évacuation du public.

### Indication des sorties.

9. Les inscriptions "sortie" et "sortie de secours" et les flèches indicatrices de ces sorties et sorties de secours restent visibles lorsque seul l'éclairage de sûreté est allumé.
10. Les inscriptions "sorties" et "sorties de secours" à hauteur des sorties, sorties de secours et accès aux cages d'escalier, sont éclairées par l'éclairage artificiel normal et par l'éclairage de sûreté.

./...

Prévention des incendies.

11. Seule la quantité strictement nécessaire d'objets en celluloïd, d'allumettes, de liquides inflammables, d'autres matières facilement inflammables ou de récipients mobiles de gaz comprimés, liquéfiés ou dissous est introduite dans les locaux de vente. Il est interdit de mettre ces produits en vente à proximité d'une sortie ou le long des principaux couloirs de circulation, et de les exposer directement aux rayons solaires ou à l'influence d'une source de chaleur.
12. L'interdiction de fumer, imposée par l'article 52.8.7., est affichée d'une manière bien visible en tous endroits utiles.

Chauffage des locaux.

13. Les combustibles suivants sont interdits pour le chauffage des locaux :
- a) les combustibles liquides dont le point d'éclair, en vase clos, déterminé d'après la norme NBN 52.017 ou 52.075, est inférieur ou égal à 50° C;
  - b) les gaz sous pression, en un réservoir fixe placé à l'intérieur du bâtiment ou en récipients mobiles.
14. Sont seules admises, les installations de chauffage :
- 1) à eau chaude en liaison directe avec l'atmosphère. L'emploi d'eau chaude dont le circuit n'est pas en liaison directe avec l'atmosphère est admis à condition que :
    - a) la température de l'eau n'excède pas 110° C;
    - b) le vase d'expansion soit pourvu d'une soupape de sécurité d'un diamètre de 20 mm au moins et réglée pour la pression maximale admissible de l'installation;
  - 2) à vapeur sous une pression maximum de 0,5 kg/cm<sup>2</sup>;
  - 3) par l'électricité;
  - 4) à air chaud.

./...

15. Les foyers des appareils de chauffage sont installés dans des chaufferies exclusivement réservées à cet usage.

Eclairage.

16. L'éclairage artificiel du magasin, des locaux de dépôt et des couloirs est assuré par l'électricité.  
L'éclairage de sûreté s'allume automatiquement dès que l'éclairage général fait défaut. Le bon fonctionnement de la source du courant de sûreté et de l'enclenchement automatique du courant est contrôlé au moins tous les 15 jours par l'exploitant, son préposé ou son mandataire.

Contrôle périodique.

17. Les contrôles périodiques prévus à l'article 52.11 sont effectués au moins une fois par trimestre.

Incommodités.

18. Les mesures nécessaires sont prises pour ne pas incommoder les voisins par le bruit ou les vibrations ou par les gaz, les vapeurs, les émanations, la fumée et la poussière.

*b*

Dépôt de liquides inflammables dont le point d'éclair est supérieur à 50° C mais ne dépasse pas 100° C en réservoirs métalliques fixes placés dans un local.

---

1. Les huiles minérales lourdes sont emmagasinées dans des réservoirs construits au moyen de tôles d'au moins 4 mm d'épaisseur. La parfaite étanchéité des réservoirs est vérifiée avant leur mise en service.
  2. Les réservoirs sont protégés contre la corrosion.
  3. L'étanchéité des canalisations, joints, robinets, etc., est assurée.
  4. Les réservoirs sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume des liquides emmagasinés. La cuvette, ainsi que le local dans lequel les réservoirs sont installés, sont construits en matériaux incombustibles. Ce local est ventilé d'une façon permanente. Il ne peut contenir que les réservoirs, leurs accessoires et leurs canalisations.
  5. Les réservoirs et les parties métalliques des canalisations sont mis à la terre.
-

c/

CONDITIONS D'EXPLOITATION : RESERVOIR A AIR COMPRIME.

=====

- 1) Le réservoir d'air est construit au moyen de tôles de bonne qualité, solidement assemblées;
- 2) il porte une plaque indiquant le nom du constructeur et la pression maximum de service;
- 3) l'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance de l'établissement, un certificat établi par le constructeur du réservoir ou par un technicien compétent, et attestant :
  - 3.1) que le réservoir a subi une pression d'épreuve égale à une fois et demie la pression maximum de service;
  - 3.2) que l'épreuve, faite à l'eau froide, n'a fait découvrir ni déformation permanente, ni vices de construction, ni défauts graves;
  - 3.3) que le réservoir est conditionné de manière à résister, avant de se rompre, à une pression égale au double de la pression d'épreuve;
- 4) le réservoir est muni des appareils suivants, maintenus constamment en bon état de fonctionnement :
  - 4.1) une soupape de sûreté fonctionnant dès que la pression dans le réservoir atteint la pression maximum de service;
  - 4.2) un manomètre placé bien en vue et dont l'échelle porte une marque très apparente indiquant la pression maximum de service;
  - 4.3) un manostat arrêtant le moteur du compresseur dès que cette pression est atteinte;
  - 4.4) un robinet de purge;
- 5) le réservoir est purgé régulièrement.

d

#### CONDITIONS D'EXPLOITATION.

- 1) Les précautions nécessaires sont prises pour que le bruit ou les vibrations qui pourraient être engendrés par le fonctionnement des moteurs, machines, transmissions, etc., ne puissent incommoder les voisins ou nuire à la stabilité des constructions.
- 2) L'étanchéité des appareils et conduites de réfrigération est assurée.
- 3) L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, un certificat établi par le constructeur ou par un technicien compétent et attestant :
  - 3-1) que tout appareil susceptible de contenir un gaz à une pression supérieure à la pression atmosphérique a subi une pression d'épreuve égale à une fois et demie la pression maximum de service et est conditionné de manière à résister, avant de se rompre, à une pression égale au double de la pression d'épreuve;
  - 3-2) que l'épreuve, faite à l'eau froide, n'a fait découvrir ni déformation permanente, ni vices de construction, ni défauts graves.

ARTICLE 2. - 1° L'établissement sera mis en activité dans le délai de .....24..... mois à partir de la date de la présente autorisation.

2° l'exploitant reste responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que l'établissement pourrait occasionner.

ARTICLE 3. - La présente autorisation est accordée pour .....30..... ans ..... à partir de la date du présent arrêté.

~~La présente autorisation est accordée pour une durée expirant au même temps que celui fixé par l'arrêté de la Députation permanente du ..... soit le .....~~

ARTICLE 4. - Après avoir satisfait aux conditions du présent arrêté, l'impétrant est tenu de porter à la connaissance du fonctionnaire technique compétent (du Travail ..... ) quinze jours au moins à l'avance, la date fixée pour la mise en exploitation de l'établissement.

ARTICLE 5. - L'exploitation ne peut être commencée ni continuée que moyennant la stricte observation des prescriptions et conditions énumérées dans le présent arrêté.

L'autorisation pourra être retirée ou suspendue si l'exploitant n'observe pas ces prescriptions ou conditions ou s'il refuse de se soumettre aux obligations nouvelles que l'autorité administrative compétente a toujours le droit de lui imposer.

ARTICLE 6. - La présente autorisation ne dispense pas l'impétrant de se conformer, le cas échéant, aux dispositions applicables en matière d'autorisation de bâtir.

ARTICLE 7. - Une nouvelle autorisation sera nécessaire pour les établissements ou parties d'établissements qui n'auraient pas été mis en activité dans le délai fixé à l'article 2 ci-dessus, qui auraient chômé pendant au moins deux années consécutives ou qui auraient été détruits ou mis temporairement hors d'usage par une cause quelconque résultant de l'exploitation.

ARTICLE 8. - Toute extension ou transformation de l'établissement, lorsque celle-ci entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des établissements classés ou est de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'inconfort inhérents à l'exploitation, fera l'objet d'une demande en autorisation introduite auprès de Monsieur le Gouverneur de la Province.

ARTICLE 9. - Une expédition du présent arrêté, accompagné d'un exemplaire du plan des installations, sera adressée au fonctionnaire technique visé à l'art. 4 ci-devant. Semblable expédition sera adressée au Collège échevinal de la commune, siège de l'exploitation, qui fera parvenir immédiatement à l'intéressé une copie intégrale de l'arrêté et un exemplaire du plan.

L'arrêté sera affiché in extenso pendant dix jours à la maison communale et au siège de l'exploitation projetée. Cet affichage devra s'effectuer par l'administration communale, dans les cinq jours francs de la réception de la décision intervenue. Toutefois, un avis affiché dans les mêmes conditions pourra remplacer l'affichage in extenso. Cet avis signalera la décision intervenue, en attirant l'attention du public sur le fait que le texte intégral de l'arrêté et les conditions imposées peuvent être consultés à l'administration communale.

La décision sera, en outre, portée sans délai à la connaissance des administrations publiques intéressées.

ARTICLE 10. - Un recours auprès du Roi est ouvert à tous les intéressés contre la présente décision. Il doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans les dix jours après le 1<sup>er</sup> jour de l'affichage de la décision.

1.500

Si le recours émane du demandeur, il sera accompagné du récépissé de versement ou de l'avis de débit du virement d'une somme de 300 F au Compte de chèques postaux du département ministériel compétent. S'il émane d'un tiers agissant soit individuellement, soit collectivement, cette somme sera de cinquante F.

Bruxelles, le .....6 mai 1975.....

et

Présents : J. de NEEFF, président ; VAN BEVER, COURTROY, COURDENT, FLOUR, SCHOUPE et DE  
Membres ; A. SWARTEBROECKX, Greffier provincial.

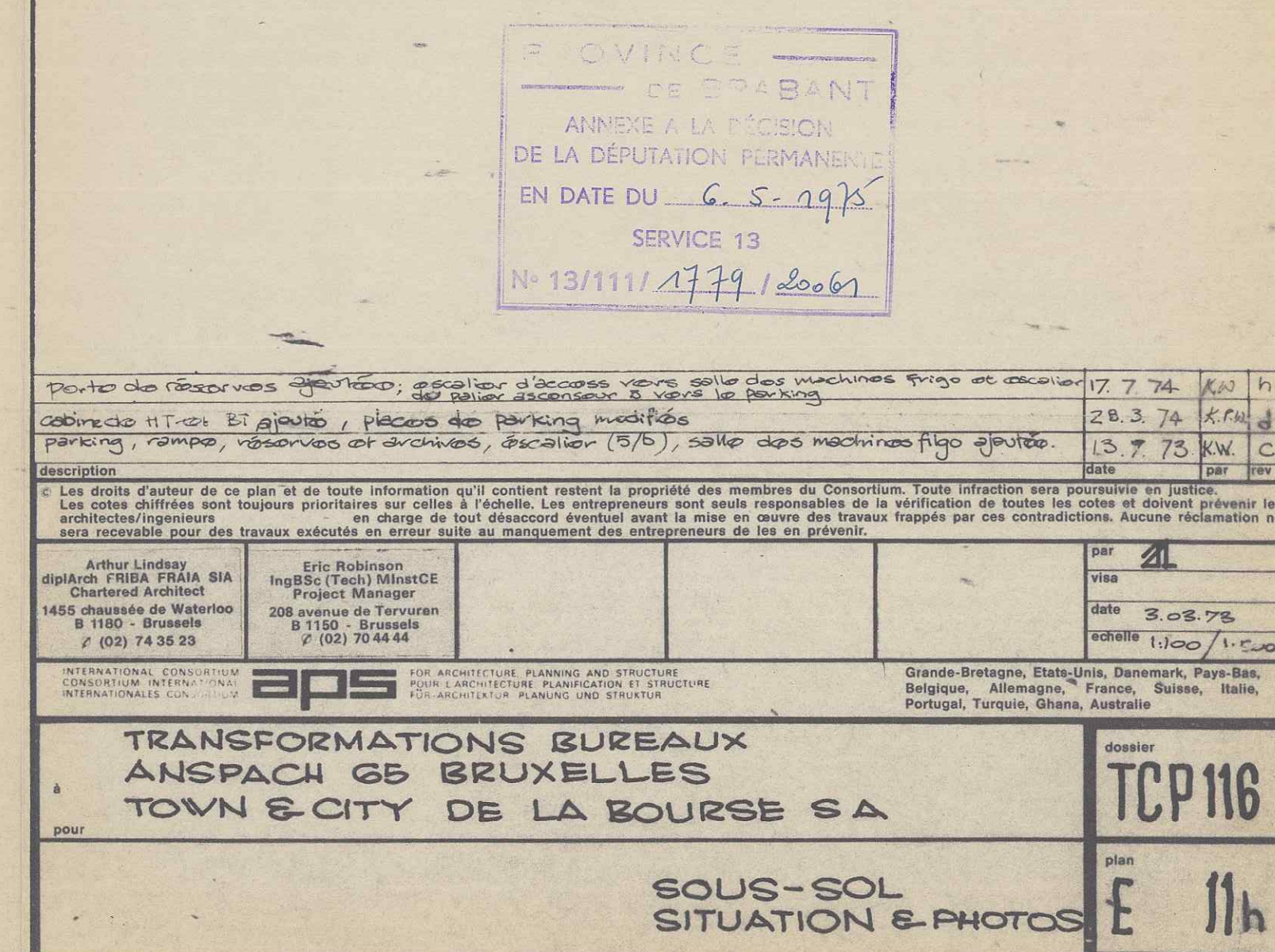
Par ordonnance  
Le Greffier Provincial  
(s.) A. SWARTEBROECKX

Le Président,  
(s.) J. de NEEFF.

Pour expédition conforme,  
Le Greffier provincial f.f.

F. DEBAISE





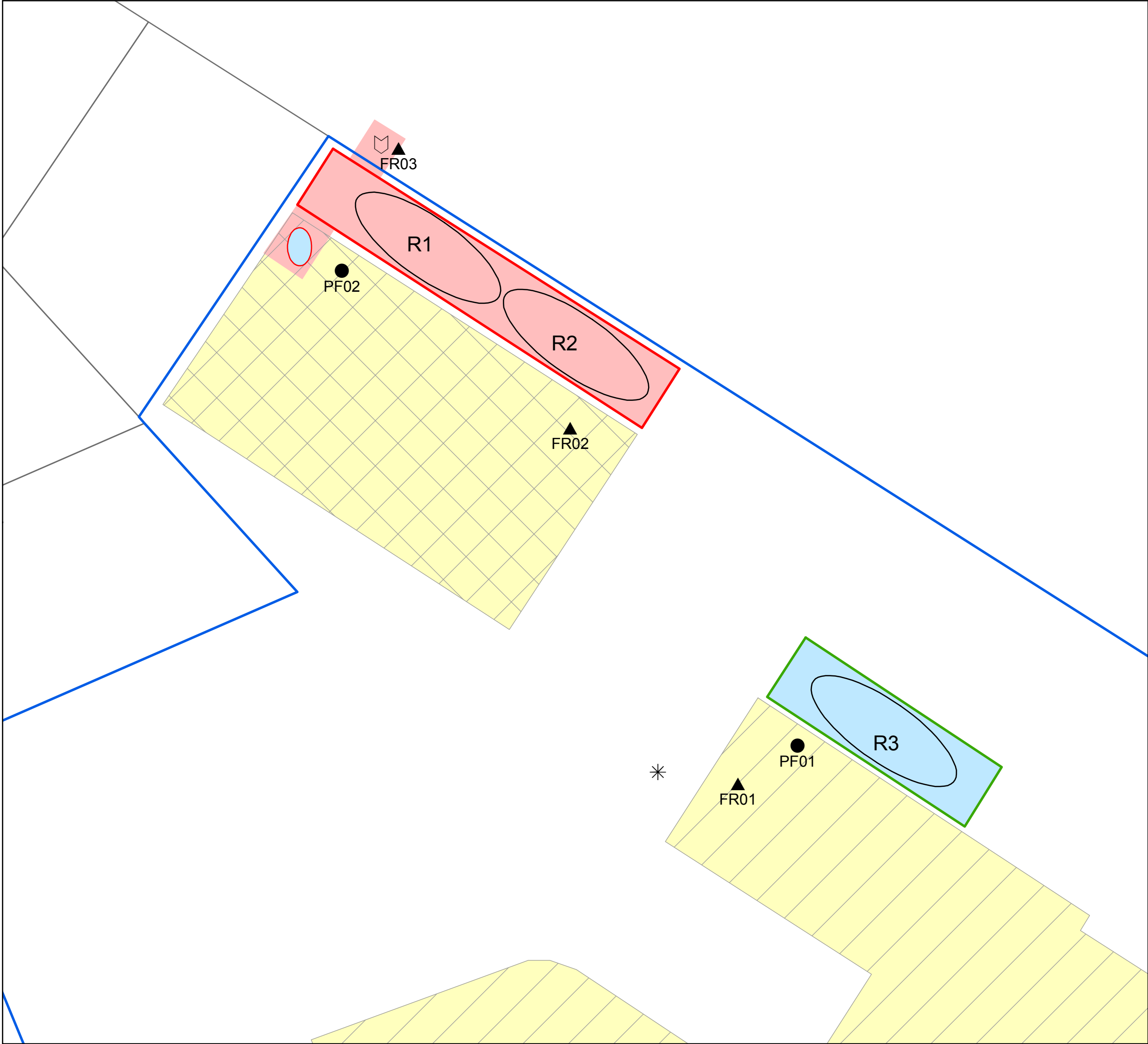


***ANNEXE 4 : PLAN ISSU DE L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE***



Site : <b>Actiris Bruxelles</b>		Commune : <b>Bruxelles</b>	
N° dossier : <b>D1875</b>	Type d'étude : <b>RES</b>	Code dossier : INSP/SCR/SOL/00144/2013	
Annexe 4			
Titre : <b>Plan de l'étude préliminaire</b>			
Source : <b>BruGIS, ING</b>			
Legende			
<div>Parcelle 21811_M_2624_K</div>			
Installations et/ou activités à risque			
<div>Ancien local dépôt 20.000 l (R1 et R2)</div>			
<div>Local nouvelle citerne 9.500 l (R3)</div>			
<div>Chaufferie</div>			
<div>Parking sous-terrain</div>			
<div>ZAR 1</div>			
<div>Zone non à risque</div>			
<div>ZAR 2</div>			
Annexes aux réservoirs			
<div>Event réservoir 9.500 l (R3)</div>			
<div>Point remplissage réserv. R1 (10.000 l) / R2 (10.000 l)</div>			
<div>Egouts</div>			
Echelle : <b>1/275</b>			
<div>0 2.5 5 7.5 10 Mètres</div>			
Date : mai 2015		Format : A3	

## ***ANNEXE 5 : PLAN DE SYNTHÈSE***



Site : <b>Actiris Bruxelles</b>		Commune : <b>Bruxelles</b>	
N° dossier : <b>D1875</b>	Type d'étude : <b>RES</b>	Code dossier : <b>INSP/SCR/SOL/00144/2013</b>	
Annexe 5			
Titre : <b>Plan de synthèse</b>			
Source : <b>BruGIS, ING</b>			
<div>Legende</div> <div><div> Forage</div><div> Piézomètre</div><div> Parcelle 21811_M_2624_K</div><div> Egouts</div><div>Installations et/ou activités à risque</div><div> Ancien local citernes dépôt 20.000 l (R1 et R2)</div><div> Local nouveaux réservoir 9.500 l (R3)</div><div> Chaufferie</div><div> Parking sous-terrain</div><div><b>Annexes aux réservoirs</b></div><div> Event réservoir 9.500 l (R3)</div><div> Point remplissage réserv. R1 (10.000 l) / R2 (10.000 l)</div><div> ZAR 1</div><div> ZAR 2</div><div> Zone non à risque</div></div>			
<div>Echelle : <b>1/100</b></div> <div><div><div>0</div><div>1</div><div>2</div><div>3</div><div>4</div><div>5 Mètres</div></div><div></div></div>			
Date : avril 2015		Format : A3	
			

## ***ANNEXE 6 : REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE***

## CHAUFFAGERIE



## ANCIEN LOCAL RESERVOIRS MAZOUT 2 X MAX 10.000 L





## ANCIEN LOCAL RESERVOIRS MAZOUT 2 X MAX 10.000 L

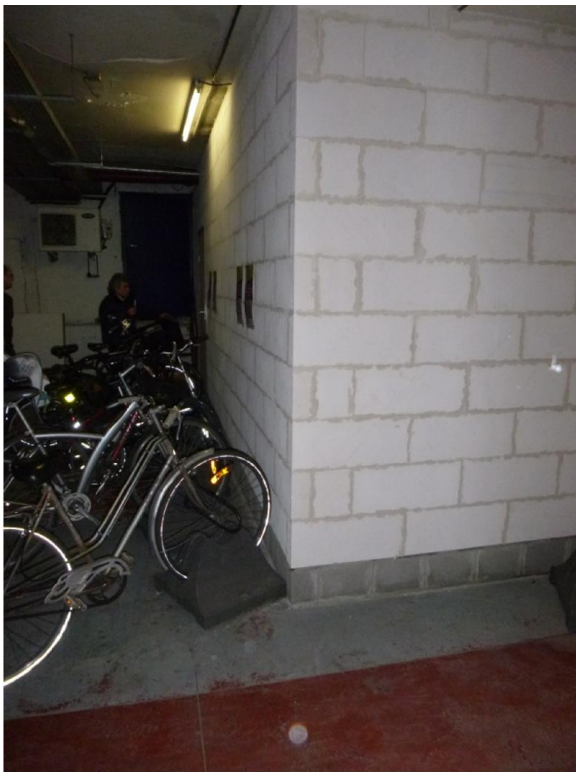




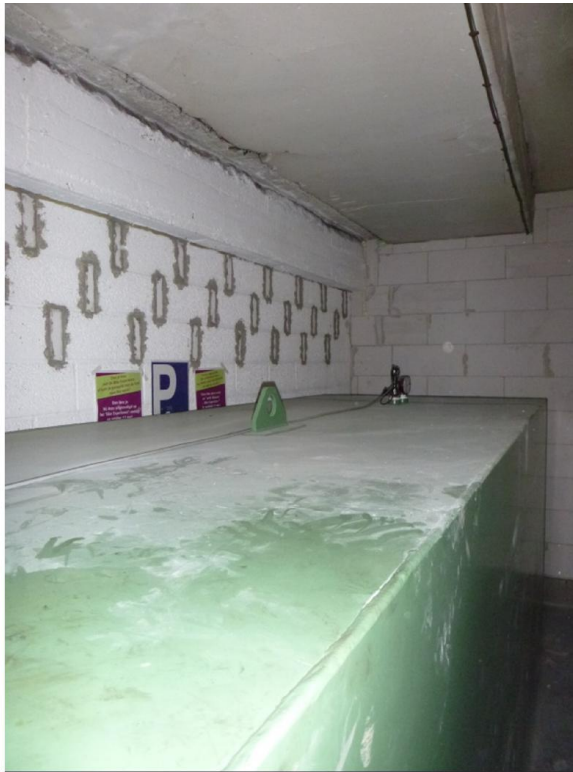
## ANCIEN LOCAL RESERVOIRS MAZOUT 2 X MAX 10.000 L



## NOUVEAU LOCAL RESERVOIR MAZOUT AERIEN 9.500 L



## ANCIEN LOCAL RESERVOIRS MAZOUT 2 X MAX 10.000 L



POINT DE REMPLISSAGE RESERVOIRS MAZOUT 2 X MAX 10.000 L





## ***ANNEXE 7 : LOGS DES FORAGES***



Geolys		LITHOLOG		NUMERO DE FORAGE	
		1/1		FR01	
CODE PROJET : D1875		PROFONDEUR FORAGE : 0.4 m-ns		ALTITUDE SOL : + 15 m	
NOM PROJET :ACTIRIS A BXL		FLACONNAGE SOL:		PROFONDEUR TUBAGE:	
LOCALISATION :BRUXELLES		TYPE DE TUBAGE :		DATE EAU :	
FOREUR :GEOLYS		DIAMETRE DU TUBAGE:		ALTITUDE EAU :	
TECHNIQUE :GOUGE A PERCUSSION		OUVERTURE CREPINES :		NIVEAU EAU :	
GEOLOGUE : H HENDRYCKX		PROFONDEUR AVEUGLE :		EAU EXOGENE:	
DATE : 26/03/2015		PROFONDEUR CREPINE :		NETTOYAGE PZ :	
X (m) : 148644		TUBAGE AVANCEMENT :		REMPLISSAGE :	
Y (m) : 170975				FINITION SURFACE : CIMENTAGE	

PROFONDEUR	ECH. ANALYSE	POLLUTION VISUELLE	POLLUTION OLFACTIVE	DESCRIPTION DE LA LITHOLOGIE	LITHOLOGIE	WELL CONSTRUCTION
0.0				BETON		

Geolys		LITHOLOG		NUMERO DE FORAGE	
				1/1	FR02
CODE PROJET : <b>D1875</b>		PROFONDEUR FORAGE : <b>2.0 m-ns</b>		ALTITUDE SOL : <b>+ 15 m</b>	
NOM PROJET : <b>ACTIRIS A BXL</b>		FLACONNAGE SOL:		PROFONDEUR TUBAGE:	
LOCALISATION : <b>BRUXELLES</b>		TYPE DE TUBAGE :		DATE EAU :	
FOREUR : <b>GEOLYS</b>		DIAMETRE DU TUBAGE:		ALTITUDE EAU :	
TECHNIQUE : <b>GOUGE A PERCUSSION</b>		OUVERTURE CREPINES :		NIVEAU EAU :	
GEOLOGUE : <b>H HENDRYCKX</b>		PROFONDEUR AVEUGLE :		EAU EXOGENE:	
DATE : <b>26/03/2015</b>		PROFONDEUR CREPINE :		NETTOYAGE PZ :	
X (m) : <b>148639</b>		TUBAGE AVANCEMENT :		REMPLISSAGE :	
Y (m) : <b>170984</b>				FINITION SURFACE : <b>CIMENTAGE</b>	

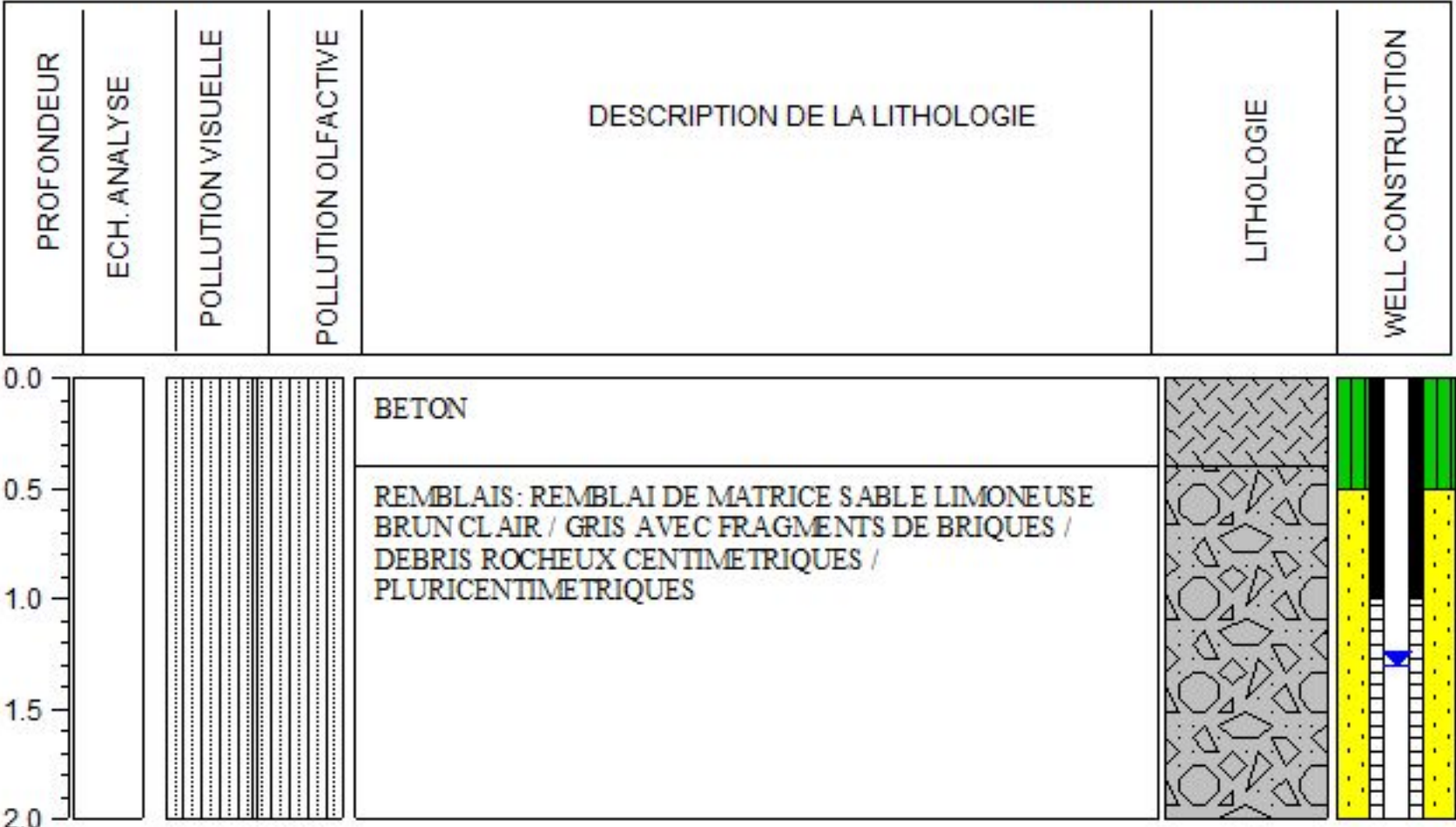
PROFONDEUR	ECH. ANALYSE	POLLUTION VISUELLE	POLLUTION OLFACTIVE	DESCRIPTION DE LA LITHOLOGIE	LITHOLOGIE	WELL CONSTRUCTION
0.0				BETON		
0.5				REMBLAIS: REMBLAI DE MATRICE SABLE LIMONEUSE BRUN CLAIR / GRIS AVEC FRAGMENTS DE BRIQUES / DEBRIS ROCHEUX CENTIMETRIQUES / PLURICENTIMETRIQUES		
1.0						
1.5						
2.0						



Geolys	LITHOLOG	NUMERO DE FORAGE	
		1/1	FR03
CODE PROJET : D1875	PROFONDEUR FORAGE : 0.5 m-ns	ALTITUDE SOL : + 18 m	
NOM PROJET :ACTIRIS A BXL	FLACONNAGE SOL:	PROFONDEUR TUBAGE:	
LOCALISATION :BRUXELLES	TYPE DE TUBAGE :	DATE EAU :	
FOREUR :GEOLYS	DIAMETRE DU TUBAGE:	ALTITUDE EAU :	
TECHNIQUE :TARRIERE MANUELLE	OUVERTURE CREPINES :	NIVEAU EAU :	
GEOLOGUE : H HENDRYCKX	PROFONDEUR AVEUGLE :	EAU EXOGENE:	
DATE : 22/04/2015	PROFONDEUR CREPINE :	NETTOYAGE PZ :	
X (m) : 148634	TUBAGE AVANCEMENT :	REMPLISSAGE :	
Y (m) : 170992		FINITION SURFACE : RECUPERATION PAVE	

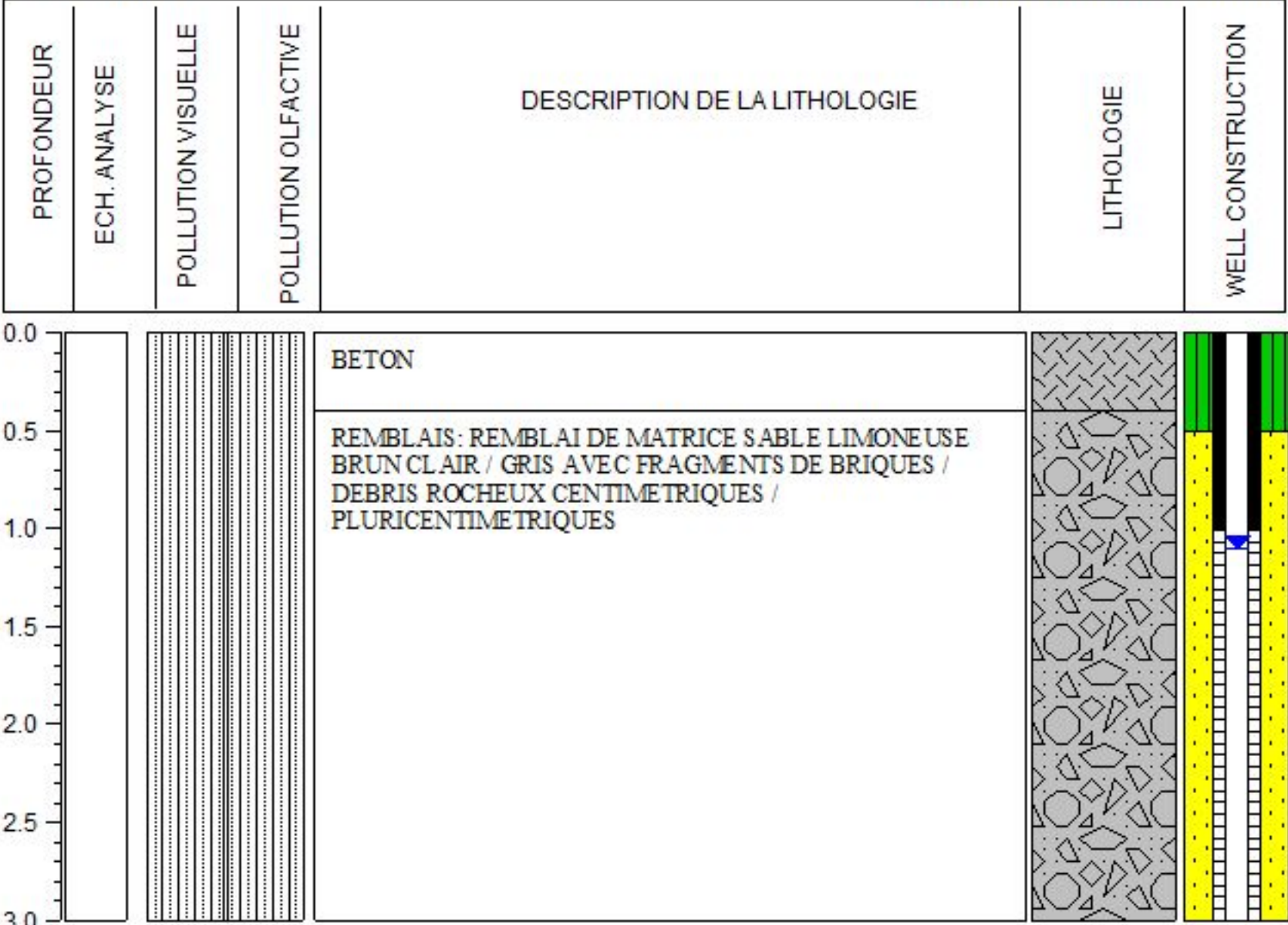
PROFONDEUR	ECH. ANALYSE	POLLUTION VISUELLE	POLLUTION OLFACTIVE	DESCRIPTION DE LA LITHOLOGIE	LITHOLOGIE	WELL CONSTRUCTION
0.0				PAVE		
0.5				REMBLAIS: REMBLAI TYPE STABILISE COULEUR GRIS FONCE		

Geolys		LITHOLOG		NUMERO DE FORAGE	
				1/1	PF01
CODE PROJET : <b>D1875</b>		PROFONDEUR FORAGE : <b>2.0 m-ns</b>		ALTITUDE SOL : <b>+ 15 m</b>	
NOM PROJET : <b>ACTIRIS A BXL</b>		FLACONNAGE SOL:		PROFONDEUR TUBAGE: <b>2 m</b>	
LOCALISATION : <b>BRUXELLES</b>		TYPE DE TUBAGE : <b>HDPE</b>		DATE EAU : <b>22/04/2015</b>	
FOREUR : <b>GEOLYS</b>		DIAMETRE DU TUBAGE: <b>1"</b>		ALTITUDE EAU :	
TECHNIQUE : <b>GOUGE A PERCUSSION</b>		OUVERTURE CREPINES : <b>1 mm</b>		NIVEAU EAU : <b>1.1 m-hdpe</b>	
GEOLOGUE : <b>H HENDRYCKX</b>		PROFONDEUR AVEUGLE : <b>0.0-1.0 m-ns</b>		EAU EXOGENE:	
DATE : <b>26/03/2015</b>		PROFONDEUR CREPINE : <b>1.0-3.0 m-ns</b>		NETTOYAGE PZ : <b>5 l</b>	
X (m) : <b>148645</b>		TUBAGE AVANCEMENT :		REMPLISSAGE :	
Y (m) : <b>170976</b>				FINITION SURFACE : <b>POT DE RUE</b>	





Geolys		LITHOLOG		NUMERO DE FORAGE	
				1/1	PF02
CODE PROJET : <b>D1875</b>		PROFONDEUR FORAGE : <b>3.0 m-ns</b>		ALTITUDE SOL : <b>+ 15 m</b>	
NOM PROJET : <b>ACTIRIS A BXL</b>		FLACONNAGE SOL:		PROFONDEUR TUBAGE: <b>3 m</b>	
LOCALISATION : <b>BRUXELLES</b>		TYPE DE TUBAGE : <b>HDPE</b>		DATE EAU : <b>22/04/2015</b>	
FOREUR : <b>GEOLYS</b>		DIAMETRE DU TUBAGE: <b>1"</b>		ALTITUDE EAU :	
TECHNIQUE : <b>GOUGE A PERCUSSION</b>		OUVERTURE CREPINES : <b>1 mm</b>		NIVEAU EAU : <b>1.1 m-hdpe</b>	
GEOLOGUE : <b>H HENDRYCKX</b>		PROFONDEUR AVEUGLE : <b>0.0-1.0 m-ns</b>		EAU EXOGENE:	
DATE : <b>26/03/2015</b>		PROFONDEUR CREPINE : <b>1.0-3.0 m-ns</b>		NETTOYAGE PZ : <b>5 l</b>	
X (m) : <b>148633</b>		TUBAGE AVANCEMENT :		REMPLISSAGE :	
Y (m) : <b>170989</b>				FINITION SURFACE : <b>POT DE RUE</b>	



***ANNEXE 8 : CERTIFICATS D'ANALYSE***

Geolys SPRL  
à l'att. de Julien Hanus  
Rue des Champs Elysées nr 4  
B-5590 CINEY  
BELGIË

## Certificat d'analyse

Date: 03-04-2015

Veuillez trouver ci-joint les résultats des analyses suivantes.

Numéro de certificat/Version	2015033829/1
Numéro de projet	D1875
Nom de projet	ACTIRIS a bruxelles
Votre numéro de bon de commande	
Réception d'échantillons	27-03-2015

Ce certificat ne peut être reproduit que dans son intégralité. Laboratoire agréé par :

- en France : le Ministère chargé de l'Environnement dans le cadre des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques: portée disponible sur <http://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php>.
- en Région de Bruxelles-Capitale : l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.
- en Wallonie : le Ministère de Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement - DGRNE - OWD pour agréments laboratoire d'analyse de déchet et déchets toxiques & pour des analyses eaux de surfaces cat. A et C.
- en Luxembourg : le Ministère de l'Environnement.

Les échantillons seront conservés pendant 4 semaines pour les sols et pendant 2 semaines pour les eaux. Sans avis contraire, ils seront détruits après cette période sans aucune communication de notre part. Si vous désirez que les échantillons soient conservés plus longtemps, veuillez retourner ce document signé au plus tard une jour de travail avant la date d'issue

Conserver jusqu'au:

Date:

Nom:

Signature:

En espérant que vous avez obtenu satisfaction. N'hésitez pas à contacter notre département "Vente et Conseils" si vous avez d'autres questions.

Cordialement,

Eurofins Analytico B.V.



Ing. A. Veldhuizen  
Directeur Technique

Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

## Certificat d'analyse

Numéro de projet D1875  
 Nom de projet ACTIRIS a bruxelles  
 Votre numéro de bon de com

Echantillonneur Hugo Hendryckx  
 Matrice de l'échantillon Sol; Sol Flandre/RBC

Numéro de certificat/Version 2015033829/1  
 Date de départ 27-03-2015  
 Date du compte rendu 03-04-2015/15:52  
 Annexe A.V  
 Page 1/1

Analyse	Unité	1	2	3	4	5
<b>Caractérisation</b>						
Q Matière sèche	% (m/m)	79.9	80.5	78.2	77.7	75.5
<b>Hydrocarbures Aromatiques Volatiles</b>						
Q Benzène	mg/kg ms	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050
Q Toluène	mg/kg ms	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050
Q Ethylbenzène	mg/kg ms	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050
Q o-Xylène	mg/kg ms	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050
Q m,p-Xylène	mg/kg ms	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050	<0.050
Q Xylènes (total)	mg/kg ms	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10
Q Somme aromates (BTEX)	mg/kg ms	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25
<b>Huile minérale</b>						
HTP (C10-C12)	mg/kg ms	<4.0	10	30	<4.0	100
HTP (C12-C20)	mg/kg ms	40	190	600	16	1200
HTP (C20-C30)	mg/kg ms	46	85	280	<15	380
HTP (C30-C40)	mg/kg ms	<16	<16	<16	<16	18
HTP (C10-C40) (GC)	mg/kg ms	94	290	930	<50	1700
Chromatogramme HPT (GC)		Voir annex	Voir annex	Voir annex		Voir annex

No.	Description de l'échantillon	Prise d'échantillon	Échantillon no.
1	PF01S0L01	26-Mar-2015	8513685
2	PF01S0L03	26-Mar-2015	8513686
3	PF02S0L03	26-Mar-2015	8513687
4	PF02S0L04	26-Mar-2015	8513688
5	FR02S0L02	26-Mar-2015	8513689

Q: analyse accréditée par RvA  
 A: analyse accréditée de AP04  
 S: Test reconnu selon AS3000

Accord  
 ASM

Eurofins Analytico B.V.

Ce certificat ne peut être reproduit que dans son intégralité.

Gildeweg 44-46  
 3771 NB Barneveld  
 P.O. Box 459  
 3770 AL Barneveld NL  
 Tel. +31 (0)34 242 63 00  
 Fax +31 (0)34 242 63 99  
 E-mail info-env@eurofins.nl  
 Site www.eurofins.nl

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
 VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
 KvK No. 09088623  
 IBAN: NL71BNP0227924525  
 BIC: BNPNL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

VA  
  
 TEST  
 RvA L010

**Annexe (A) avec information d'échantillon appartenant au certificat d'analyse 2015033829/1**

Page 1/1

Échantillon n°	No. de forage	Description	De	A	Code barres	Description de l'échantillon
8513685	PF01S0L01		40	70	0560141518	PF01S0L01
8513686	PF01S0L03		100	150	0560141479	PF01S0L03
8513687	PF02S0L03		150	200	0560141522	PF02S0L03
8513688	PF02S0L04		200	250	0560141517	PF02S0L04
8513689	FR02S0L02		60	100	0560141508	FR02S0L02

**Eurofins Analytico B.V.**

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VRT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPNL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

**Le document annexe (V) concerne les références de méthode rapporté sur le certificat d'analyse 201503382**

Page 1/1

Analyse	Méthode	Technique	Référence de la méthode
Matière sèche	W0104	Gravimétrie	CMA 2/II/A.1(g)
Aromatiques (BTEx)	W0254	CG-SM-ETS	CMA 3/E
HPT (GC) OVAM	W0202	CG-DIF	CMA 3/R.1
Chromatogramme HPT (GC)	W0202	CG-DIF	



Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

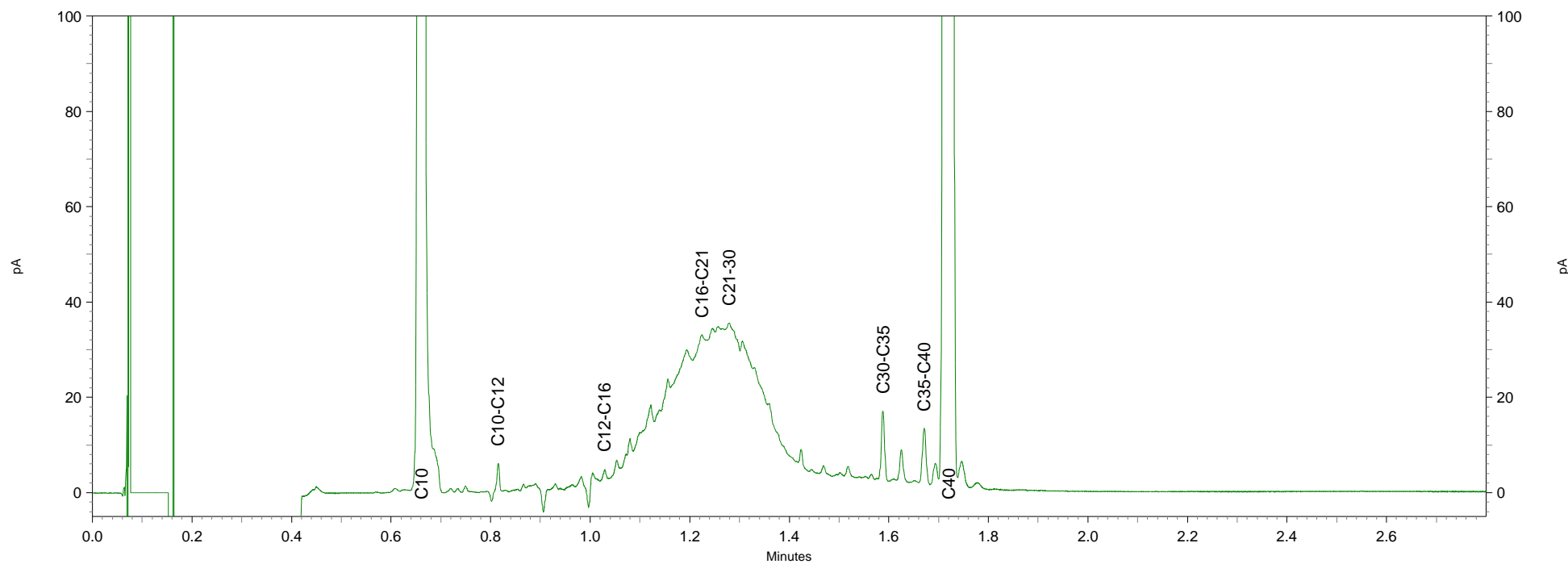
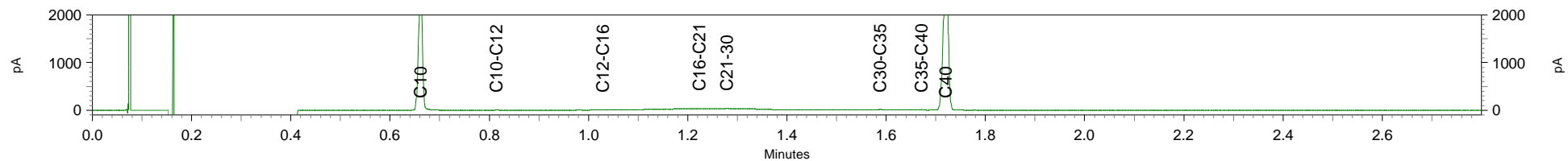
BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV  
et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région  
Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les  
Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).



## Chromatogram TPH/ Mineral Oil

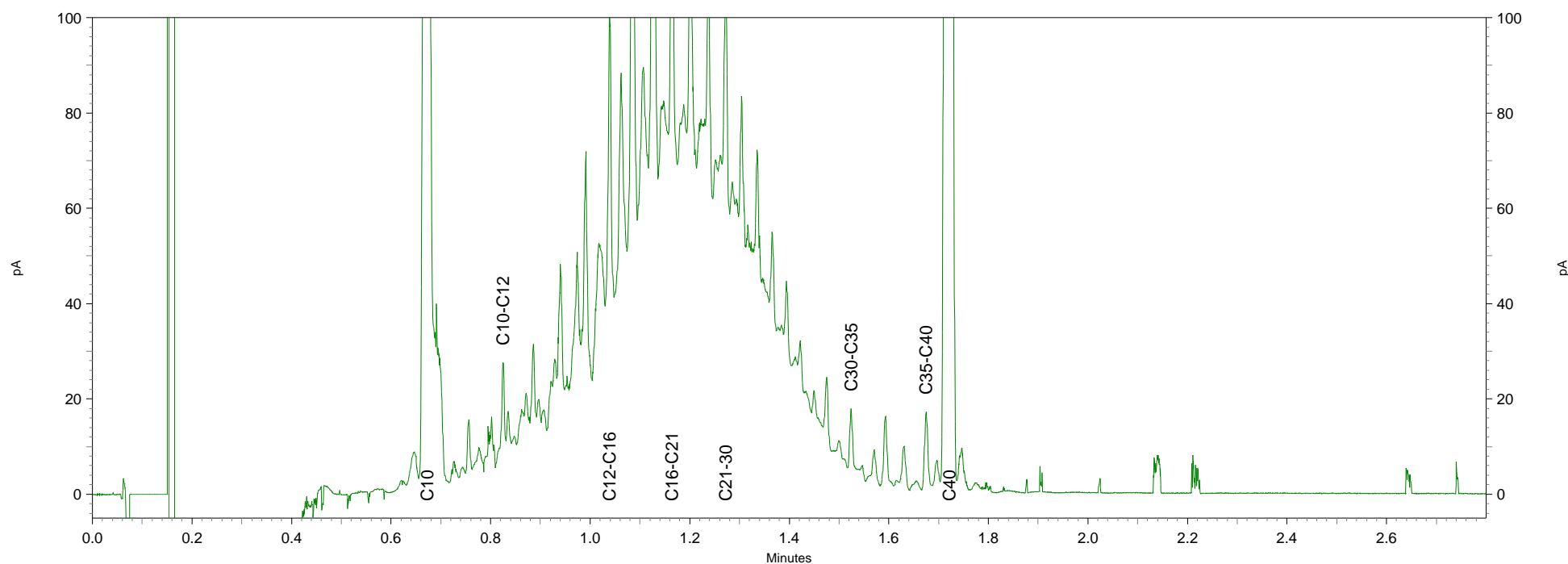
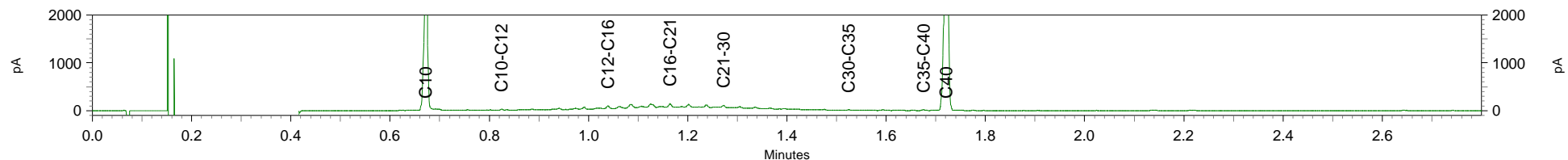
Sample ID.: 8513685  
Certificate no.: 2015033829  
Sample description.: PF01SOL01  
V



# Chromatogram TPH/ Mineral Oil

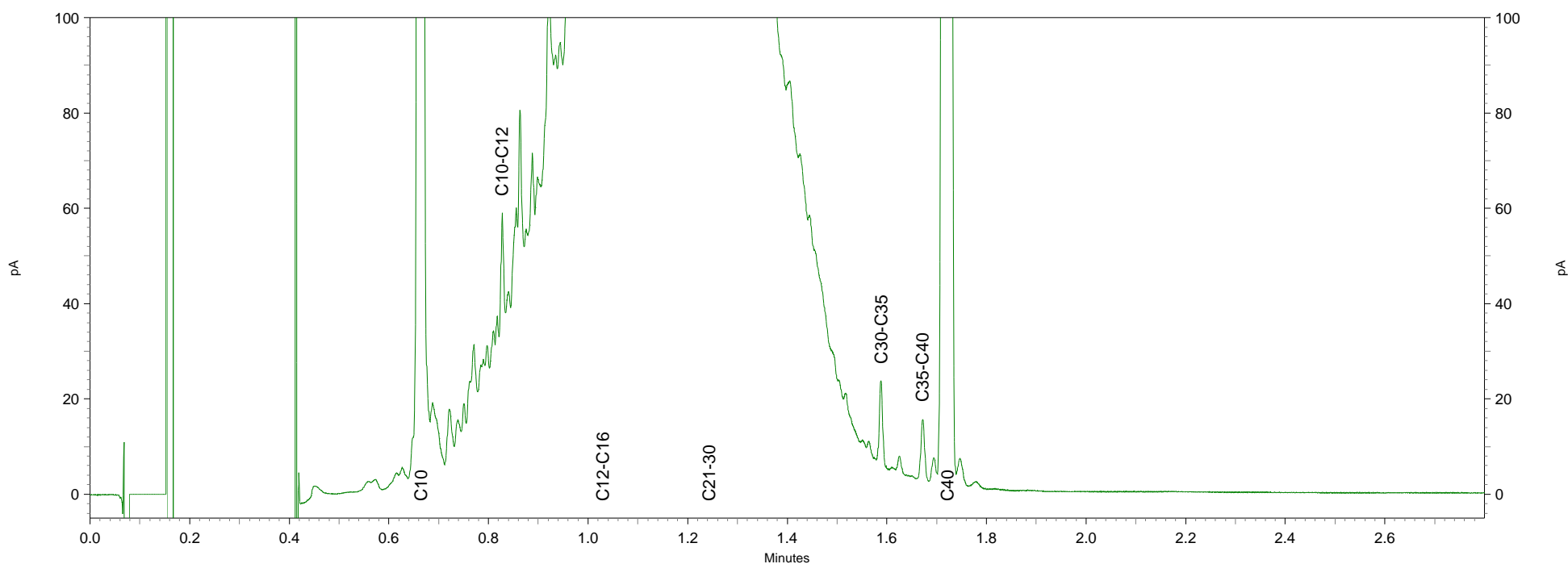
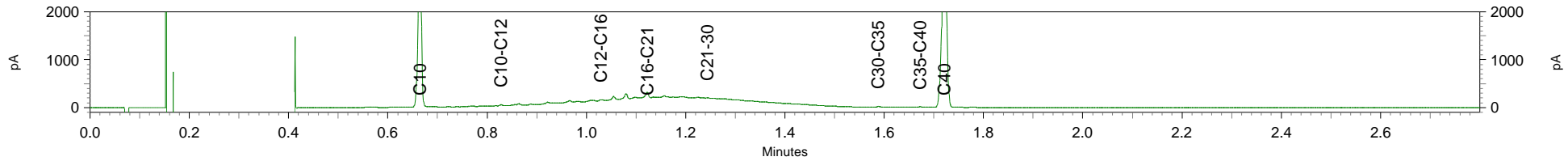
Sample ID.: 8513686  
Certificate no.: 2015033829  
Sample description.: PF01SOL03

V



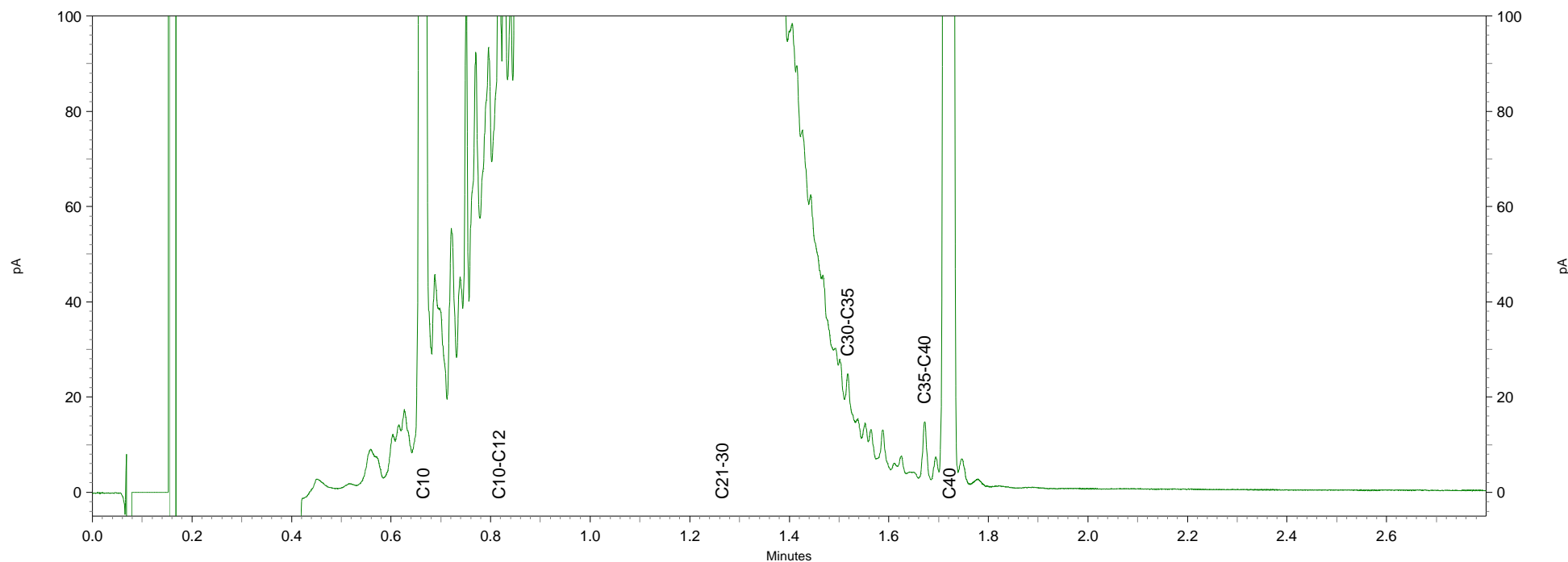
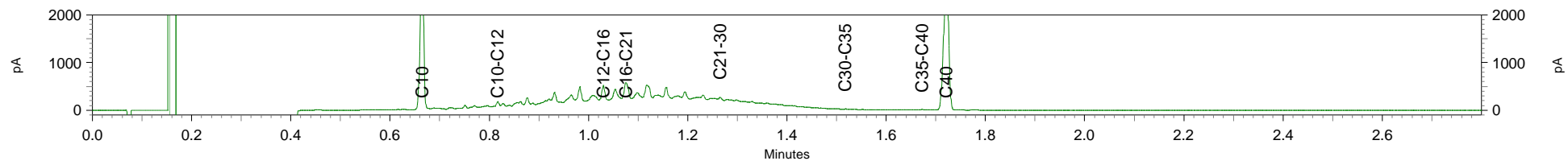
# Chromatogram TPH/ Mineral Oil

Sample ID.: 8513687  
 Certificate no.: 2015033829  
 Sample description.: PF02SOL03  
 V



## Chromatogram TPH/ Mineral Oil

Sample ID.: 8513689  
Certificate no.: 2015033829  
Sample description.: FR02SOL02  
V



Geolys SPRL  
à l'att. de Julien Hanus  
Rue des Champs Elysées nr 4  
B-5590 CINEY  
BELGIË

## Certificat d'analyse

Date: 02-04-2015

Veuillez trouver ci-joint les résultats des analyses suivantes.

Numéro de certificat/Version	2015033830/1
Numéro de projet	D1875
Nom de projet	ACTIRIS a bruxelles
Votre numéro de bon de commande	
Réception d'échantillons	27-03-2015

Ce certificat ne peut être reproduit que dans son intégralité. Laboratoire agréé par :

- en France : le Ministère chargé de l'Environnement dans le cadre des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques: portée disponible sur <http://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php>.
- en Région de Bruxelles-Capitale : l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.
- en Wallonie : le Ministère de Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement - DGRNE - OWD pour agréments laboratoire d'analyse de déchet et déchets toxiques & pour des analyses eaux de surfaces cat. A et C.
- en Luxembourg : le Ministère de l'Environnement.

Les échantillons seront conservés pendant 4 semaines pour les sols et pendant 2 semaines pour les eaux. Sans avis contraire, ils seront détruits après cette période sans aucune communication de notre part. Si vous désirez que les échantillons soient conservés plus longtemps, veuillez retourner ce document signé au plus tard une jour de travail avant la date d'issue

Conserver jusqu'au:

Date:

Nom:

Signature:

En espérant que vous avez obtenu satisfaction. N'hésitez pas à contacter notre département "Vente et Conseils" si vous avez d'autres questions.

Cordialement,

Eurofins Analytico B.V.



Ing. A. Veldhuizen  
Directeur Technique

Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

## Certificat d'analyse

Numéro de projet D1875  
 Nom de projet ACTIRIS a bruxelles  
 Votre numéro de bon de com  
 Echantillonneur Hugo Hendryckx  
 Matrice de l'échantillon Sol; Sol Flandre/RBC

Numéro de certificat/Version 2015033830/1  
 Date de départ 27-03-2015  
 Date du compte rendu 02-04-2015/11:55  
 Annexe A.V  
 Page 1/1

Analyse	Unité	1
<b>Caractérisation</b>		
Q Matière sèche	% (m/m)	72.7
<b>Hydrocarbures Aromatiques Volatiles</b>		
Q Benzène	mg/kg ms	<0.050
Q Toluène	mg/kg ms	<0.050
Q Ethylbenzène	mg/kg ms	<0.050
Q o-Xylène	mg/kg ms	<0.050
Q m,p-Xylène	mg/kg ms	<0.050
Q Xylènes (total)	mg/kg ms	<0.10
Q Somme aromates (BTEX)	mg/kg ms	<0.25
<b>Huile minérale</b>		
HTP (C10-C12)	mg/kg ms	<4.0
HTP (C12-C20)	mg/kg ms	23
HTP (C20-C30)	mg/kg ms	18
HTP (C30-C40)	mg/kg ms	<16
HTP (C10-C40) (GC)	mg/kg ms	52
Chromatogramme HPT (GC)	Voir annex	

### No. Description de l'échantillon

1 PF01S0L04

### Prise d'échantillon Échantillon no.

26-Mar-2015 8513690

Q: analyse accréditée par RvA  
 A: analyse accréditée de AP04  
 S: Test reconnu selon AS3000

Ce certificat ne peut être reproduit que dans son intégralité.

Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
 3771 NB Barneveld  
 P.O. Box 459  
 3770 AL Barneveld NL  
 Tel. +31 (0)34 242 63 00  
 Fax +31 (0)34 242 63 99  
 E-mail info-env@eurofins.nl  
 Site www.eurofins.nl

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
 VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
 KvK No. 09088623  
 IBAN: NL71BNP0227924525  
 BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV  
 et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région  
 Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les  
 Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

Accord  
 ASM  
 VA  
  
 TEST  
 RvA L010

**Annexe (A) avec information d'échantillon appartenant au certificat d'analyse 2015033830/1**

Page 1/1

Échantillon n°	No. de forage	Description	De	A	Code barres	Description de l'échantillon
8513690	PF01S0L04		150	200	0560141496	PF01S0L04

QA

**Eurofins Analytico B.V.**

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL  
Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

**Le document annexe (V) concerne les références de méthode rapporté sur le certificat d'analyse 201503383**

Page 1/1

Analyse	Méthode	Technique	Référence de la méthode
Matière sèche	W0104	Gravimétrie	CMA 2/II/A.1(g)
Aromatiques (BTEx)	W0254	CG-SM-ETS	CMA 3/E
HPT (GC) OVAM	W0202	CG-DIF	CMA 3/R.1
Chromatogramme HPT (GC)	W0202	CG-DIF	



Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

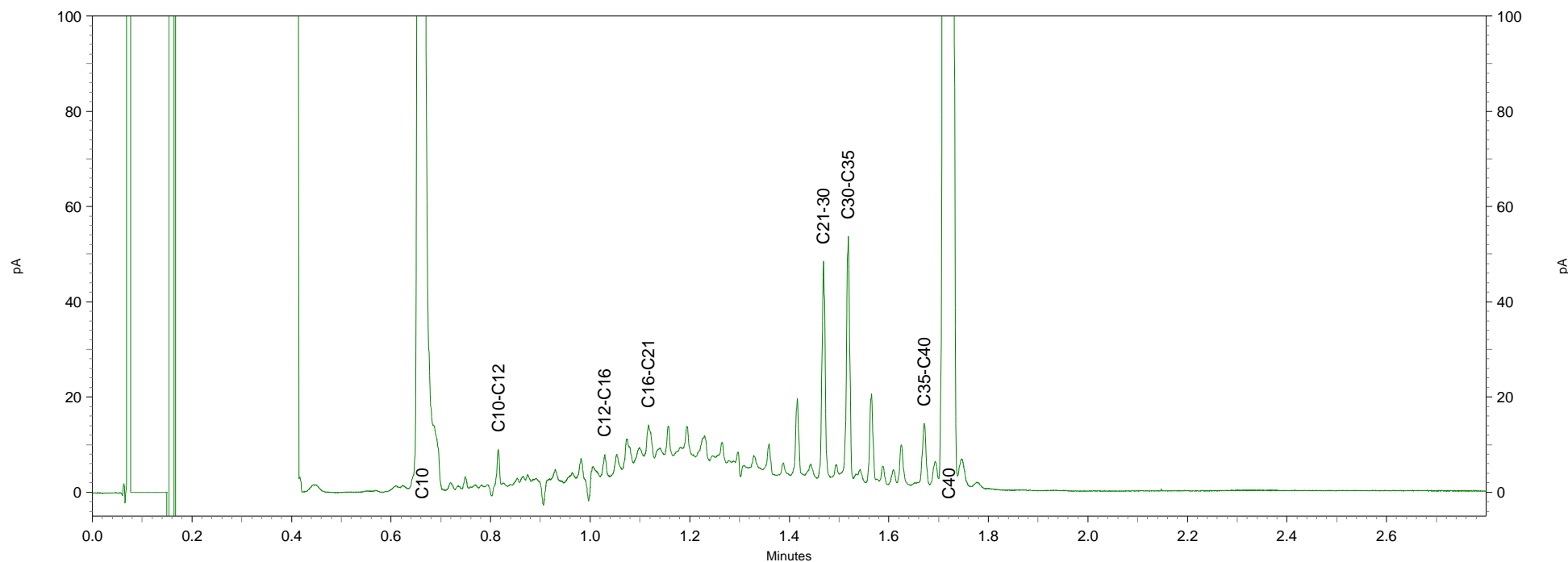
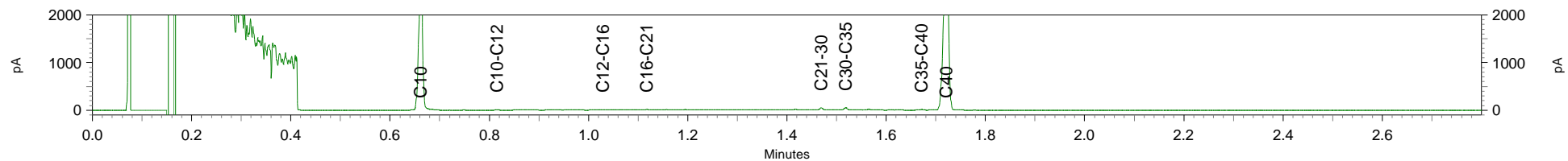
BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV  
et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région  
Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les  
Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).



## Chromatogram TPH/ Mineral Oil

Sample ID.: 8513690  
Certificate no.: 2015033830  
Sample description.: PF01SOL04  
V



Geolys SPRL  
à l'att. de Julien Hanus  
Rue des Champs Elysées nr 4  
B-5590 CINEY  
BELGIË

## Certificat d'analyse

Date: 02-04-2015

Veuillez trouver ci-joint les résultats des analyses suivantes.

Numéro de certificat/Version	2015033831/1
Numéro de projet	D1875
Nom de projet	ACTIRIS a bruxelles
Votre numéro de bon de commande	
Réception d'échantillons	27-03-2015

Ce certificat ne peut être reproduit que dans son intégralité. Laboratoire agréé par :

- en France : le Ministère chargé de l'Environnement dans le cadre des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques: portée disponible sur <http://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php>.
- en Région de Bruxelles-Capitale : l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.
- en Wallonie : le Ministère de Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement - DGRNE - OWD pour agréments laboratoire d'analyse de déchet et déchets toxiques & pour des analyses eaux de surfaces cat. A et C.
- en Luxembourg : le Ministère de l'Environnement.

Les échantillons seront conservés pendant 4 semaines pour les sols et pendant 2 semaines pour les eaux. Sans avis contraire, ils seront détruits après cette période sans aucune communication de notre part. Si vous désirez que les échantillons soient conservés plus longtemps, veuillez retourner ce document signé au plus tard une jour de travail avant la date d'issue

Conserver jusqu'au:

Date:

Nom:

Signature:

En espérant que vous avez obtenu satisfaction. N'hésitez pas à contacter notre département "Vente et Conseils" si vous avez d'autres questions.

Cordialement,

Eurofins Analytico B.V.



Ing. A. Veldhuizen  
Directeur Technique

Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

## Certificat d'analyse

Numéro de projet D1875  
 Nom de projet ACTIRIS a bruxelles  
 Votre numéro de bon de com

Echantillonneur Hugo Hendryckx  
 Matrice de l'échantillon Sol; Sol Flandre/RBC

Numéro de certificat/Version 2015033831/1  
 Date de départ 27-03-2015  
 Date du compte rendu 02-04-2015/09:02  
 Annexe A.V  
 Page 1/1

Analyse	Unité	1
<b>Caractérisation</b>		
Q Matière sèche	% (m/m)	76.9
<b>Hydrocarbures Aromatiques Volatiles</b>		
Q Benzène	mg/kg ms	<0.050
Q Toluène	mg/kg ms	<0.050
Q Ethylbenzène	mg/kg ms	<0.050
Q o-Xylène	mg/kg ms	<0.050
Q m,p-Xylène	mg/kg ms	<0.050
Q Xylènes (total)	mg/kg ms	<0.10
Q Somme aromates (BTEX)	mg/kg ms	<0.25
<b>Huile minérale</b>		
HTP (C10-C12)	mg/kg ms	<4.0
HTP (C12-C20)	mg/kg ms	21
HTP (C20-C30)	mg/kg ms	25
HTP (C30-C40)	mg/kg ms	<16
HTP (C10-C40) (GC)	mg/kg ms	63
Chromatogramme HPT (GC)	Voir annex	

### No. Description de l'échantillon

1 FR02S0L01

### Prise d'échantillon Échantillon no.

26-Mar-2015 8513691

Q: analyse accréditée par RvA  
 A: analyse accréditée de AP04  
 S: Test reconnu selon AS3000


Ce certificat ne peut être reproduit que dans son intégralité.

Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46 Tel. +31 (0)34 242 63 00  
 3771 NB Barneveld Fax +31 (0)34 242 63 99  
 P.O. Box 459 E-mail info-env@eurofins.nl  
 3770 AL Barneveld NL Site www.eurofins.nl

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
 VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
 KvK No. 09088623  
 IBAN: NL71BNP0227924525  
 BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV  
 et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région  
 Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les  
 Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

Accord  
 ASM  
 VA  
  
 TEST  
 RvA L010

**Annexe (A) avec information d'échantillon appartenant au certificat d'analyse 2015033831/1**

Page 1/1

Échantillon n°	No. de forage	Description	De	A	Code barres	Description de l'échantillon
8513691	FR02S0L01		40	60	0560141521	FR02S0L01

**Eurofins Analytico B.V.**

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL  
Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPNL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

**Le document annexe (V) concerne les références de méthode rapporté sur le certificat d'analyse 201503383**

Page 1/1

Analyse	Méthode	Technique	Référence de la méthode
Matière sèche	W0104	Gravimétrie	CMA 2/II/A.1(g)
Aromatiques (BTEx)	W0254	CG-SM-ETS	CMA 3/E
HPT (GC) OVAM	W0202	CG-DIF	CMA 3/R.1
Chromatogramme HPT (GC)	W0202	CG-DIF	



Eurofins Analytico B.V.

Gildeweg 44-46  
3771 NB Barneveld  
P.O. Box 459  
3770 AL Barneveld NL

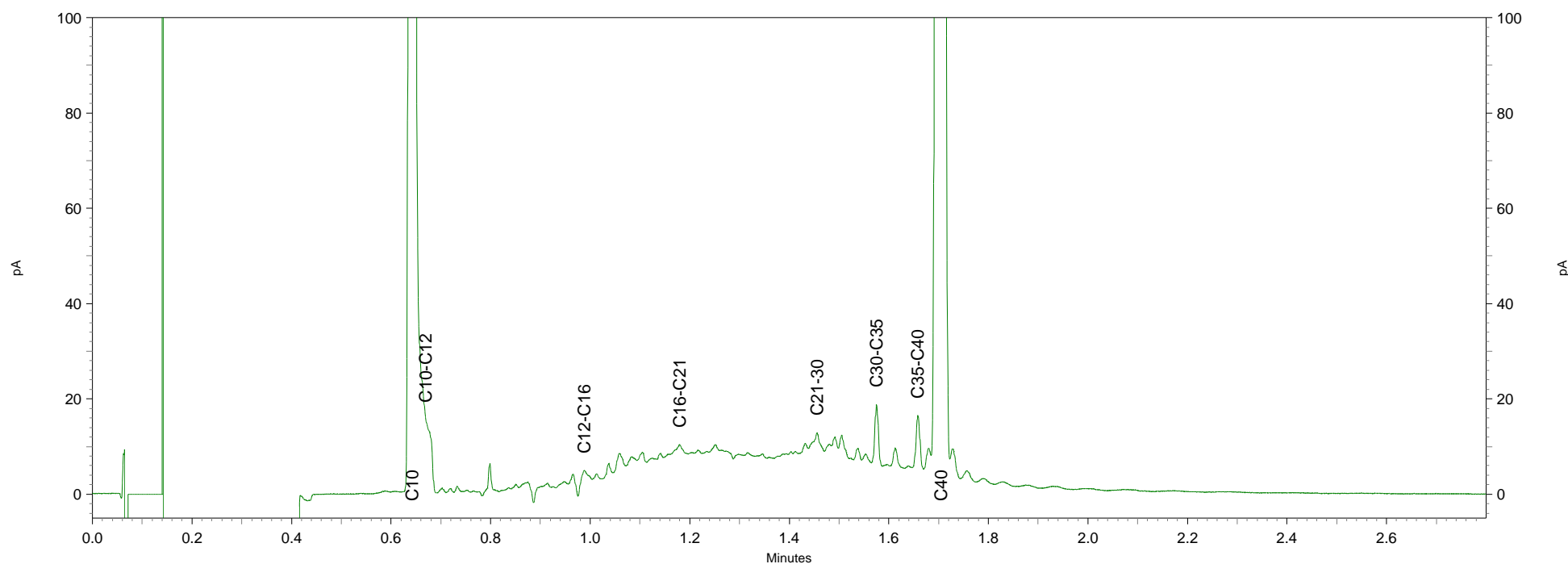
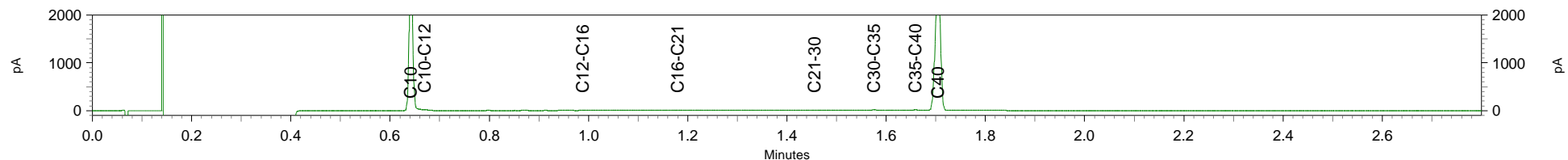
Tel. +31 (0)34 242 63 00  
Fax +31 (0)34 242 63 99  
E-mail [info-env@eurofins.nl](mailto:info-env@eurofins.nl)  
Site [www.eurofins.nl](http://www.eurofins.nl)

BNP Paribas S.A. 227 9245 25  
VAT/BTW No. NL 8043.14.883.B01  
KvK No. 09088623  
IBAN: NL71BNPA0227924525  
BIC: BNPANL2A

Eurofins Analytico B.V. est ISO 14001: 2004 certifié par TÜV  
et qualifié par la Région Flamande (OVAM et Dép. LNE), la Région  
Bruxelloises (IBGE), la Région Wallonne (DGRNE-OWD) et par les  
Gouvernements de la France et Luxembourg (MEV).

## Chromatogram TPH/ Mineral Oil

Sample ID.: 8513691  
Certificate no.: 2015033831  
Sample description.: FR02SOL01  
V



## ***ANNEXE 9 : GÉOCENTRIQUE***

LISTE DES PRISES D'EAU SOUTERRAINE DANS LA REGION DE BRUXELLES - CAPTALE SOUMISES A AUTORISATIONS SELON L'A.R. DU 21.04.1976.	LIJST DER GRONDWATERWINNIGEN VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST ONDERWORPEN AAN VERGUNNINGEN VOLGEN HET K.B. VAN 21.04.1976.
---	--

<p>Les prises d'eau souterraines sont classées ci-après selon la ville et les communes de la Région ou encore selon les codes postaux. Elles fournissent de l'eau non-potable exception des prises d'eau de la CIBE.</p> <p>On remarque que la dernière adaptation des codes postaux n'attribue pas pour le code postal 1000 de la Ville de Bruxelles une aire géographiquement homogène. Dans l'ancienne attribution le code 1000 était limité au centre de Bruxelles.</p> <p>Dans la nouvelle adaptation l'aire géographique touche Watermael-Boitsfort, comprend les avenues Louise et Franklin Roosevelt, le quartier Léopold et celui de la rue de la Loi.</p> <p>C'est pourquoi, on associera aux prises d'eau de 1040 Etterbeek et de 1050 Ixelles celles reprises sous l'ancienne codification 1040 et 1050 situées sur la Ville de Bruxelles.</p> <p>Néanmoins, 1020 reste Bruxelles-Laken, 1120 Bruxelles- Neder-over-Heembeek et 1130 Bruxelles-Haren.</p> <p>Quelques captages domestiques d'eau non potable communiqués échappent à l'A.R. du 21.04.1976 et sont mentionnés dans la liste. On y indique pour leurs volumes journaliers les mots « domest./huishoud. » puisque leurs volumes soutirés sont inférieurs à 1m³/jour.</p> <p>Zones de protection ou de prévention de prises d'eau souterraine</p> <p>Il n'existe qu'une seule zone de protection en la Région : les prises de VIVAQUA. soutirent de l'eau destinée à la consommation humaine et est constitué de 6 puits situés au Bois de la Cambre et de galeries drainantes situées au Bois de Cambre et en forêt de Soignes dans le voisinage de la drève de Lorraine. Le volume prélevé en 2006 s'élève à 2,3 millions de m³. On peut trouver la localisation des prises et la délimitation de ladite zone en consultant le Moniteur belge du 10 juin 2008, page 29117, dans l'arrêté du 19.09.2002).</p>	<p>De grondwaterwinningen worden hierna geklasseerd volgens de steden en volgens de gemeenten van het Gewest ofwel naar de postcodes. Ze produceren geen drinkbaar water uitgezonderd die van de B.I.M.W.</p> <p>Wij stellen vast dat de laatste aanpassing der postcodes geen geografisch homogene oppervlakte voor de postcode 1000 toekent aan de stad Brussel. In de voorafgaande toekenning der postcodes, werd het gebied van de postcode 1000 beperkt tot het centrum van Brussel.</p> <p>In de nieuwe aanpassing strekt het gebied zich uit tot Watermaal-Bosvoorde en daarin zijn de Louiza- en Franklin Rooseveltlaan, de Leopoldwijk en de Wetstraat inbegrepen.</p> <p>Daarom, zullen de grondwaterwinningen van 1040 Etterbeek en van 1050 Elsene gevoegd worden bij die gelegen op het grondgebied Brussel onder voormalige postcodes 1040 en 1050.</p> <p>Niettemin, blijft 1020 Brussel-Laken, 1120 Brussel-Neder-over-Heembeek en 1130 Brussel-Haren.</p> <p>Sommige meegedeelde huishoudelijke winningen van ondrinkbaar water zijn niet aan het K.B. van 21.04.1976 onderworpen en worden in de lijst vermeld. Voor hun dagelijkse volumes worden de termen "domest./huishoud." gebruikt, daar hun onttrokken volumes kleiner zijn dan 1m³/dag.</p> <p>Grondwaterbeschermingszones</p> <p>Er bestaat slechts één beschermingszone in het Gewest : de winningen van VIVAQUA onttrekt water voor menselijke consumptie en bestaat uit 6 putten in het Ter Kamerenbos en uit wingalerijen gelegen in het Ter Kamerenbos en in het Zoniënwoud in de buurt van de Lorraine-dreef. Het in 2006 onttrokken volume bedraagt 2,3 miljoen m³. De ligging van deze winningen en de begrenzing van deze zone (beszijn terug te vinden in het Belgisch Staatsblad van 10 juni 2008, bladzijde 29117, besluit van 19.092002.</p>
--	---



<p>Comment utiliser les tableaux suivants pour une recherche géocentrique des prises d'eau souterraines autour d'un site ou point ?  Supposons que votre site est situé à la Place Louise, donc à 1060 Saint-Gilles. Le site est frontalier des zones des codes postaux de 1000 Bruxelles et 1050 Ixelles.  On sélectionne les données relatives aux zones des codes postaux de 1060, 1000 et 1050. Et parmi ces données sélectionnées on resélectionne celles des prises d'eau de distance proche à votre site et les intéressantes pour votre recherche.</p>	<p>Hoe gebruikt men de volgende tabellen voor een geocentrisch onderzoek van grondwaterwinningen rondom een site of een punt ?  Laten we veronderstellen dat uw site gelegen is op het Louizaplein, dus in 1060 Sint-Gillis. De site bevindt zich in de grensstreek van de zones met postcodes 1000 Brussel en 1050 Elsene.  Men selecteert de gegevens van de zones met postcodes 1060, 1000 en 1050. En tussen deze geselecteerde gegevens kiest men die grondwaterwinningen met korte afstand tot uw site en met belang voor uw onderzoek.</p>
--	---

## 1000 BRUXELLES – BRUSSEL

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debet m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
148,442	171,263	18	78	<b>3</b>
148,310	169,494	30	54	<b>10</b>
148,320	169,508	30	69	<b>5</b>
148,645	169,916	30	61	<b>4</b>
148,926	170,362	31	61	<b>6</b>
149,237	170,997	30	150	<b>3</b>
149,378	170,974	36	94	<b>0</b>
149,305	169,999	65,5	126	<b>5</b>
149,369	170,516	34	121	<b>90</b>
Précédemment en 1040 – Vroeger in 1040				
151,846	170,474	86	35	<b>1</b>
Captage CIBE au Bois de Cambre et Forêt de Soignes – zone de protection Winning in het ter Kamenbos en het Zoniënwood - grondwaterbeschermingszone Ontrokken volume soutiré +/- 1.750.000 m <sup>3</sup> . Voir Moniteur belge du 10 juin 2008, page 29117 Zie het Belgisch Staatsblad van 10 juni 2008, bladzijde 29117				

1020 BRUXELLES – Laken BRUSSEL - Laken

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
147,180	176,193	58	71	<b>6</b>
147,835	175,975	66	147	<b>0</b>
147,839	175,388	39	108.5	<b>8</b>
148,423	174,238	32	50	<b>7</b>
149,374	174,210	20	15	<b>2</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1120 BRUXELLES – Neder-over-Heembeek BRUSSEL - Neder-over-Heembeek

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
151,082	176,018	40	104	<b>4</b>
152,346	176,943	22	25	ensemble / samen <b>105</b>
152,405	176,920	20	25	
152,450	176,899	20	24	
152,360	176,810	20	150	<b>120</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1130 BRUXELLES – Haren BRUSSEL – Haren

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
151,76	175,41	15	13	<b>60</b>
152,371	176,041	16	204	<b>&lt; 1</b>
153,200	174,533	44	30	<b>1</b>
153,380	174,365	52	26	<b>12</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1030 SCHAERBEEK SCHAARBEEK

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
149,887	172,744	22	67	<b>4</b>
150,125	173,247	20	80	<b>16</b>
150,155	172,094	52	92	<b>6</b>
150,178	173,337	20	14	<b>6</b>
150,884	173,797	30	35	<b>1</b>
151,099	173,561	42	96	<b>0</b>
151,130	173,531	40	88	<b>5</b>
151,370	173,523	46	96	Stopgezet Mis à l'arrêt
151,395	173,458	46	170	
151,607	171,735	67	37	<b>3</b>
151,750	171,23	80	113	<b>6</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1040 ETTERBEEK

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
150,956	169,571	54	18	<b>3</b>
151,185	169,063	65	91	<b>8</b>
151,491	168,553	84	31	<b>2</b>
151,704	168,918	88	42	<b>0</b>
152,223	169,531	74	96	<b>120</b>
152,247	168,862	79	50	<b>5</b>
152,807	169,340	88	42	<b>10</b>
Précédemment en 1040, actuellement en 1000 – Vroeger in 1040, nu in 1000				
151,846	170,474	86	35	<b>1</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1050 IXELLES ELSENE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
149,717	167,442	86	76	<b>4</b>
149,846	169,516	77	102,5	<b>10</b>
149,978	169,501	76	100	<b>7</b>
150,182	168,670	60	44	<b>2</b>
150,533	168,351	64	82	<b>3</b>
150,759	168,727	74	31	<b>2</b>
150,817	167,492	86	35	<b>4</b>
151,025	167,362	96	50	<b>3</b>
151,284	167,500	94	49	<b>16</b>
151,494	167,290	99	40	<b>6</b>
151,583	166,801	92	37,5	<b>5</b>
151,647	167,637	90	43,7	<b>4</b>
151,904	167,864	90	55	<b>200</b>
152,020	167,908	90	60	
151,988	167,613	100	56,8	<b>48</b>
152,109	167,899	92	55	
Quartier de l'avenue F. Roosevelt – Wijk van de F. Rooseveltlaan Captage CIBE au Bois de Cambre et Forêt de Soignes – zone de protection Winning in het ter Kamerenbos en het Zoniënwoud - grondwaterbeschermingszone Onttrokken volume soutiré +/- 1.750.000 m³. Voir Moniteur belge du 10 juin 2008, page 29117 Zie het Belgisch Staatsblad van 10 juni 2008, bladzijde 29117				

1060 SAINT-GILLES SINT-GILLIS

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
147,336	169,084	20	14	<b>6</b>
147,882	168,976	26	43	<b>4</b>
148,001	168,499	52	37	<b>2</b>
148,322	168,985	37	60,5	<b>4</b>
148,760	168,191	78	28	<b>3</b>
148,851	168,559	68	84	<b>2</b>
148,962	169,016	65	84	<b>5</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

## 10 70 ANDERLECHT

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
142,570	166,830	35	59	<b>1</b>
142,888	169,447	52	92	<b>2</b>
143,076	168,151	35	105	<b>1</b>
143,121	168,123	36	66	
143,276	168,820	37,5	10	domest./huishoud.
143,450	169,300	47	150	<b>0</b>
144,155	167,004	32	77	<b>7</b>
144,215	169,945	51	75	<b>4</b>
144,280	168,580	29	70	<b>9</b>
144,473	167,730	34	32	<b>4</b>
144,906	168,090	31	56	<b>5</b>
145,165	169,414	40	70	<b>2</b>
145,253	170,776	43	14,7	<b>11</b>
145,309	167,518	18	20	<b>25</b>
145,375	167,154	20	70	<b>0</b>
145,439	168,958	28	90,5	arrêt au / stopgezet d.d. 01.09.2006
145,454	168,976	28	76	
145,449	167,942	20	40	stopgezet dd/ arrêt au 30.04.2006
145,502	168,786	33	18	<b>8</b>
145,539	169,319	33	86	<b>4</b>
145,548	167,349	20	52	Warmtepomp/pompe à chaleur <b>96</b>
145,594	169,818	31	32	<b>7</b>
145,961	169,873	27	80	<b>5</b>
146,115	169,459	19 (cave/kelder)	63	<b>21</b>
146,103	167,938	20	82	<b>180</b>
146,168	167,938	20	82	
146,336	169,643	22	85	<b>22</b>
146,979	169,102	21	49	<b>6</b>
146,999	169,952	19	48	<b>4</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1080 MOLENBEEK-SAINT-JEAN SINT-JANS-MOLENBEEK

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m³/ jour - m³/dag
145,617	172,327	48	72	<b>3.</b>
145,683	172,653	45	100	<b>25</b>
145,725	172,670	45	100	
146,556	171,932	36	80	<b>9</b>
146,623	171,610	35	71,5	<b>5</b>
146,673	171,592	37	130	<b>37</b>
146,741	171,554	33	120	<b>8</b>
147,029	171,037	34	36,5	<b>8.</b>
147,162	170,736	22	100	<b>28</b>
147,733	171,574	20	60	<b>3</b>
147,815	171,187	18	88,5	<b>0</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1081 KOEKELBERG

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m³/ jour - m³/dag
147,185	171,946	27	66	<b>8</b>
147,239	172,171	30	84	<b>4</b>
147,256	172,600	40	100	<b>16</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1082 BERCHEM-SAINT-AGATHE SINT-AGATHA-BERCHEM

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m³/ jour - m³/dag
144,525	173,623	39	42	<b>10</b>
144,770	172,900	61	Fosses/cisternen 5	<b>domest./huishoud.</b>
144,845	172,885	62	122	<b>4</b>
145.390	162.675	48	105	<b>0,2</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

## 1083 GANSHOREN

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
145,205	174,223	32,5	35	<b>3</b>
146,153	172,996	62	59	<b>2</b>
146,393	173,911	36	92	<b>5</b>
146,740	173,592	44	95	<b>8</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

## 1090 JETTE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
145,643	175,098	57,5	152	<b>17</b>
146,994	173,762	42,5	102	<b>3</b>
147,365	174,373	31	50	<b>2.</b>
147,703	173,116	30	86	<b>7</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

## 1140 EVERE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
151,726	173,842	47	198,5	<b>0</b>
151,986	173,041	59	35	<b>3</b>
152,236	174,085	44	13	<b>3</b>
152,670	173,059	63	48	<b>29</b>
152,928	172,276	74	135	<b>1</b>
153,130	171,744	82	43	<b>2</b>
153,280	172,128	79	117	<b>3</b>
153,374	172,606	71	45	<b>12</b>
153,380	174,365	52	26	<b>8</b>
153,544	172,273	76	153,5	<b>22</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1150 WOLUWE-SAINT-PIERRE SINT-PIETERS-WOLUWE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
153,100	168,434	81	40	<b>4</b>
154,486	169,615	51	20	<b>4</b>
156,478	168,600	84	46	<b>7</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1160 AUDERGHEM OUDERGEM

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
153,777	166,757	64	35	<b>4</b>
153,938	167,362	59	29	<b>7</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1170 WATERMAEL-BOITSFORT WATERMAAL-BOSVOORDE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
151,303	166,489	77	60	<b>9</b>
152,565	166,830	65	20	domest./huishoud.
152,801	166,208	89	115,4	<b>40</b>
153,335	166,471	77	55	<b>60</b>
Quartier de l'avenue F. Roosevelt – Wijk van de F. Rooseveltlaan Captage CIBE au Bois de Cambre et Forêt de Soignes – zone de protection Winning in het ter Kamenbos en het Zoniënwoud - grondwaterbeschermingszone Ontrokken volume soutiré +/- 1.750.000 m <sup>3</sup> . Voir Moniteur belge du 10 juin 2008, page 29117 Zie het Belgisch Staatsblad van 10 juni 2008, bladzijde 29117				



Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m³/ jour - m³/dag
146,327	165,318	25	32	<b>24</b>
147,706	165,535	38.5	65	<b>6</b>
147,945	166,165	51	source / bron	<b>5</b>
148,159	166,989	99	80	<b>4</b>
148,802	166,249	84	164	<b>14</b>
148,880	166,780	97	41	domest./huishoudel.
149,510	167,080	92	43	<b>14</b>
149,845	164,128	92	33	<b>24</b>
149,882	167,110	90	47	<b>4</b>
150,201	165,012	80	21	<b>1</b>
151,780	164,700	102	49,5	<b>9</b>
Quartier de la chaussée de Waterloo – Wijk van de Waterloosesteenweg Captage CIBE au Bois de Cambre et Forêt de Soignes – zone de protection Winning in het ter Kamerenbos en het Zoniënwoud - grondwaterbeschermingszone Onttrokken volume soutiré +/- 1.750.000 m³. Voir Moniteur belge du 10 juin 2008, page 29117 Zie het Belgisch Staatsblad van 10 juni 2008, bladzijde 29117				

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debit m³/ jour - m³/dag
145,955	167,707	19	53,5	<b>0,1</b>
146,111	166,429	22	35	<b>8</b>
146,137	166,142	25	48	<b>27</b>
146,165	166,101	21	55	
146,180	165,552	25	43	<b>9</b>
146,366	167,306	20	83	<b>32</b>
146,366	167,267	20	82	
146,426	167,309	20	81	
146,510	166,905	23	11	<b>2</b>
			53	<b>0</b>
146,723	168,056	21	<b>Puits bouché – gestopt put</b>	
146,766	167,416	30	100	<b>3</b>
147,293	168,453	24	44	<b>0</b>
147,781	167,238	98	108	<b>4</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1200 WOLUWE-SAINT-LAMBERT SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
152,814	170,780	82	110	<b>5</b>
152,895	170,116	78	113	<b>6</b>
153,040	170,406	74	128	<b>25</b>
153,304	171,045	68	39	<b>4</b>
153,588	170,440	62	15	<b>6</b>
153,835	170,558	59	25	stopgezet dd / arrêt au 1.4.2006
153,839	171,370	75	36	<b>3</b>
153,975	170,890	53	47	<b>2</b>
154,372	170,984	53	18	<b>6</b>
154,375	170,900	52	20	<b>6</b>
154,564	170,336	57	32	<b>1</b>
154,814	170,382	44	32	<b>28</b>
156,407	171,192	77,5	129	<b>220</b>
156,410	171,180	77,5	149	<b>138</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

1210 SAINT-JOSSE-TEN-NOODE SINT-JOOST-TEN-NODE

Données estimées ou communiquées - Geraamde of medegedeelde gegevens				
Situation X = Ligging X =	Situation Y = Ligging Y =	Altitude Z = Hoogte Z =	Profondeur Diepte	Débit journalier Dagelijks debiet m <sup>3</sup> / jour - m <sup>3</sup> /dag
150,337	171,428	37	75	<b>7</b>
Pas de zone de prévention - Geen grondwaterbeschermingszone				

***ANNEXE 10 : AGRÉMENT DU LABORATOIRE***



## Arrêté ministériel

## Ministerieel besluit

**Arrêté ministériel modifiant l'agrément du laboratoire "EUROFINS ANALYTICO BV", Gildeweg 42, NL-3771 NB BARNEVELD, en application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Environnement, de l'Energie et de la Rénovation urbaine.

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment les articles 70 à 78;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la demande de modification de son agrément du 21 juin 2000 octroyé à Analytico Milieu BV et transféré à Eurofins Analytico BV le 8 avril 2008, du 8 avril 2013;

Vu l'avis de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

**Arrête :****Article 1.**

L'agrément du laboratoire Analytico Milieu BV du 21 juin 2000 transféré à Eurofins Analytico BV le 8 avril 2008, conformément à l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale, est modifié conformément au scope actuel pour lequel le laboratoire est accrédité.

**Article 2.**

L'accréditation (certificat d'accréditation RAAD VOOR ACCREDITATIE versie L010) détermine les paramètres et les domaines pour lesquels le laboratoire est agréé ainsi que la date limite de validité de l'accréditation.

**Ministerieel besluit tot wijziging van de erkenning van het laboratorium "EUROFINS ANALYTICO BV", Gildeweg 42, NL-3771 NB BARNEVELD, in toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994 betreffende de algemene voorwaarden en de procedure voor de erkenning van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en meer bepaald de artikelen 70 tot 78;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994 betreffende de algemene voorwaarden en de procedure voor de erkenning van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op de aanvraag tot wijziging van haar erkenning toegekend aan Analytico Milieu BV op 21 juni 2000 en overgedragen aan Eurofins Analytico BV op 8 april 2008, van 8 april 2013;

Gelet op het advies van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

**Besluit:****Artikel 1.**

De erkenning van het laboratorium Analytico Milieu BV van 21 juni 2000 overgedragen aan Eurofins Analytico BV op 8 april 2008, krachtens Ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en krachtens artikel 8 van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 juni 1994 betreffende de algemene voorwaarden en procedure voor erkenning van laboratoria in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt gewijzigd overeenkomstig de huidige scope waarvoor het laboratorium geaccrediteerd is.

**Artikel 2.**

De accreditatie (accreditatiecertificaat RAAD VOOR ACCREDITATIE versie L010) bepaalt de parameters en domeinen waarvoor het laboratorium is erkend en de vervaldatum van de accreditatie.

### Article 3.

Le laboratoire avertit immédiatement la Ministre si l'accréditation qui lui a été octroyée :

- est retirée ou suspendue;
- n'est pas renouvelée au terme de sa validité.

A cette fin le laboratoire envoie copie des décisions éventuelles de retrait, suspension, renouvellement ou prolongation de son accréditation, dans le mois où cette décision lui est notifiée, à la Division Police Environnement et Sols de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'environnement, au Gulledele 100 à 1200 Woluwe-St-Lambert, qui se chargera de la transmettre au Ministre.

### Article 4.

A défaut pour le titulaire de l'agrément d'avoir envoyé les copies visées ci-dessus à l'article 3, l'agrément sera suspendu par la Ministre, après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité d'adresser ses observations.

### Article 5.

Le présent arrêté entre en vigueur à dater du

Bruxelles, le **18 JUIN 2013**

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Rénovation urbaine.

### Artikel 3.

Het laboratorium verwittigt de Minister onmiddellijk indien de accreditatie die haar verleend wordt:

- ingetrokken of opgeschort wordt;
- na haar vervaldatum niet vernieuwd wordt.

Daarom zendt het laboratorium een kopie van de beslissingen van intrekking, opschorting, verlenging of vernieuwing van zijn accreditatie, binnen de maand na de kennisgeving van deze beslissing, aan de Afdeling Milieupolitie en Bodem van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, Gulledele 100 te 1200 St. Lambrechts-Woluwe die deze zal overmaken naar de Minister.

### Artikel 4.

Indien de houder van de erkenning de kopies waarvan sprake hierboven in het artikel 3 niet heeft opgestuurd, zal de erkenning opgeschort worden nadat de erkenninghouder de kans heeft gekregen zijn opmerkingen bekend te maken.

### Artikel 5.

Onderhavig besluit treedt in werking op datum van

Brussel, **18 JUNI 2013**

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing



**Evelyne HUYTEBROECK**

***ANNEXE 11 : COPIES DES ÉVENTUELLES ÉTUDES ANTÉRIEURES***  
***Sans objet***



Bruxelles, le 04.04.2013\*561901

Division: Police Environnement et Sols  
Pers. de contact : Sofie DEWAELE  
☎ : 02/775.76.30  
Fax : 02 775 75 05  
E-mail : sdewaele@leefmilieu.irisnet.be  
N/réf. : INSP/sde/2013/0304/01  
001194355  
V/réf. :  
Annexe : 1 PV avec annexe

Actiris / Office Régional Bruxellois de l'Emploi

Boulevard Anspach 65  
1000 Bruxelles

RECOMMANDE**N° dossier: 2013/0304/01 (à rappeler dans toute correspondance ultérieure)**

**Concerne : déversement de mazout dans les égouts et dans le local des citernes après une livraison, exploitation d'une installation classée sans permis d'environnement sise rue du Marché aux Poulets 7 à 1000 Bruxelles**

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint, une copie du Pro Justitia n° 130404/2013030401/SDE/mazout\_marché aux poulets, BR.64.IE.4083/13 que nous envoyons simultanément au Parquet du Procureur du Roi.

Notre agent, Madame Sofie DEWAELE, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de toute notre considération.

R. DE LAET,  
Directeur

J.-P. HANNEQUART,  
Directeur général

*P. S. Kempeneers*  
**Serge KEMPENEERS**  
Directeur  
Division Espaces Verts









**A L'ENCONTRE DE :**

1. Actiris / Office Régional  
Bruxellois de l'Emploi  
N° d'entreprise : 0239.843.188
2. Cofely Services SA  
N° d'entreprise : 0402.947.797
3. Calpam Belgium SA  
N° d'entreprise : 0406.953.404

**SIÈGE ADMINISTRATIF/SOCIAL**

1. Boulevard Anspach 65  
1000 Bruxelles
2. Boulevard du Roi Albert II 30  
boîte 28 1000 Bruxelles
3. Avenue de Vilvorde 310  
1130 Bruxelles

**SIÈGE D'EXPLOITATION**

Rue du Marché aux Poulets 7  
1000 Bruxelles

**L'original n°**

130404/2013030401/SDE/mazout\_marché aux poulets a été envoyé dans les 10 jours à Monsieur le Procureur du Roi de Bruxelles

Une copie a été envoyée dans les 10 jours au(x) responsable(s) comme mentionné plus haut.

 Pour ordre  
Vincent CAUCHIE  
Chef de sous-division

"Vu"

JANSSENS J.-P.  
Directeur – Chef de division

**PRO JUSTITIA**

**FAIT :** déversement de mazout dans les égouts et dans le local des citernes après une livraison, exploitation d'une installation classée sans permis d'environnement

Annexe: photos de l'infraction du 25/03/2013

Le vingt-cinq du mois de mars de l'année deux mille treize à 11 heures je, soussigné DEWAELE Sofie en qualité de fonctionnaire/agent de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (I.B.G.E.)<sup>1</sup>, je me suis rendu

☒ suite à

☒ un appel téléphonique

à: Rue du Marché aux Poulets 7 à 1000 BRUXELLES

<sup>1</sup> dûment habilité à cet effet sur base de l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 20 mai 1999, relatif au contrôle du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement, et sur base de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement modifiée par l'ordonnance du 28 juin 2001 et agissant en exécution de la mission dont mention en rubrique

P.V. n° : 130404/2013030401/SDE/mazout\_marché aux poulets

en vue du respect des législations reprises à l'article 2 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière environnementale et de leurs arrêtés d'exécution.

I.

☒ Je déclare que, à la date susmentionnée, aucun permis n'existe à l'adresse susmentionnée.

### Historique et constatation des infractions

Les agents Sofie Dewaele et Jonas Eylenbosch se sont rendus le 25 mars 2013 à 11h au coin du Boulevard Anspach et de la rue du Marché aux Poulets à Bruxelles suite à un appel de Vivaqua signalant qu'une de leurs équipes était intervenue suite à des plaintes d'odeurs de mazout et avait constaté la présence de mazout dans les canalisations à la connexion du Delhaize, au coin du boulevard Anspach et de la rue du Marché aux Poulets à 1000 Bruxelles.

Une enquête de ces agents chez Delhaize n'a rien révélé (le magasin se chauffe à l'électricité). Le responsable du magasin a indiqué un point de remplissage de mazout situé à la rue du Marché aux Poulets 7, appartenant à Actiris (annexe 1, photo 1).

Les agents se sont rendus chez Actiris, rue du Marché aux Poulets n° 7 ou, selon Messieurs Vartanian et Nihoul et Madame Van Eenoo d'Actiris, un remplissage de mazout par Calpam Belgium SA avait eu lieu le lundi 25/03/2013 au matin. Aucune personne d'Actiris n'était présente au moment du remplissage. Environ chaque semaine ou toutes les deux semaines (en fonction de la consommation), 8000 litres sont livrés par Calpam Belgium SA. Il y a deux semaines, le dispositif de protection prévenant le surremplissage a été volé et Cofely Services SA, gestionnaire des installations de chauffage, l'a remplacé par deux nouvelles sondes.

Les agents se sont rendus dans la cave et ont constaté les faits suivants :

1. Une odeur pénétrante de mazout
2. Un écoulement de mazout dans l'égout et le sterfput (annexe 1, photo 2 – 3)
3. Une couche de mazout d'environ 10 cm autour des citernes à mazout dans le local des citernes (annexe 1, photo 4 - 5)
4. Des coulées de mazout sur une des citernes (annexe 1, photo 6)
5. Les murs du local des citernes imbibés de mazout (annexe 1, photo 7)

Des traces de mazout ont également été constatées autour du point de remplissage rue du Marché aux Poulets n° 7 (annexe 1, photo 8).

Le 26 mars 2013, Madame De Brouwer, architecte chez Actiris, a expliqué par téléphone à notre agent, Sofie Dewaele, le déroulement des événements.

« Calpam Belgium SA venait de remplir les citernes après le remplacement des sondes volées vu que le remplissage n'avait plus été fait complètement suite au vol des sondes de niveau et le risque du surremplissage (la dernière livraison n'était que de 5000 litres de mazout). Le concierge, arrivé vers 8 h, se posait des questions sur la longue durée du remplissage (360l de mazout délivré par minute). Il est allé vérifier le local des citernes et a vu qu'une des deux citernes débordait. Selon l'estimation d'Actiris, environ 6000 l ont été perdus. Une partie du mazout a été déversé dans l'égout, mais vu le mauvais état du béton et la mauvaise étanchéité du local des citernes, Actiris estime qu'une grande partie du mazout s'est infiltrée dans le sol. »

Madame De Brouwer a informé nos agents qu'Actiris est propriétaire du bâtiment. Il existait un permis d'environnement délivré par la députation permanente au nom de S.A. « Town & City de la bourse », Boulevard Anspach 65 à 1000 Bruxelles, échu le 6/05/2005 pour les installations suivantes :

-établi dans un immeuble à usage de bureaux

- au rez de chaussée, et au 1<sup>er</sup> étage un magasin pour la vente au détail dont les locaux de vente et les locaux attenants à ceux-ci et servant de dépôt de marchandises d'une surface supérieure à 2000 m<sup>2</sup>
- au sous-sol
  - un garage pour 39 véhicules automobiles
  - un dépôt de 40.000 l de mazout en 2 réservoirs métalliques placés dans un local
  - 2 transformateurs statiques de 1000 kVA
  - 2 mot. élect. de 150 kW actionnant 2 compresseurs frigorifiques
  - 2 mot. élect. de 1.1 kW actionnant 2 compresseurs d'air

Les citernes ne sont plus couvertes par un permis d'environnement.

Actiris/Office Régional Bruxellois de l'Emploi en tant que propriétaire, Calpam Belgium SA en tant que livreur du mazout et Cofely Services SA en tant qu'installateur des sondes et gestionnaire des installations de chauffage sont en infraction :

- Aux articles 18 §1 et 50 de l'Ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets pour abandon de déchets
- Aux articles 17, 19, 20 et 49 1° de l'Ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets pour gestion des déchets non conforme à ces articles et à leurs mesures d'exécution
- Aux articles 23 §1 et 49 2° de l'Ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets en ce qui concerne celui qui ne procède pas lui-même au traitement des déchets ou ne fait pas procéder au traitement des déchets par un négociant, une installation ou une entreprise effectuant des opérations de traitement des déchets ou par une personne qui collecte des déchets
- Aux articles 2 et 41§1 1° de la loi du 26/03/1971 relative à la protection des eaux de surface contre la pollution en ce qui concerne l'interdiction de jeter, déposer des objets ou matières dans les eaux de surface, de laisser couler des liquides pollués ou polluants ou d'y introduire des gaz, sans autorisation

Actiris/Office Régional Bruxellois de l'Emploi est également en infraction aux articles 7 et 96 §1 2° de l'Ordonnance du 05/06/1997 relative aux permis d'environnement en ce qui concerne l'activité soumise à autorisation ou déclaration exercée sans celle-ci pour les installations suivantes :

-établir dans un immeuble à usage de bureaux

- au rez de chaussée, et au 1<sup>er</sup> étage un magasin pour la vente au détail dont les locaux de vente et les locaux attenants à ceux-ci et servant de dépôt de marchandises d'une surface supérieure à 2000 m<sup>2</sup>
- au sous-sol
  - un garage pour 39 véhicules automobiles
  - un dépôt de 40.000 l de mazout en 2 réservoirs métalliques placés dans un local
  - 2 transformateurs statiques de 1000 kVA
  - 2 mot. élect. de 150 kW actionnant 2 compresseurs frigorifiques
  - 2 mot. élect. de 1.1 kW actionnant 2 compresseurs d'air

### Mesures prises

Les agents Sofie Dewaele et Jonas Eylenbosch ont imposé verbalement aux messieurs Vartanian et Nihoul d'Actiris le 25/03/2013 à 12h de contacter un collecteur agréé d'urgence afin de pomper le mazout ayant débordé dans le local des citernes.

### En général

**"les infractions constatées dans le présent P.V. sont reprises aux articles 32 et 33 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière environnementale, et pourront dès lors éventuellement donner lieu à une amende administrative".**



**II. Par conséquent, je déclare que le(s) précité(s) est/ sont susceptible(s) d'être en infraction et tombe(nt) sous l'application de :**

☒ art.96,§1, 2° Ordonnance 05/06/1997 relative aux **permis d'environnement**  
*activité soumise à autorisation ou déclaration exercée sans celle-ci*

☒ art.7 Ordonnance 05/06/1997 relative aux **permis d'environnement**

☒ art.41§1-1° Loi 26/03/1971 **relative à la protection des eaux de surface** contre la pollution  
*infraction à l'interdiction de jeter, déposer des objets ou matières dans les eaux de surface, de laisser couler des liquides pollués ou polluants ou d'y introduire des gaz, sans autorisation*

☒ art. 18 § 1 et 50 Ordonnance 14/06/2012 relative aux **déchets**  
*Abandon de déchets dangereux*

☒ art. 17, 19, 20 et 49 1° Ordonnance 14/06/2012 relative aux **déchets**  
*Gestion des déchets non conforme aux articles 17, 19 en 20 et à leurs mesures d'exécution*

☒ art. 23 § 1 et 49 2° Ordonnance 14/06/2012 relative aux **déchets**  
*Ne procède pas lui-même au traitement des déchets ou ne fait pas procéder au traitement des déchets par un négociant, une installation ou une entreprise effectuant des opérations de traitement des déchets ou par une personne qui collecte des déchets*

**En foi de quoi, j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir à ce que de droit.**

Signature



**Fonctionnaire/agent : DEWAELE Sofie**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES  
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

1955-1956

1955-1956

1955-1956



Annexe au PV n° 130404/2013030401/SDE/mazout\_marché aux poulets

Photos de l'infraction du 25/03/2013



Photo 1 : Rue du Marché aux Poulets, porte de garage droite => point du livraison



Photo 2 : écoulement du mazout dans les égouts



Photo 3 : mazout dans le sterfput



Photo 4& 5 : couche de mazout autour des citernes dans le local des citernes



Photo 6 : traces de mazout sur une des citernes





Photo 7 : murs du local des citernes imbibés de mazout



Photo 8: traces de mazout autour du point de remplissage



***ANNEXE 12 : FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE COMPLÉTÉ***



## Etude de sol

**Généralité**

Validée	24/06/2015
Vos références	D1875 - Actiris à Bruxelles
Type de l'étude	Reconnaissance de l'état du sol
Motif de l'étude	Aliénation de droits réels
Remarque	

**Fichiers xml (analyse laboratoire)**

SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-2015033829.xml
SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-2015033830.xml
SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-2015044024.xml
SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-2015033831.xml
SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-2015044016.xml

**Annexe(s)**

Annexe 13_Résumé non-technique.docx
Annexe 15_Plan des contaminations dans le sol.pdf
Annexe 15_Plan des contaminations dans l'eau souterraine.pdf

**Adresse(s)**

65 Boulevard Anspach , 1000 - B

**Parcelles cadastrales(détail sur les pages suivantes)**

21811\_M\_2624\_K\_000\_00



## 21811\_M\_2624\_K\_000\_00

<b>Données spécifiques au type d'étude</b>			
PRAS simplifié		Zone habitat	
Reconnaissance partielle		N	
Type de pollution		unique	
Mesures de sécurité mises en oeuvre		N	
Si tous les forages ou certains forages n'ont pu être réalisés dans le cadre de cette étude, pour quelle raison			
- impossibilité technique totale ou partielle de forer sur cette parcelle		N	
- pas de forages nécessaires			
<b>Intervenants pour cette parcelle</b>			
Actiris			
Types: titulaire droits réels , personne morale, privé			
Adresse : 65 Boulevard Anspach 1000 Bruxelles			
Personne de contact(+ Tél) : Garance Guéry			
Remarque :			
<b>Activités à risque pour cette parcelle</b>			
Actiris			
Types: titulaire droits réels , personne morale , privé			
Adresse : 65 Boulevard Anspach			
Personne de contact(+ Tél) :			
Remarque : Réservoir mazout 2 x max 10.000 l			
Dates de l'activité (début - fin) : 06/06/1975 - 06/06/2015			
Source : Milieuvergunningen			
		Rubrique à risques	
		Dépôts de liquides inflammables	
<b>Forages-Piézomètres sur cette parcelle</b>			
FR01 ( 26/03/2015 )			
X: 148644,0 , Y: 170975,0 , Z: 13			
Epaisseur de la couche flottante (m) : , Epaisseur de la couche tombante (m) : , Profondeur de la nappe phréatique (m) :			
<b>Echantillons de ce forage</b>			
	Nom LABO !!	Date échantillonnage	Profondeur (m)
FR02 ( 26/03/2015 )			
X: 148639,0 , Y: 170984,0 , Z: 13			
Epaisseur de la couche flottante (m) : , Epaisseur de la couche tombante (m) : , Profondeur de la nappe phréatique (m) :			
<b>Echantillons de ce forage</b>			
	Nom LABO !!	Date échantillonnage	Profondeur (m)
	FR02SOL02[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033829.xml]	25/03/2015	-00,60 -01,00
	FR02SOL01[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033831.xml]	25/03/2015	-00,30 -00,60
PF01 ( 26/03/2015 )			
X: 148645,0 , Y: 170976,0 , Z: 13			
Epaisseur de la couche flottante (m) : , Epaisseur de la couche tombante (m) : , Profondeur de la nappe phréatique (m) : -01,30			
<b>Echantillons de ce forage</b>			



		Nom LABO !!	Date échantillonnage	Profondeur (m)	
		PF01SOL01[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033829.xml]	26/03/2015	-00,40 -00,70	
		PF01SOL03[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033829.xml]	26/03/2015	-01,00 -01,50	
		PF01SOL04[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033830.xml]	26/03/2015	-01,50 -02,00	
		PF01[SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5044024.xml]	22/04/2015	-01,00 -02,00	
PF02 ( 26/03/2015 ) X: 148633,0 , Y: 170989,0 , Z: 13 Epaisseur de la couche flottante (m) : , Epaisseur de la couche tombante (m) : , Profondeur de la nappe phréatique (m) : -01,10					
Echantillons de ce forage					
		Nom LABO !!	Date échantillonnage	Profondeur (m)	
		PF02SOL03[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033829.xml]	26/03/2015	-01,50 -02,00	
		PF02SOL04[SI KB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5033829.xml]	26/03/2015	-02,00 -02,50	
		PF02[SIKB export V9.1.0 NL (Analytico, Barneveld)-201 5044024.xml]	22/04/2015	-01,00 -03,00	
FR03 ( 22/04/2015 ) X: 148634,0 , Y: 170992,0 , Z: 18 Epaisseur de la couche flottante (m) : , Epaisseur de la couche tombante (m) : , Profondeur de la nappe phréatique (m) :					
Echantillons de ce forage					
		Nom LABO !!	Date échantillonnage	Profondeur (m)	
		FR03(0.0-0.5)[S IKB export V9.1.0 NL (Analytico,	22/04/2015	-00,10 -00,50	



		Barneveld)-201 5044016.xml]			
--	--	--------------------------------	--	--	--

## ***ANNEXE 13 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE***



## RESUME NON-TECHNIQUE – D1875

### 1 DONNEES ADMINISTRATIVES

#### 1.1 Titre :

Rapport D1875 : Reconnaissance de l'état du sol

#### 1.2 Site :

localisé Boulevard Anspach n° 65 à 1000 Bruxelles

#### 1.3 Titulaires de droits réels et commanditaire de l'étude

NOM	Actiris
RUE ET N°	Boulevard Anspach n° 65
CODE POSTAL	1000
COMMUNE	Bruxelles
TEL PERSONNE DE CONTACT	02/505.16.88 (Garance Guery)
LANGUE	français
E-MAIL	gguery@actiris.be

#### 1.4 Expert en pollution du sol :

Geolys sprl  
Centre TIR – bât. D Avenue du Port, 104-106  
B-1000 Bruxelles

#### 1.5 Référence IBGE :

INSP/SCR/SOL/00144/2013

#### 1.6 Fait générateur :

*Cessation d'une activité à risque et événement ayant pu engendrer une pollution du sol (accident)*

#### 1.7 Année de réalisation de l'étude :

2015

#### 1.8 Date de réalisation des forages :

26/03/2015 et le 22/04/2015

## 2 PLANS ET RESULTATS D'ANALYSE

Les principaux résultats de l'étude sont les suivants :

*Dans le sol :*

- un dépassement de la norme d'intervention (NI) en huiles minérales C10-C40 au niveau du forage FR02.
- un dépassement de la norme d'assainissement (NA) pour huiles minérales C10 - C40 au niveau du forage PF02.

Ces forages investiguent l'ancien dépôt de max 20.000 l de mazout, en deux réservoir de max 10.000 l chacun, qui a fait l'objet du déversement accidentel du 25/03/2013

Le dépassement de NI constitue une pollution, unique générée après le 01/01/1993.

*Dans l'eau souterraine :*

- un dépassement de la norme d'intervention en huiles minérales C10 - C40 au niveau du piézomètre PF01. Ce dépassement est également lié à l'accident de déversement dans le local à citernes survenu en mars 2013. Il constitue donc une pollution unique générée après le 01/01/1993. Cette pollution semble migrer dans l'eau souterraine depuis l'ancien local des citernes vers la partie centrale du niveau de la cave où est aménagé le parking.

Le plan localisant les pollutions du sol de l'annexe 15 de la RES est joint au présent résumé non technique.

### 3 CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE RECONNAISSANCE DE L'ETAT DU SOL

Les travaux de terrain ont consisté en la réalisation de 5 forages le 26/03/2015 et le 22/04/2015 dont deux ont été équipés en piézomètres.

Les principaux résultats de l'étude sont les suivants :

*Dans le sol :*

- un dépassement de la norme d'intervention (NI) en huiles minérales C10-C40 au niveau du forage FR02.
- un dépassement de la norme d'assainissement (NA) pour huiles minérales C10 - C40 au niveau du forage PF02.

Ces forages investiguent l'ancien dépôt de max 20.000 l de mazout, en deux réservoir de max 10.000 l chacun, qui a fait l'objet du déversement accidentel du 25/03/2013

Le dépassement de NI constitue une pollution, unique générée après le 01/01/1993.

*Dans l'eau souterraine :*

- un dépassement de la norme d'intervention en huiles minérales C10 - C40 au niveau du piézomètre PF01. Ce dépassement est également lié à l'accident de déversement dans le local à citernes survenu en mars 2013. Il constitue donc une pollution unique générée après le 01/01/1993. Cette pollution semble migrer dans l'eau souterraine depuis l'ancien local des citernes vers la partie centrale du niveau de la cave où est aménagé le parking.

Etant donné la présence de contaminations du sol et de l'eau souterraine, une étude détaillée doit être réalisée afin de délimiter verticalement et latéralement ces pollutions.

Sur base des résultats d'analyse, nous proposons d'inscrire la parcelle 21673\_D\_0139\_W\_000\_00 en catégorie 4 à l'inventaire de l'état du sol.

***ANNEXE 14 : TABLEAU DES RÉSULTATS D'ANALYSE***

**D1875 : Actiris à Bruxelles**

Norme	<b>RBC ordonnance SOL 2010 zone d'habitat</b>
Type norme	
Application	

	NA	NI	unité								
<b>Analyse</b>											
Fichier				2015033829.xml	2015033829.xml	2015033829.xml	2015033829.xml	2015033829.xml	2015033830.xml	2015033831.xml	2015044016.xml
Réf labo				1 (PF01SOL01)	2 (PF01SOL03)	3 (PF02SOL03)	4 (PF02SOL04)	5 (FR02SOL02)	1 (PF01SOL04)	1 (FR02SOL01)	1 (FR03SOL01)
Réf analyse				PF01SOL01	PF01SOL03	PF02SOL03	PF02SOL04	FR02SOL02	PF01SOL04	FR02SOL01	FR03SOL01
Profondeur 1				40	100	150	200	60	150	30	10
Profondeur 2				70	150	200	250	100	200	60	50
Date				26-03-2015	26-03-2015	26-03-2015	26-03-2015	26-03-2015	26-03-2015	26-03-2015	21/04/2015
Matière sèche				79.9	80.5	78.2	77.7	75.5	72.7	76.9	81.2
<b>Hydrocarbures aromatiques monocycliques</b>											
Benzène	0.30	0.50	mg/ kg ms	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05
Ethylbenzène	0.80	10.00	mg/ kg ms	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05
Toluène	1.60	70.00	mg/ kg ms	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	0.18
o-Xylène	-	-	mg/ kg ms	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05
m,p-Xylène	-	-	mg/ kg ms	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05
Xylènes	1.20	11.00	mg/ kg ms	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
BTEX total	-	-	mg/ kg ms	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25	<0.25
<b>Autres composés organiques</b>											
HTP (C10-C40) somme	300.00	1 000.00	mg/ kg ms	94	290	930	<50	1700	52	63	230
HTP (C10-C12)	-	-	mg/ kg ms	<4	10	30	<4	100	<4	<4	11
HTP (C12-C20)	-	-	mg/ kg ms	40	190	600	16	1200	23	21	40
HTP (C20-C30)	-	-	mg/ kg ms	46	85	280	<15	380	18	25	120
HTP (C30-C40)	-	-	mg/ kg ms	<16	<16	<16	<16	18	<16	<16	58

**D1875 : Actiris   Bruxelles**

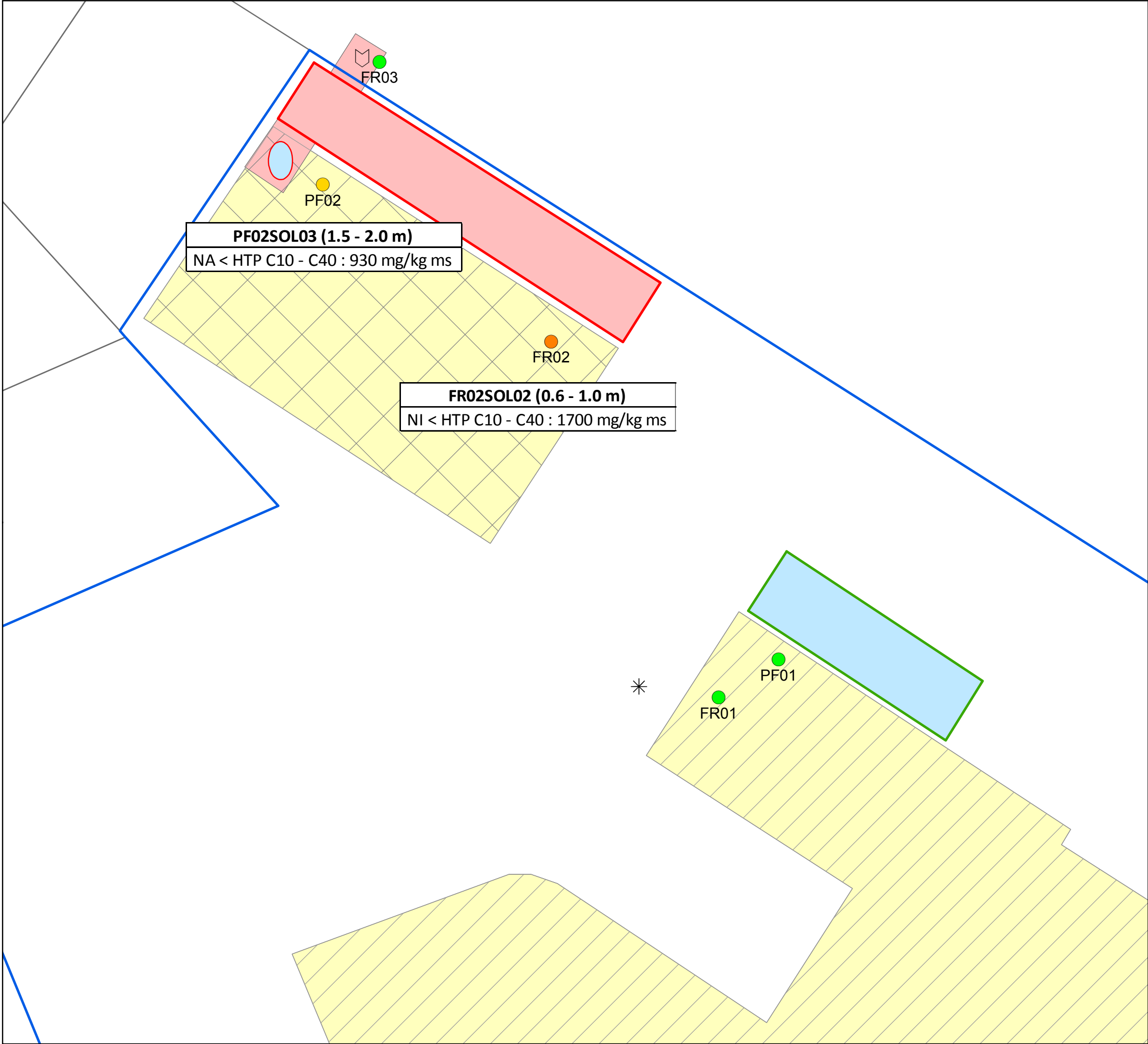
Norme	RBC ordonnance EAU 2010
Type norme	
Application	

	NA	NI	unité		
<b>Analyse</b>					
Fichier				2015044024.xml	2015044024.xml
Réf labo				1 (PF01)	2 (PF02)
Réf analyse				PF01	PF02
Date				22-04-2015	22-04-2015

<b>Hydrocarbures aromatiques monocycliques</b>					
Benzène	2.00	10.00	��g/L	<0.2	<0.2
Ethylbenzène	20.00	300.00	��g/L	8.3	<0.2
Toluène	20.00	700.00	��g/L	1.2	0.44
o-Xylène	-	-	��g/L	5.5	0.2
m,p-Xylène	-	-	��g/L	3.2	<0.2
Xylènes	20.00	500.00	��g/L	8.7	<0.4
BTEX total	-	-	��g/L	18	<1

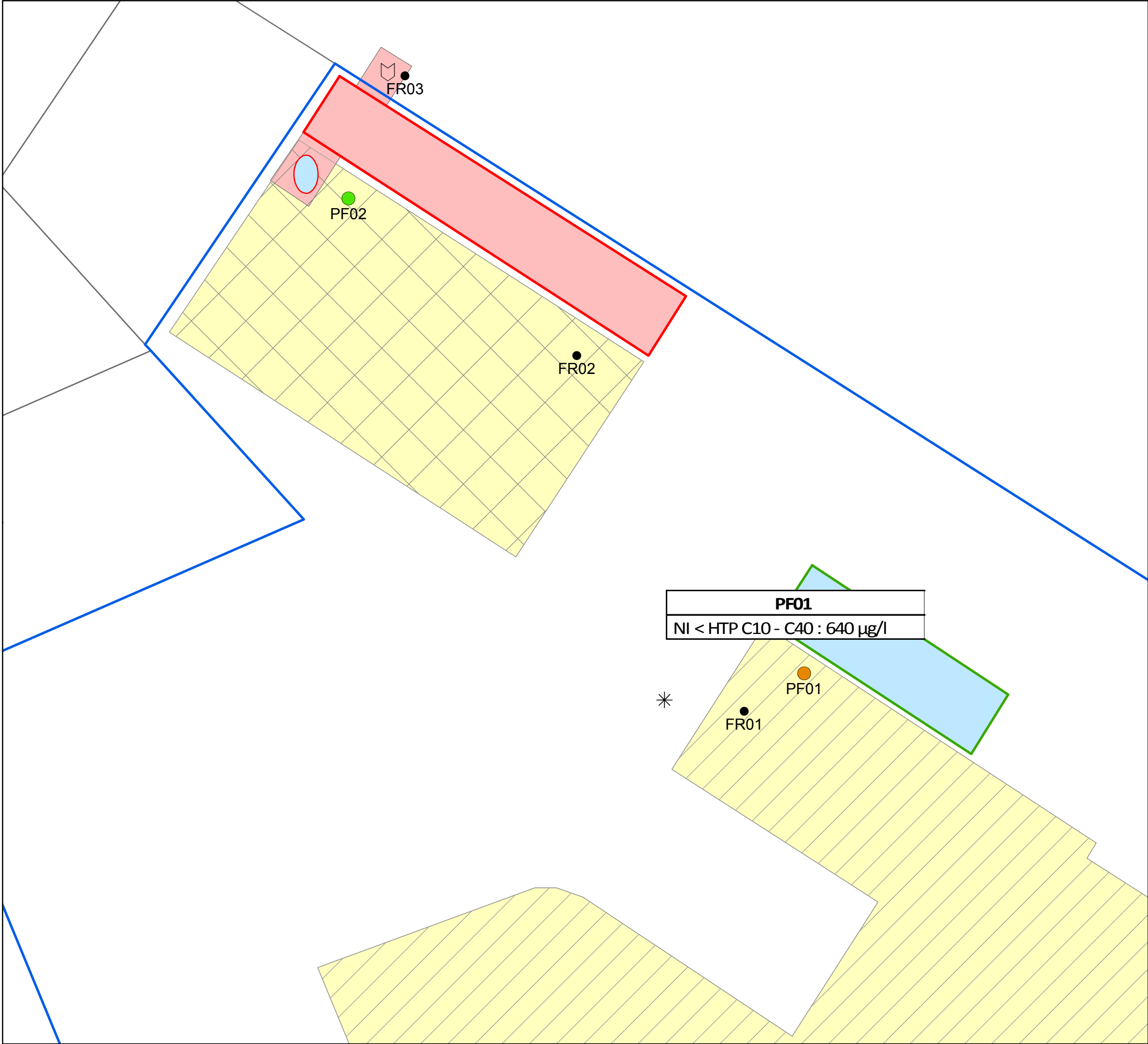
<b>Huiles minérales</b>					
C6-C8	-	-	��g/L	<30	<30
C8-C10	200.00	400.00	��g/L	200	<30
C10-C12	-	-	��g/L	240	<10
C12-C16	-	-	��g/L	260	<10
C16-C21	-	-	��g/L	88	<10
C35-C40	-	-	��g/L	<10	<10
C21-C30	-	-	��g/L	45	<15
C30-C35	-	-	��g/L	<10	<10
HTP C10-C40 somme	300.00	500.00	��g/L	640	<38

***ANNEXE 15 : PLAN DES CONTAMINATIONS DU SOL***



Site : <b>Actiris Bruxelles</b>		Commune : <b>Bruxelles</b>	
N° dossier : <b>D1875</b>	Type d'étude : <b>RES</b>	Code dossier : INSP/SCR/SOL/00144/2013	
Annexe 15			
Titre : <b>Plan des contaminations dans le sol</b>			
Source : <b>BruGIS, ING</b>			
<p>Legende</p> <ul style="list-style-type: none"><li>HTP &lt; NA</li><li>NA &lt; HTP &lt; NI</li><li>NI &lt; HTP</li><li>Parcelle 21811_M_2624_K</li><li>Installations et/ou activités à risque<ul style="list-style-type: none"><li>Ancien local citernes dépôt 20.000 l (R1 et R2)</li><li>Local nouveau réservoir 9.500 l (R3)</li><li>Chaufferie</li><li>Parking sous-terrain</li></ul></li><li>Annexes aux réservoirs<ul style="list-style-type: none"><li>Event citerne 9.500 l</li><li>Point remplissage réserv. R1 (10.000 l) / R2 (10.000 l)</li></ul></li><li>Egouts</li><li>ZAR 1</li><li>ZAR 2</li><li>Zone non à risque</li></ul>			
Echelle : <b>1/100</b>			
Date : avril 2015		Format : A3	





Site : <b>Actiris Bruxelles</b>		Commune : <b>Bruxelles</b>	
N° dossier : <b>D1875</b>	Type d'étude : <b>RES</b>	Code dossier : INSP/SCR/SOL/00144/2013	
Annexe 15			
Titre : <b>Plan des contaminations dans l'eau souterraine</b>			
Source : <b>BruGIS, ING</b>			
<b>Legende</b> <div><div><div></div>HTP &lt; NA</div><div><div></div>HTP &lt; NI</div><div><div></div>Forage</div><div><div></div>Parcelle 21811_M_2624_K</div><div>Installations et/ou activités à risque</div><div><div></div>Ancien local citernes dépôt 20.000 l (R1 et R2)</div><div><div></div>Local nouveau réservoir 9.500 l (R3)</div><div><div></div>Chaudière</div><div><div></div>Parking sous-terrain</div><div><div></div>Egouts</div><div><b>Annexes aux réservoirs</b></div><div><div></div>Event citerne 9.500 l</div><div><div></div>Point remplissage réserv. R1 (10.000 l) / R2 (10.000 l)</div><div><div></div>ZAR 1</div><div><div></div>ZAR 2</div><div><div></div>Zone non à risque</div></div>			

Position des crépines  
PF01 : 1,0 - 2,0  
PF02 : 1,0 - 3,0